

## Les provocations de Saddam Hussein

EST-ON à la veille d'une nouvelle épreuve de force entre l'Irak d'une part, les États-Unis et leurs alliés de l'autre? Depuis quelques jours, l'administration américaine ne cache pas que le comportement de M. Saddam Hussein l'irrite vivement, au point de brandir une menace d'intervention militaire contre le régime de Bagdad.

S'il a nié vouloir à nouveau chasser par les armes le président irakien, pour de simples commodités domestiques - redorer son blason aux yeux d'un électoral qui le boude - M. George Bush a pris soin de laisser toutes les options ouvertes. Manière de garder les mains libres face aux défis de son ennemi favori.

NUL ne peut nier que le dictateur irakien batoue tout à la fois l'esprit et la lettre des accords de cessez-le-feu qui mirent fin il y a seize mois à la guerre du Golfe. A l'époque, M. Saddam Hussein s'était engagé - certes contre son gré - à détruire toutes ses armes biologiques, chimiques et nucléaires et à laisser des équipes des Nations unies vérifier l'existence de cette promesse. Au nom de la souveraineté nationale, les autorités irakiennes n'ont cessé de multiplier les obstacles à la mission des inspecteurs internationaux dépechés sur place.

Obstinément semblable à lui-même - et sans doute secrètement satisfait de voir le président américain en posture chez lui - M. Saddam Hussein ne se prive pas de recourir à ses vieilles méthodes. A coup de provocations, il fait monter la tension jusqu'à l'extrême limite avant de lâcher un peu de lest au dernier moment. Et, chaque fois, il en tire argument pour nourrir la propagande de son régime en flambant au passage, fierté nationaliste du peuple irakien.

M. Bush semble vouloir mettre un terme à ce petit jeu. La brutale répression conduite ces dernières semaines par l'aviation de Bagdad contre les populations chiites du Sud, donne à Washington et à ses alliés l'occasion d'un coup de semonce à l'adresse de M. Saddam Hussein, puisqu'elle viole la résolution 688 du Conseil de sécurité sur la nécessaire protection des populations irakiennes.

Soucieuse d'agir dans le cadre des Nations unies, l'Amérique est en contact avec ses quatre principaux alliés : Grande-Bretagne, France, Arabie saoudite et Koweït. Elle recherche leur appui - et si possible leur participation - à une opération dont l'objectif est limité : interdire le survol du territoire irakien, sans doute au sud du 32° parallèle, par les avions et les hélicoptères de Saddam Hussein. La population locale connaîtrait ainsi un répit salutaire.

Ce projet ne semble pas susciter l'enthousiasme de la France, déjà fort occupée par la guerre civile bosnienne. Tout en souhaitant le respect intégral par Bagdad de ses engagements, Paris préférerait éviter une nouvelle escalade militaire dans le Golfe. Les provocations de M. Saddam Hussein exigent qu'on lui oppose la plus grande vigilance. Mais suffira-t-elle à lui faire entendre raison?

Lire nos informations et l'article d'AFSANE BASSIR page 3

M0147 - 0819 0 - 7.00 F



## La guerre civile en Bosnie-Herzégovine

# Des réfugiés parmi les victimes des bombardements de Sarajevo

Un millier de femmes et d'enfants devaient quitter Sarajevo, mardi 18 août, et être évacués par autocars vers la Serbie et Belgrade. La veille, de nouveaux bombardements et tirs d'artillerie avaient secoué la capitale bosnienne, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Un obus de mortier était tombé dans

une rue passante et, en fin d'après-midi, un hôtel du centre-ville hébergeant des centaines de réfugiés avait été atteint par des bombes incendiaires. M<sup>me</sup> Simone Veil, députée européenne, et M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, doivent se rendre en Bosnie en fin de semaine.

## Massacre au quotidien

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Allongé au milieu de la rue, un vieil homme, les deux jambes ensanglantées, implore de l'aide, les mains tendues. Laisant son cas, une femme s'approche et un deuxième obus s'abat dans un bruit d'enfer, soulevant un énorme nuage de poussière. Des rues adjacentes, quelques hommes courent et tirent le blessé pour le mettre à l'abri. Il est 14 heures, ce lundi 18 août, dans le centre de Sarajevo, et, depuis trois heures, des obus tombent, fauchant indistinctement les passants.

A l'hôpital Kosovo, qui reçoit les urgences, médecins et infirmiers ne savent plus où mettre les blessés, qui arrivent sans interruption. A peine pansés, les moins atteints sont renvoyés vers

d'autres centres. Les larmes aux yeux, Milan Bajić, cinquante-six ans, fonctionnaire serbe, ne peut que murmurer : « Mon fils se meurt, mon fils se meurt ». Serbe, Janco, vingt-six ans, se battait dans la défense territoriale bosnienne et était ce matin de faction dans l'avenue du Maréchal-Tito, l'artère principale de la ville, quand le premier obus est tombé. Atteint à la tête, le jeune homme a été transporté dans cet hôpital comme les vingt et un autres blessés de ce bombardement, qui a fait aussi un mort. A cette heure de la matinée, beaucoup d'habitants étaient dehors pour se ravitailler, remplir des bidons d'eau, aller au travail ou tout simplement profiter un peu du soleil après des nuits dans les abris.

Mais les artilleurs serbes qui surplombent la ville n'en avaient

pas, eux, terminé et, en fin d'après-midi, c'est l'hôtel Europa, un de ces anciens et luxueux palaces fin de siècle, devenu centre de réfugiés, qui était touché de plein fouet par plusieurs bombes incendiaires. En flammes, le dernier étage dégageait une épaisse fumée noire alors que, dans la panique, des centaines de réfugiés - femmes, enfants, invalides, - portés par des sauveteurs improvisés, sortaient hagards des couloirs enfumés et plongés dans l'obscurité. Pour ces quelques huit cents réfugiés échappés du siège de Gorazde (la ville située à 80 kilomètres au sud-est de Sarajevo et assiégée par les forces serbes depuis le 21 mars), c'était le second exode.

FRANÇOISE CHIPALUX

Lire la suite et ses informations page 4

## La Russie ou l'ardeur épuisée

Un année de démocratie, une année de réformes qui piétinent...

MOSCOU

de notre correspondant

Un an seulement. Un an qu'une poignée de dignitaires mal assurés de leurs arrières se sont lancés dans une aventure censée renouer un système qui faisait déjà eau de toutes parts, avec le résultat que l'on sait.

L'immense bouleversement qui a suivi défie les bilans, les comptes des profits et pertes. Mais si, au cours de cette année, quelqu'un a plus

que tout autre aidé l'histoire à accomplir son œuvre, c'est bien Boris Eltsine. Le putsch, s'il avait été « sérieux », aurait dû mettre un terme à sa carrière sinon à sa vie.

Il a au contraire forgé sa légende et l'a assuré d'un capital d'autorité et de confiance qu'il n'a, malgré tous les déboires qui ont suivi, pas épuisé.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5 et l'article de MICHEL TATU page 4



## Les nouvelles chances du « paritarisme »

Les syndicats pourraient s'impliquer davantage dans la gestion des organismes sociaux

par Michel Noblecourt

Le verdict est aujourd'hui unanime : l'Etat a cessé d'être tout-puissant, omniprésent, tentaculaire. Pour autant, il n'est pas encore devenu modeste, mais, dans le vaste champ économique et social, il évite désormais de toucher à tout. Plus encore, il aspire à s'en remettre davantage à cette fameuse société civile, si présente dans les discours et si absente dans la prise de respon-

sabilité. A l'heure où le pouvoir politique subit une crise de légitimité, entraînant les partis dans sa chute, le paritarisme, c'est-à-dire la gestion en direct par les syndicats et le patronat de problèmes sociaux, retrouve un regain d'intérêt.

Même s'il concerne les institutions sociales et non les entreprises, il apparaît comme un bon moyen de relégitimer des syndicats toujours bien affaiblis. L'actualité récente met ainsi en évi-

dence quatre défis qui relancent le débat sur le rôle de régulation, à l'intérieur de la société civile, du paritarisme. Et peuvent lui donner de nouvelles chances.

Le premier est l'accord du 18 juillet sur l'assurance-chômage, conclu dans l'urgence pour tenter de sauver l'équilibre financier d'un régime en perte de vitesse. Depuis trente-trois ans, l'UNEDIC est ainsi - avec les régimes de retraite complémentaire - l'exemple même du régime paritaire,

géré complètement par les syndicats et le patronat, en principe sans intervention de l'Etat (à l'exception de celle de 1982). Présidée depuis la fin de 1958 en alternance par Force ouvrière et le patronat, elle fixe le montant des cotisations des salariés et des employeurs et verse des allocations aux chômeurs, en jouant le rôle d'amortisseur du choc social représenté par l'explosion du chômage.

Lire la suite page 12

Le Monde EDITIONS

PLANTU LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE 30 ans de douane sur l'Europe



EN VENTE EN LIBRAIRIE

L'ÉTÉ FESTIVAL

## Solti, sans ombre

A l'aube de ses quatre-vingts ans, le chef d'orchestre entame joyeusement une nouvelle carrière

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

Prodigieux bonhomme. Il a connu Bartok, assisté Toscanini, régné six ans sur l'Opéra de Munich, dix ans sur celui de Francofort, onze ans à Covent Garden, veillé vingt-deux ans sur la santé de fer de l'Orchestre de Chicago, et le voici en pull-over dans son chalet au-dessus de Salzbourg, entouré de deux interprètes et d'un chat angora. Et voilà que dix minutes après il a oublié les interprètes, sauté avec le chat quand un faucon est venu se heurter à la fenêtre, oublié dans la foule son régime et son anglais, pour s'exprimer dans un sabir sympathique mêlant français, italien, un peu d'allemand et beaucoup de gestes, riant à gorge déployée, et répétant dix fois à fait : « Madame, je suis un diplo-

mate. Je travaille très bien avec M. Mortier (intendant du festival), pour l'instant. »

A l'âge où d'autres se consacrent à la pêche au gardon, Sir Georg (il fut snobé en 1972 pour - euphémisme - « sa remarquable contribution à la musique ») exerce donc ici, trois mois sur douze, ses dons pour la diplomatie. Quand Karajan mourut, en juillet 1989, c'est Solti qui mena à bien, envers et contre tous, la production du *Bal masqué* qui allait sauver le festival de Pâques. Salzbourg l'en remercie en lui confiant la direction artistique de cette petite semaine de programmation haut de gamme, financée par des « membres bienfaiteurs » de la *fest* internationale, fief printanier de la Philharmonie de Berlin quand le festival d'été appartient de droit à celle de Vienne.

ANNE REY

Lire la suite page 11



# LES FINES D'EMPIRES

14 septembre 1911 : avant-dernier acte pour l'empire des Romanov. Stolypine, le lucide président du conseil des ministres du tsar, est assassiné par un anarchiste, et Trotski pourra dire : « Si sa réforme avait été menée à son terme, le prolétariat russe n'aurait pas pu venir au pouvoir en 1917. »

Par ANDRÉ ROPERT

Le 14 septembre 1911, Pierre Arkadievitch Stolypine, président du conseil des ministres de l'empire de Russie, accompagné le tsar Nicolas II à une représentation au théâtre de Kiev. Cet homme austère et froid n'est pas un mondain ni un habitué des fêtes de cour : c'est un politicien, et il est là par obligation officielle. Le service d'ordre est impressionnant : les Cosaques de la garde à l'extérieur du théâtre ; à l'intérieur, une foule d'agents de l'Okhrana, la police secrète politique. L'empereur et Stolypine entrent dans la salle. Un homme (quelqu'un du service de protection ?) s'approche et, soudain, il sort une arme et tire à bout portant sur le ministre. On le porte inanimé dans une loge. Il mourra quatre jours plus tard. Nicolas II ne paraîtra pas exagérément affecté par le sort tragique d'un serviteur dont les derniers mots avaient pourtant été : « Dieu merci ! C'est moi, ce n'est pas lui. » Il ne lui rendra pas visite : le protocole sera saisi.

Pour comprendre l'importance de l'événement, il faut remonter six ans en arrière. Le 30 octobre 1905, Nicolas II signait un manifeste préparé par son ministre, Serge Witte, qui mettait fin à l'absolutisme en Russie et annonçait une Constitution. L'empereur ne s'était pas résolu de son plein gré à cet acte historique. Depuis huit mois, la Russie était plongée dans le désordre, sinon le chaos : un mal 68 à l'échelle d'une année. La révolution de 1905, sortie de l'exaspération causée par la guerre désastreuse menée en Mandchourie, depuis février 1904, par l'Empire contre le Japon, avait conduit, à partir de grèves insurrectionnelles, à une véritable dissolution de l'Etat. Dans les villes s'était constituée une sorte de démocratie spontanée : les conseils révolutionnaires, les soviets. Pendant l'été, l'insubordination avait même gagné l'armée, avec la mutinerie du cuirassé *Potemkine*.

Sentant le sol se dérober sous ses pieds, le tsar avait rappelé à la fin de l'été son ancien président du conseil, Witte, qu'il n'aimait guère et qu'il avait congédié en 1903. Homme de l'industrialisation, du Transsibérien et des emprunts en France, Witte avait été clair : « La Russie aspire à un régime légal fondé sur le principe de la liberté civique. » L'empereur n'avait guère le choix. En promettant une Constitution, Witte savait qu'il allait rallier les modérés, tous ceux qu'effrayaient les risques évidents d'un débordement populaire. Il gagne son pari : il rétablit l'ordre, les lois fondamentales sont promulguées en mai 1906. On est certes loin de la démocratie, mais, pour la première fois de l'Histoire, la Russie est dotée d'un régime représentatif. Beaucoup pensent qu'on vient de faire 1789 en échappant à 1793. Est-ce vraiment l'entrée définitive dans la modernité, la concrétisation du rêve de Pierre le Grand d'intégrer la Russie à l'Europe ? Il faudrait pour cela que le tsar adhère sincèrement aux nouveaux principes, et rien n'est moins sûr : il renvoie Witte, il fausse le jeu constitutionnel en dissolvant quand elle lui déplaît l'assemblée élue, la Douma. Il faudrait aussi sortir de la contradiction séculaire de l'histoire russe, le problème paysan.

Depuis vingt ans, la Russie a connu un remarquable développement économique et culturel, mais les ruraux en demeurent exclus. L'étroite élite qui s'est européanisée à partir du dix-huitième siècle n'a jamais réussi à acculturer sérieusement l'énorme masse paysanne, qui représente encore plus de 80 % de la population en 1900. Un abîme culturel continue de séparer les classes dominantes instruites du monde opaque des moujiks enfermés dans le foisonnement des cultures folkloriques et isolés par l'analphabétisme. Cette singulière dualité culturelle, qui évoque une situation de pays colonisés, a été soulignée et comme concrétisée jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle par l'asservissement des paysans. L'abolition du servage par Alexandre II (le statut de 1861) n'a rien résolu, et le poids d'une paysannerie étrangère à la culture dominante a multiplié les blocages. Au plan politique, la peur d'une explosion du type des jacqueries du passé a permis de justifier le maintien d'un régime autoritaire et a même dissuadé la plupart des révolutionnaires de faire de la démocratie un objectif immédiat. Au plan économique, les structures rurales archaïques ont ralenti l'industrialisation et n'ont libéré qu'une main-d'œuvre médiocre et instable.

Que faire des paysans ? Pendant les troubles de 1905, ils sont restés quelque peu en marge. Certes, la soudaine carence de l'autorité a entraîné des désordres : incendies de châteaux, appropriation des récoltes, refus de l'impôt, mais malgré les efforts des socialistes-révolution-



Pierre Stolypine vu par le journal russe Chout en 1906.

collectives : elles ont interdit la modernisation des campagnes, empêché le développement d'une paysannerie individualiste et entrepreneuriale qui aurait été un facteur de stabilité sociale. Au fond, Stolypine raisonne comme les révolutionnaires, mais en sens inverse : une paysannerie indépendante est la base sociale solide de toute entreprise politique conservatrice.

En même temps, il vise au développement économique. Mais, à la différence de Witte, il ne le limite pas à une industrialisation massive, d'autant que la modernisation de l'agriculture est non seulement productrice de richesse, mais créatrice de cette paysannerie stable qui compensera la croissance d'un dangereux prolétariat urbain. S'ajoute une mise en valeur systématique de la Sibérie, véritable solution à l'américaine ouvrant les perspectives d'une migration intérieure propre à absorber les excédents de population qui rendraient insupportable à l'Ouest toute réforme agraire.

La portée de l'œuvre de Stolypine est immense, comme l'historien américain Treadgold l'a compris dès 1955. Soljenitsyne voit en Stolypine l'homme qui aurait pu épargner à la Russie le drame de la révolution. Léon Trotski lui-même affirme dans son *Histoire de la révolution russe* : « Si la réforme de Stolypine avait été menée à son terme, le prolétariat russe n'aurait pas pu venir au pouvoir en 1917. » C'est qu'elle fait beaucoup plus que mettre en œuvre un bouleversement socio-économique aussi fondamental que l'avait été l'abolition du servage en 1861, qu'elle vient d'ailleurs tardivement compléter. En détruisant la commune rurale, la réforme désagrège le substrat qui assurait depuis des siècles la survie des cultures folkloriques paysannes en Russie, c'est-à-dire le maintien d'un univers moyenâgeux, hors de l'Europe et du monde moderne. Depuis le choix irréversible de Pierre le Grand, la pierre d'achoppement du décollage de la Russie et de son intégration à l'Europe était restée l'inertie des masses paysannes, leur non-participation au processus d'europanisation. En brisant la commune et ses archaïsmes, en transformant les structures agraires et en encourageant la mobilité, Stolypine permettait au monde rural d'accéder à la modernité et il faisait enfin de la Russie un pays comme les autres, promis sans doute à l'éclatant avenir que rêvait, en 1914, l'économiste français Emile Théry quand il envisageait une place de première puissance économique mondiale pour la Russie au milieu du vingtième siècle. A son corps défendant sans doute, le ministre préparait même la libéralisation politique qu'appelaient nécessairement la modernisation des structures économiques et culturelles et le développement.

Comment expliquer alors l'échec ? Par le manque de temps d'abord : la réforme de Stolypine intervient trop tard, il lui aurait fallu plusieurs décennies, et les choses vont trop vite, en ce début de vingtième siècle, pour autoriser les longs délais. On peut aussi incriminer quelques limites de la réforme : noble, Stolypine n'est pas allé jusqu'à mettre en cause la propriété aristocratique, dont l'existence est à terme incompatible avec sa politique, ce qui n'a pas empêché la noblesse de crier à la destruction de son patrimoine.

Et, là, nous trouvons peut-être la vraie raison de l'échec : l'isolement tragique d'un ministre lucide qui, passé la faveur due à ses mesures d'indulgence restaurateur de l'ordre, n'a rencontré que la haine du tsar et de la cour. On pense à Turgot, victime des cabales de Versailles, tant se ressemblent, dans leur logique suicidaire, les ordres dépassés et les monarchies anachroniques. Critiqué par le monde frileux, réactionnaire, hors du réel, qui entoure Nicolas II, hâlé de la gauche, attaqué par l'opposition à la Douma, Stolypine perd l'appui, sinon la confiance de l'empereur, il poursuit néanmoins sa politique, demandant « vingt ans et la paix », obtenant, le 14 juin 1910, qu'une loi institutionnalise sa réforme. Mais, au début de 1911, Nicolas songe à le renvoyer. Il n'aura pas à le faire puisque, le 14 septembre, Stolypine est abattu par l'anarchiste Bagrov. Fait des plus étranges, l'assassin était un policier infiltré dans le mouvement révolutionnaire. L'hypothèse d'une manipulation dont le terrorisme d'extrême gauche aurait été l'instrument n'est pas à exclure.

C'en est fait de l'Empire des Romanov. Des incapables succèdent à Stolypine. Bientôt, le sulfureux Raspoutine aura plus de pouvoir réel que les ministres. La réforme n'est pas abandonnée (en 1916, 24 % des ménages paysans ont accès à la propriété foncière), mais elle est poursuivie sans conviction, le ressort est brisé. Dans l'entourage du tsar, on commence à penser qu'une guerre extérieure assurée de l'appui français ferait plus pour restaurer le prestige du régime que toutes les réformes. On atteindra ce but le 1<sup>er</sup> août 1914, avec les conséquences qu'on sait. Le coup de poker a remplacé la lucidité politique. Certains en étaient conscients. Ce 1<sup>er</sup> août 1914, le ministre de l'intérieur Makhlakov notait dans son journal personnel : « On n'échappe pas à son destin. »

## POUR EN SAVOIR PLUS

■ 1905. *La révolution russe manquée*, de François-Xavier Coquin, éditions Complexe, 1985.  
■ *Nicolas II*, de Marc Ferro, Payot, 1991.  
■ *La Misère et la Gloire. Histoire culturelle du monde russe, de l'an mil à nos jours*, d'André Ropert, Armand Colin, 1992.

## 26. – Le rideau tombe sur Stolypine

naires (les SR), héritiers des populistes des années 1870, qui rêvaient d'un socialisme agraire, le mouvement ne s'est pas politisé. C'est même sans doute l'une des chances de Witte, d'où le flottement sensible des organisations subversives clandestines après 1905. Pour le pouvoir, cette conjoncture peut être une occasion à saisir : lier les paysans à la monarchie offrirait au régime la base populaire qui lui a fait défaut en 1905. Les conditions semblent favorables : le monde rural ne paraît pas encore sérieusement contaminé par les idéologies révolutionnaires ; la culture paysanne, pétrée de religion et de tradition, n'a pas renié le concept séculaire du tsar-père et cette fidélité que rejettent à présent les foules urbaines. La conquête du monde paysan pourrait être l'ultime chance du tsarisme, mais elle ne peut s'obtenir qu'au prix de mesures arrachant les villages à la routine et à la misère et où l'économie a autant à gagner que la politique. Un homme va unir son nom à cette stratégie : Pierre Stolypine.

Hormis une poignée de rares propriétaires, les koulaks, le paysan russe n'avait jamais connu la tenure familiale. La gestion de la terre seigneuriale, au temps du servage, relevait de la commune rurale, l'immémoriale *obouchina* et son expression juridique, le *mir*. La commune procédait périodiquement à la redistribution des parcelles, interdisant la formation d'un lien permanent et héréditaire entre une famille et une exploitation, à l'image de ce qui s'était produit dans le cadre de la seigneurie occidentale. Quand, en 1861, l'abolition du servage avait ouvert la porte à une propriété paysanne, le statut n'avait pas institué la propriété individuelle, mais maintenu l'archaïque collectivisme de la commune rurale, seule habilitée à posséder et persistant à redistribuer les lots. Cette structure dépassée s'en était trouvée renforcée, alimentant les spéculations populistes sur le « socialisme spontané » du peuple russe et paralysant toute modernisation. La pression démographique aidant, l'archaïsme de la commune rurale avait été non seulement un

facteur de retard économique, mais encore de paupérisation. C'est à elle que va s'attaquer Stolypine. Pierre Stolypine arrive au pouvoir parce que Nicolas II répugne à jouer le jeu constitutionnel. Il a la réputation d'un homme de droite à poigne. Witte a été écarté dès le début de 1906, et Stolypine devient président du conseil quelques mois plus tard. Né en 1863, il est issu de la noblesse foncière. Conservateur, hostile au parlementarisme et aux nouveaux mécanismes constitutionnels – d'où la faveur de l'empereur –, c'est un homme intelligent et pragmatique, aussi résolu que Witte à sortir la Russie de l'ornière et à la moderniser, mais, de par ses origines agrariennes, plus sensible aux problèmes paysans que son prédécesseur.

Il se fait d'abord une sinistre réputation par la répression impitoyable qu'il conduit contre le terrorisme (il y eut pas moins de mille quatre cents assassinats politiques pour la seule année 1906). Usant de l'état d'exception, multipliant les cours martiales, il fait exécuter plus d'un millier d'activistes en un an, au point que la corde de la potence est surnommée « la cravate de Stolypine ».

Mais son objectif est ailleurs : le 9 novembre 1906, il fait signer à Nicolas II un oukaze capital permettant aux paysans qui le souhaitent de quitter la commune rurale et de s'établir propriétaires de leur lot. Il est également mis fin à la tradition de l'indivision familiale des biens. De 1906 à 1910, de nombreuses mesures d'accompagnement suivent : nobles endettés ou paysans souhaitant quitter le village sont incités à vendre leur terre à la Banque foncière paysanne, qui l'offre avec de larges facilités de crédit aux candidats à l'exploitation individuelle ; un remembrement est également entrepris. Pour baisser la pression démographique, le gouvernement organise l'émigration vers les terres vierges de Sibérie. Une loi de 1908 prévoit d'autre part un enseignement primaire généralisé.

Monarchiste et conservateur, Stolypine n'a rien d'un passiviste. Il est persuadé que l'erreur du statut de 1861 a été le maintien des pratiques



ÉTATS-UNIS : la convention républicaine de Houston

L'ancien président Reagan a célébré un « pays éternellement jeune »

Dès son arrivée à Houston, où s'est ouverte, lundi 17 août, la convention républicaine, M. George Bush a promis le « comeback politique le plus spectaculaire » depuis Harry Truman, le président démocrate réélu à la surprise générale en 1948. Estimant qu'il n'était jamais aussi dangereux que lorsqu'il était donné battu (comme en 1960), le président a été accueilli dans une salle bondée de « supporters », où les délégués républicains ont adopté le programme du Parti, sans débat public sur la question controversée de l'avortement. Ils ont ensuite accueilli en héros M. Ronald Reagan, sorti de sa retraite californienne pour venir prêter main forte à son ancien vice-président.

HOUSTON

de notre envoyé spécial

La convention républicaine a accueilli lundi soir M. Reagan par une formidable ovation, comme pour dissiper les inquiétudes que les délégués pouvaient éprouver au fond d'eux-mêmes. Pendant plusieurs minutes, l'auditorium a acclamé l'ancien président en agitant des pancartes affirmant « Nous l'aimons, Ron! » et « Merci, Ron! », tandis que l'orateur souriait benoîtement. A quatre-vingt ans, M. Reagan n'a pas changé. Il est toujours l'optimisme incarné : « Il y a des gens qui croient que l'Amérique va s'effondrer. Mes amis, je rejette totalement cette idée. Ce soir, juste pour quelques minutes, laissez-moi vous

parler d'un pays éternellement jeune ».

La magie de cette voix rocailleuse a opéré une fois de plus. M. Reagan ne s'embarrasse pas de détails. Il n'est pas là pour parler de l'économie. Son rôle est de faire rêver. « Quelque l'histoire d'un homme qui ne savait plus où aller, qu'elle retiendra que j'ai fait appel à vos espoirs les plus chers, non à vos peurs les plus grandes, à votre confiance en vous-mêmes plutôt qu'à vos doutes ». Ce chant du cygne s'est achevé sous une pluie de ballons, tandis que M. Reagan faisait monter son épouse Nancy à ses côtés, à la tribune.

L'ancien président a bien évidemment appelé ses concitoyens à réélire M. Bush le 3 novembre, mais il l'a fait, malgré la chaleur du ton, sur un mode un peu minceur. « Vous connaissez le président Bush. Il dit lui-même qu'il est un homme tranquille, pas un homme de scène ». M. Reagan a accompli son devoir, mais sans plus, au bénéfice de celui qui fut pendant huit années son vice-président.

Les Américains continuent de porter une sorte d'effection au vainqueur, tout en révélant à la baisse le bilan de ses deux mandats. Selon un sondage effectué par le *New York Times* et la chaîne CBS, 50 % d'entre eux estiment maintenant qu'il n'a pas été un bon président, et seulement 42 % qu'il a bien dirigé le pays. M. Reagan lui-même n'est toujours, malgré son âge, une vie étonnamment active, montant à cheval, débroussaillant son ranch californien, et recevant à l'occasion des visiteurs tels que MM. Lesch, Welles ou Vladimir Havels.

M. Reagan a montré la face sou-

riante du conservatisme. La convention a eu aussi droit, lundi soir, à son visage le plus crispé. M. Patrick Buchanan, polémiste catholique d'extrême droite, a lancé l'attaque personnelle la plus virulente jusqu'ici contre le candidat démocrate Bill Clinton, n'hésitant pas à mettre en cause l'épouse de ce dernier. Selon M. Buchanan, M. Clinton est le favori des lesbiennes et des homosexuels. Il a indignement échappé à la censure lors de la guerre du Vietnam. Son épouse Hillary, avocate de grand renom, « croit que les enfants de douze ans devraient avoir le droit de faire des procès à leurs parents », et elle a comparé un jour le mariage à l'esclavage.

Les débordements

de M. Buchanan

Ces débordements ont été très applaudis. M. Buchanan s'en est également pris au numéro deux du « ticket » démocrate, accusant M. Albert Gore, un fervent défenseur de l'environnement, de « priver les rats et les insectes » aux éternels humains. M. Buchanan, le seul républicain à avoir contesté l'investiture du Parti à M. Bush, s'est

Le pilote d'un avion de chasse américain se tue dans un accident.

Un avion de chasse de la marine américaine, de type Harrier, s'est écrasé, dimanche 16 août, à quelque 15 kilomètres de la frontière avec l'Irak, et son pilote a été tué, s'indiquait lundi une source diplomatique américaine à Koweït. L'avion participait aux manœuvres conjointes koweïti-américaines. (AFP)

callé lundi soir à la candidature du président sortant, essentiellement, a-t-il dit, parce que celui-ci est un adversaire de l'avortement et un partisan des écoles confessionnelles. Mais le récit qu'il a fait de sa campagne dans l'Amérique profonde laissait clairement entendre qu'il tenterait à nouveau sa chance en 1996.

M. Buchanan a indirectement reproché à M. Bush d'avoir oublié les gens simples, les travailleurs manuels. « Nous devons retrouver le contact avec eux. Ils doivent savoir que nous nous préoccupons de leur sort », a-t-il dit. Tout ce discours, assorti d'anecdotes sur le courage des jeunes soldats qui ont patrouillé dans les rues de Los Angeles après les émeutes de ce printemps, était dans la tradition conservatrice populiste. M. Buchanan se pose en héritier de M. Reagan, non de M. Bush. Il ne se prive pas d'évoquer ses origines modestes, ce que le président sortant, fils de sénateur, ne dans l'opulence, est évidemment bien incapable de faire.

DOMINIQUE DHOMBRES

Trois débats télévisés. - Le président George Bush et son rival démocrate Bill Clinton participeront à trois débats télévisés, les 22 septembre, 4 octobre et 15 octobre, a annoncé, lundi 17 août, la commission qui organise ces débats. Le vice-président Dan Quayle et le candidat démocrate à la vice-présidence, le sénateur Albert Gore, s'affronteront devant les caméras le 29 septembre. (AFP)

PROCHE-ORIENT

La tension entre Washington et Bagdad

L'ONU tient à se démarquer des Etats-Unis

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

« Ce n'est pas aux Etats-Unis de choisir les sites qui seront visités par la Commission spéciale » de l'ONU sur le désarmement de l'Irak. « Nous déterminerons nos propres programmes sans les régler à qui que ce soit ».

Tenu lundi 17 août, par le porte-parole de la Commission spéciale, M. Tim Trevan, ces propos sont clairs : l'ONU s'oppose à l'initiative de la Commission, à la suite des articles parus dans la presse américaine sur une attaque « imminente » des forces alliées contre les ministères de l'industrie militaire et de la défense à Bagdad. Washington, a dit M. Trevan lors d'une conférence de presse, « ne détermine pas l'agenda de la Commission spéciale ». L'inspection des ministères « n'était pas inscrite au programme » des inspecteurs de l'ONU qui, au terme d'une mission de dix jours en Irak, devaient quitter Bagdad mardi.

Toutefois, des sources informées à Washington qui ont vu l'annonce, nous ont affirmé que les inspecteurs de l'ONU « devaient » inspecter le ministère lundi, mais l'article du *New York Times* « insinuant » que cette inspection visait à conforter le candidat George Bush à l'ouverture de la convention républicaine (le *Monde* du 18 août), a fait avorter le projet.

Il reste, que malgré le démenti opposé par M. Bush aux informations du *New York Times*, la question demeure posée de savoir si le chef de l'exécutif américain cherche à provoquer une crise avec Bagdad, afin de servir ses propres intérêts politiques. Selon des diplomates à New York, « les Américains sont plus nerveux depuis quelques jours, mais à aucun moment ils n'ont insisté pour que ces visites (de ministères irakiens) aient lieu ».

Quant à la question de savoir si la France et la Grande-Bretagne seraient prêtes à provoquer une crise avec le président irakien Saddam Hussein pour aider le prési-

dent Bush dans sa campagne, un diplomate de l'ONU répond : le président François Mitterrand et M. John Major préféreraient le statu quo, mais ils « n'hésiteront pas à aider leur ami George Bush dans sa lutte contre le démocrate Bill Clinton qu'ils ne connaissent pas ».

Pour l'heure, les consultations régulières entre les délégués de Washington, Paris et Londres aux Nations-unies continuent. Selon des diplomates occidentaux, elles

s'orienteraient vers une opération « imminente » destinée à protéger la population chiite au sud de l'Irak.

Les alliés pourraient annoncer l'interdiction des vols irakiens au-dessus du 32<sup>nd</sup> parallèle, à l'instar de l'opération lancée au nord du pays pour la protection de la population kurde à la suite de la guerre du Golfe.

AFSANE BASSIR POUR

M. Bush demeure déterminé à faire respecter les termes du cessez-le-feu

Tout en se défendant une nouvelle fois de vouloir utiliser l'affaire irakienne à des fins de politique intérieure, le président George Bush a affirmé, lundi 17 août, que les Etats-Unis disposaient de moyens de répliquer fermement à un refus de l'Irak de se conformer strictement aux modalités du cessez-le-feu de la guerre du Golfe.

« Bien sûr que nous disposons de réponses, et ce sont des réponses fermes », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CNN. « Je pense qu'il (le président irakien Saddam Hussein) essaie tout bonnement de nous faire le jeu du monde. Il ne s'en sortira pas comme cela. Il va se conformer à ces résolutions de l'ONU », a-t-il ajouté.

M. Bush s'est également déclaré préoccupé par le bombardement présumé par les forces irakiennes des régions du sud de l'Irak, où des milliers de réfugiés depuis plus d'un an. « S'il existe un fait quelconque empêchant les avions (irakiens) de voler, ce serait à l'évidence un moyen » d'empêcher le président irakien de « harceler son propre peuple », a-t-il dit.

Dans un entretien avec la chaîne NBC, M. Bush s'est déclaré convaincu que « si une action doit être prise, elle doit être prise avec les principaux alliés occidentaux de la guerre du Golfe, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et

la France, seraient en mesure de maintenir leur cohésion ». Les Etats-Unis « ne passeront pas à l'action unilatéralement », a-t-il en tout cas assuré.

Cependant, aux Nations unies, le porte-parole de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, M. Tim Trevan, indiquait que la mission d'experts qui se trouvait en Irak avait pu, au terme de sa mission, recueillir des « informations supplémentaires et importantes sur le programme irakien de missiles balistiques ». « L'équipe a visité tous les sites où elle prévoyait de se rendre, selon les instructions reçues avant son départ pour Bagdad », a affirmé M. Trevan, selon lequel les autorités irakiennes n'ont pas interdit aux experts l'accès aux lieux qu'ils souhaitaient visiter.

Parallèlement, le coordinateur des activités de l'ONU pour l'Irak, M. Jan Eliasson, arrivé lundi à Bagdad, devait « tenter de trouver un accord avec les autorités irakiennes sur le programme humanitaire en Irak ». Les autorités irakiennes estiment que le document régissant le programme des agences de l'ONU, qui est arrivé à expiration le 30 juin dernier, n'est plus nécessaire, car, selon elles, la situation humanitaire s'est améliorée depuis 1991, date de la conclusion de l'accord. (Reuters, AFP)

La France et le Koweït signent un accord de défense

Les ministres français et koweïtiens de la défense, M. Pierre Joxe et Cheikh Ali Sabah Al-Salem, devaient signer, mardi 18 août à Paris, un « accord de coopération dans le domaine de la défense » négocié depuis plusieurs mois à la demande de l'émir.

Bien que plus modeste que ceux conclus en septembre 1991 avec les Etats-Unis - allié privilégié - et en février dernier avec la Grande-Bretagne, l'accord conclu avec la France achève de doter le Koweït du bouquet de garanties qu'il cherche à garantir sa souveraineté en cas d'attaque extérieure.

Selon des informations obtenues de source française, l'accord ne prévoit pas de prépositionnement de matériel militaire français ni de troupes dans l'émirat, contrairement à celui conclu avec Washington. Des manœuvres militaires conjointes seront effectuées par des militaires koweïtiens et français « sur une base non régulière », à Koweït.

La coopération sera renforcée dans le domaine de la formation et des conseils seront détachés auprès de l'état-major koweïtien. Selon le ministre koweïtien de la défense, il prévoit l'achat « d'armes françaises sophistiquées », mais on précise à Paris que ces achats ne sont évoqués qu'en termes généraux. Déjà, avant la guerre du Golfe, l'armée koweïtienne, dont l'armement est principalement américain et britannique, était équipée de Mirage-F1 et de missiles Exocet et Hot, ainsi que de missiles MIM-104. Une négociation entamée en 1988 pour l'achat par l'émirat de quarante Mirage-2000 n'avait jamais abouti. Le Koweït « n'hésitera pas à acheter tous les types d'armes dont il aura besoin pour protéger ses frontières et son territoire des agressions », a récemment déclaré Cheikh Ali Sabah Al-Salem au quotidien koweïtien *Al-Anba*.

L'accord, qui ressemble à celui qui lie la France à l'Etat des émirats arabes unis depuis 1987, était en cours de négociation depuis plusieurs mois, mais sa signature a été différée à deux reprises, les Koweïtiens voulant y inclure une clause prévoyant une intervention immédiate des troupes françaises en cas de menace sur l'émirat, ce que Paris refuse, exigeant qu'une négociation précède toute éventuelle intervention.

MOUNA NAÏM

Une coalition qui tend à se fissurer

HOUSTON

de notre envoyé spécial

Energie sous M. Reagan, qui avait su cimenter ses composantes, la coalition républicaine n'est plus aussi solide sous M. Bush. En laissant à la droite le champ libre pour rédiger le programme du parti, le président sortant a élargi les modalités. Longtemps, le Parti républicain s'est présenté comme le parti de l'unité dans la diversité. Peu Lee Atwater, qui dirigea la campagne de M. George Bush en 1988, disait que le parti devait être une « tente » suffisamment « grande » pour abriter les tendances les plus diverses de la société américaine. La diversité est toujours là. L'échec de 2 210 délégués réunis cette semaine est bégayé : cela va de la bourgeoisie bon chic bon genre faillite impécable ou bizarre et errante (bleu) aux chrétiens fondamentalistes, en passant par un public plus populaire (T-shirt aux couleurs du parti, bien sûr, et inévitable casquette de base-ball). Mais c'est l'unité qui paraît plus menacée.

Depuis 1988, cette large coalition a assuré aux républicains un quasi-monopole sur la Maison Blanche : le parti de l'éléphant a remporté cinq des six dernières élections présidentielles. Mais il y a, aujourd'hui, quelques accords dans la « grande tente » : la coalition est en proie à de sérieux tirailllements. Ses deux piliers étaient bien établis : le parti d'Abraham Lincoln était perçu comme le plus sérieux dans la lutte contre l'impérialisme soviétique et le plus fléchi quand il s'agissait d'assurer la croissance économique.

At moins

six courants

« Le pays en fait arrive à considérer que l'indépendance du communisme était l'affaire des républicains, même si, écrit le *New York Times*, ce fut toujours un peu injuste puisque la doctrine de base (de l'indépendance) a été, notamment, formulée durant l'administration (démocrate) de Truman par Dean Acheson. » Le pays en fait aussi arrivé à la conclusion que les démocrates étaient trop « partageux » pour assurer la croissance. Or, ces deux piliers du succès républicain sont quelque peu ébranlés. La guerre froide est finie, l'URSS démantelée. Les années Bush ont été les années de plus faible croissance depuis la guerre ; M. Bush a été comparé à Herbert Hoover, le président républicain de la Grande Dépression, battu, en 1932, par le démocrate Franklin Roosevelt.

Depuis la fin des années 60, la « coalition républicaine » réunit une demi-douzaine de groupes de taille diverse et de sensibilité souvent totalement opposée. Il y a notamment le cercle, centré, modéré, de la bourgeoisie (les

républicains « Rotary club ») ; celui de la droite radicale celui des petits Blancs, notamment dans le Sud ; celui des chrétiens fondamentalistes, les plus militants dans le parti ; celui des minorités ethniques d'origine est-européenne, pour lesquelles les démocrates sont de dangereux socialistes.

La coalition a connu son âge d'or avec le président Reagan (1980-1988), dont le charisme et le sens politique ont assuré l'harmonie d'un ensemble aussi composite. M. Reagan a même élargi la coalition : il a gagné au parti une majorité des électeurs de moins de trente ans et conquis une bonne fraction de l'électorat démocrate (les « démocrates réagériens »).

M. Bush a été moins heureux. Sans doute n'eût-il ni le charisme ni l'aura de son prédécesseur pour faire régner l'ordre dans la « grande tente » : le président a tangué au gré des pressions des uns et des autres, compensant une concession au centre par un cadeau à la droite religieuse. Désireux de concilier la fonction la plus conservatrice de son électorat, qui ne l'a jamais aimé, il lui a laissé à peu près toute liberté pour rédiger la plateforme du parti. Ce faisant, il a exaspéré nombre de modérés, notamment parmi les élus républicains au Congrès : un tiers de ces derniers ont choisi de bouder la convention de Houston.

La coexistence de l'ère réaganienne a cédé la place à une ambiance querelleuse, habituellement plus familière aux démocrates qu'aux républicains. On a entendu l'un des chefs de file de la tendance fondamentaliste, M. Pat Robertson, maître d'œuvre du programme, qualifier M. Bush d'« antichrist » : le débat sur l'avortement, que le programme du parti reprend, rendait même dans les cas de viol ou d'inceste, divise les républicains.

Le conservateur Patrick Buchanan, qui défia un moment le président au début de la campagne, a pris le titre d'un courant isolationniste qui s'oppose à un deuxième courant conservateur, celui des « internationalistes », représenté par un homme comme Jack Kemp, le secrétaire au logement. Autre conservateur ultra, contempteur des pragmatiques sans foi qui seraient MM. Bush et James Baker, M. Richard Viguerie assure que le parti est en proie à « une grande guerre civile ».

La coalition serait d'autant plus menacée que ses querelles se déroulent sur fond de début de compétition pour l'élection présidentielle de 1996. Et les candidats ne manquent pas : du vice-président Dan Quayle à M. Baker, en passant par M. Dick Cheney, le secrétaire à la défense, ou M. Jack Kemp, pour n'en citer que quelques-uns.

ALAIN FRACHON

EN BREF

□ BANGLADESH : attentat contre un dirigeant de gauche. - Le secrétaire général du Parti des travailleurs du Bangladesh a été grièvement blessé au cours d'un attentat, lundi 17 août. M. Rashid Khan Menon est également l'un des principaux dirigeants de l'Alliance des cinq partis, qui regroupe des formations de gauche. Selon ses amis, M. Menon aurait été victime des partisans d'un dirigeant islamique, dont il demandait la mise en jugement. (UPI)

□ CAMBODGE : l'ONU commence l'enregistrement des partis politiques. - L'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) a annoncé, lundi 17 août, qu'elle commençait l'enregistrement des partis politiques en vue des élections prévues pour mai 1993. Les Khmers rouges ont déclaré qu'ils n'y participeraient pas tant que le gouvernement de Phnom-Penh n'aura pas été aboli et que les Vietnamiens installés dans le pays ne l'auront pas quitté. Ils ont, par ailleurs, affirmé que M. Pol Pot ne jouait plus aucun rôle à la tête de leur mouvement et démentent les informations indiquant que leur ancien chef exerçait toujours une influence. (AFP)

□ INDE : ouverture de négociations indo-pakistanaïses. - L'Inde et le Pakistan ont entamé, lundi 17 août,

trois jours de négociations à New-Delhi. Celles-ci ont immédiatement échoué sur la question du Cachemire, paralysé par une grève organisée par les séparatistes musulmans et pomme de discorde entre les deux pays depuis leur indépendance en 1947. Le secrétaire d'Etat pakistanais aux affaires étrangères, M. Shahryar Khan, a déclaré que les Nations unies avaient un rôle à jouer au Cachemire. Samedi dernier, le premier ministre indien, M. Narasimha Rao, avait réaffirmé l'occupation de la terre ne pouvait séparer de l'Inde le Cachemire, qui est et restera partie intégrante de l'Inde. (AFP, UPI)

□ PHILIPPINES : un dirigeant de la police accusé d'être un chef de gang. - Le chef de la brigade anti-kidnapping de la police de Manille a été arrêté, lundi 17 août, et accusé d'avoir été le patron de l'un des principaux gangs effectuant des enlèvements. Les victimes étaient généralement de riches Philippins appartenant à la minorité chinoise. Un haut responsable de la police avait déclaré, la semaine dernière, que des policiers et des soldats avaient été impliqués dans plus de quatre-vingt enlèvements depuis un an. (AFP)



## EUROPE

Le premier anniversaire de l'échec

# Le putsch du «totalitarisme mou»

La tentative de coup de force à Moscou a été à l'image de ses auteurs : celle d'une hiérarchie vieillissante et déboussolée

On avait deviné très vite que la tentative était vouée à l'échec. Mais il fallait tout de même être bien optimiste pour penser qu'elle échouerait si vite et que les conséquences seraient aussi dévastatrices pour le système qu'elle prétendait sauver. Tel était l'état d'esprit de nombreux observateurs en apprenant au petit matin du 19 août 1991 que Mikhaïl Gorbatchev, «incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé», avait été déposé par son entourage et que Guennadi Ianaev, son vice-président depuis neuf mois, venait d'être autoproclamé «président par intérim» de l'Union soviétique.

Pourquoi le 19 août ? Mikhaïl Gorbatchev était parti au début du mois dans sa toute nouvelle résidence de Foros en Crimée («une première erreur impardonnable», devait dire son futur censeur Édouard Chevardnadze). Mais le président devait revenir à Moscou le 20 août pour signer solennellement, en présence de neuf dirigeants de Républiques, le «traité d'Union» qui venait d'être mis au

point après des années d'efforts. Or, depuis que M. Gorbatchev s'était rapproché des Républiques en amorçant, en avril, un processus de négociations directes dit de «Novo-Ogarevo» (du nom de la datcha proche de Moscou où se tenaient les négociations), ce traité avait changé de nature : l'Union qui s'annonçait serait une confédération très souple, les institutions centrales, tant le Parlement fédéral que le gouvernement du Premier ministre Pavlov et son énorme administration, étaient vouées à une mort lente mais certaine.

Pour les chefs de file des grands appareils, c'était là une nouvelle volte-face du président, la remise en question du repli stratégique qu'ils lui avaient imposé depuis l'été 1990. D'autant que le même président, qui était toujours secrétaire général du PCUS, venait de faire approuver un programme du parti hautement révisionniste, en prévision du congrès prévu pour l'automne.

Ajoutons que Boris Eltsine, pié- bécité quatre mois plus tôt à la

présidence de Russie, s'employait déjà, par une incessante «guerre des lois», à consolider les pouvoirs de sa République au détriment du «centre». Le 20 juillet, il avait publié un décret interdisant l'activité de tous les partis sur les lieux de travail : pour le PC, habitué à manipuler à sa guise les «collectifs de travailleurs», c'était un casus belli.

### Les précédents de 1964 et de 1968

Le coup de force sera donc l'œuvre des diverses composantes du système traditionnel : il est difficile de parler d'une prise de pouvoir de la part des responsables du comité d'État pour l'état d'urgence, créé le 19 août, puisqu'ils l'avaient déjà. Mais il sera à l'image du ramollissement général qui frappe une hiérarchie vieillissante et déboussolée. En substance, celle-ci va se trom-

per d'époque et tenter de rééditer une combinaison des deux principales tentatives du même genre dont elle a souvenir : le limogeage de Khrouchtchev en 1964 et l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968.

De 1964 comme de 1968, on gardera l'idée d'une mise au secret du dirigeant principal, puis de pressions politiques éhémères pour l'amener à se résigner au fait accompli. Une première faiblesse est que l'intéressé Gorbatchev, un peu comme Alexandre Dubcek au début à Prague, mais à la différence de Khrouchtchev, refuse de démissionner. Une autre est que le processus de ratification formelle ne peut aller aussi vite que par le passé, lorsqu'il suffisait de quelques heures pour faire ratifier la décision par un comité central docile. La démocratie parlementaire est passée par là et, même si les conjoints ont de bonnes raisons de penser qu'ils seront approuvés par les députés, il faudra au minimum une semaine pour les convoquer en congrès. Une semaine qui va accentuer aux yeux du monde l'illégalité de l'entreprise et voir tout basculer.

De 1968, on retient l'emploi de la force «à l'économie», dans un dispositif massif mais exclusivement dissuasif. On n'est pas obligé de croire les putschistes lorsqu'ils affirment avoir exclu d'avance toute mesure brutale : la répression serait sans aucun doute venue progressivement au fur et à mesure de la «normalisation» attendue. Mais il est vrai qu'ils n'arrêtaient pas Boris Eltsine quand il l'aurait pu (dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19, avant toute annonce officielle), qu'ils ne donnaient pas l'assaut à la Maison blanche de Russie, qu'ils essaieraient à peine de faire appliquer leurs décrets sur la censure de la presse, etc. Un comportement jugé encore aujourd'hui lâche, mais qui l'est moins à la lumière du précédent de Prague, dont on oublie d'ailleurs qu'il fut pendant les premières semaines un échec. A l'époque déjà, et contrairement à toutes les attentes, aucune arrestation d'opposant n'avait été signalée (à l'exception de celle de Dubcek et de son équipe) ; les médias, y compris la fameuse «radio libre» de Prague, bravaient les interdits et la presse étrangère travaillait quasiment normalement.

C'est également un emploi typiquement «prosoï» qui est fait des chars. Les colonnes imprudemment envoyées dans les rues de Moscou

(aujourd'hui, même M. Ianaev reconnaît que ce fut une erreur) sont chargées de «protéger des objectifs», en fait de se montrer, dans l'espoir que cela suffira à convaincre tout le monde de la réalité de la reprise en main. Malheureusement, ces gestulations maladroitement n'ont guère d'effet sur une population décidée, elles sont même dangereuses pour la troupe : l'érection de quelques barricades suffit à tromper les convois, lesquels sont ensuite pris à partie, verbalement ou au cocktail Molotov. Il est significatif que les trois morts du putsch ont été victimes non pas d'actions offensives, mais de mouvements de panique des tankistes qui, pour échapper à l'encerclement des foules, ont voulu forcer des barrières.

### Le triomphe du «tsar Boris»

En bref, un putsch du «totalitarisme mou», déjà bien loin des affrontements brutaux de 1956 à Budapest, et typique des méthodes lentes de la «stagnation». Mais justement un putsch qui se trompe d'époque sur tous les plans. Le pouvoir, même dans sa composante militaire, n'est plus la puissance machine qui en imposait au monde entier jusque dans les années 80, il est l'instrument fatigué d'un système à bout de souffle. S'il mise, à juste titre, sur la lassitude de la population (mise à part une imposante manifestation à Leningrad, la province ne bougera guère et le nombre des résistants actifs à Moscou-même ne dépassera pas 30 000 à 40 000 personnes), il sous-estime gravement la vigueur d'un mouvement démocratique en pleine ascension depuis deux ans.

Il sous-estime encore plus les capacités de son vieux adversaire Boris Eltsine. De son apparition au balcon de la Maison blanche au salut apporté au tankiste, en passant par ses appels à la désobéissance, le «tsar Boris» fait les bons gestes, au bon moment et au bon endroit. Plus sérieux que les putschistes, et grâce à ses amis militaires Routsikov, Kobets, Chapochnikov, Gratchev (tous sont alors unis dans le même combat), il a pris des contacts utiles avec les corps d'armée qui entourent Moscou. Il a aussi prévu d'enterrer une partie de son gouvernement dans un abri anti-atomique près de

Sverdlovsk pour conserver quoi qu'il arrive un pouvoir légitime russe. Sans parler d'un gouvernement en exil à l'étranger qui exécuterait son ancien ministre des affaires étrangères, M. Kozirev, qui séjourne à Paris.

Mais les conjoints se sont encore plus trompés d'époque en ce qui concerne leur programme et leur idéologie. Incapables de proposer le moindre remède crédible aux deux maux principaux du pays, le désastre économique et l'éclatement de l'empire, ils masquent leur «fond communiste» derrière les évocations d'un «peuple soviétique» déjà devenu mytique. Incapables de choisir entre un socialisme sur lequel ils font silence et la libre entreprise mentionnée une seule fois, ils se bornent à promettre une réduction des prix (y compris de la vodka) dans les huit jours... La coalition «noir-rouge» qui a pris le relais depuis n'est guère plus conséquente dans ses programmes, mais du moins ses chefs paraissent plus jeunes et décidés.

Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il sera à la fois le héros (le monde entier se passionne sur son sort) et la victime de cette folle entreprise, puisque son sort sera réglé au même temps que celui de l'URSS quatre mois plus tard. Le président et secrétaire général ne se remettaient jamais d'avoir ouvert la voie au complot lors du «putsch rampant» qu'il avait toléré pendant l'hiver précédent, d'avoir personnellement nommé six des huit membres du comité pour l'état d'urgence. Encore aujourd'hui, Guennadi Ianaev passe sa prison qu'il ne doutait pas du prochain retour au pouvoir de son «ami» Gorbatchev. Rappelant que les textes d'application de l'état d'urgence avaient été rédigés avec l'accord du président dans la période antérieure, il prétend que l'homme de la parastatisme n'aurait pas manqué d'apparaître à la session du Parlement qui les aurait ratifiés.

Rendons en tout cas cette justice aux putschistes qu'ils aient réussi à faire ce que personne ne pensait possible : abattre en trois jours, pratiquement sans faire couler le sang, le régime qui avait dominé le plus grand pays du monde pendant trois quarts de siècle, et qui se prétendait «la fin de l'histoire».

MICHEL TATU

## M. Gorbatchev croit toujours à «l'Union»

MOSCOU

de notre correspondant

C'était la foule des grands jours, presque un retour dans le temps : quand M. Gorbatchev tient une conférence de presse à la veille de l'anniversaire du putsch qui devait lui être fatal, on vient forcément l'écouter. Même si l'on s'aperçoit vite que la sono marche mal, que la salle est trop petite, que l'orateur n'a plus tout à fait son ressort d'antan et qu'il n'a rien de neuf à dire sur le putsch, sinon que ses auteurs savaient parfaitement, grâce aux informations fournies par le KGB, que leur tentative était vouée à l'échec.

Ce que M. Gorbatchev - costume sombre malgré le chaleur d'été - veut dire, c'est que la Russie va mal, très mal même, et qu'il lui faut prendre «des mesures d'urgence concernant aussi bien sa politique à l'égard de la Communauté que sa politique intérieure». Quelles mesures, il ne le dira pas au

juste, mais ce qui est sûr, c'est que la réforme à marche forcée est une «nouvelle forme de néobolchevisme» et qu'à nouveau on traite les gens comme «un troupeau», après avoir remplacé les bergers. De plus, le spectacle offert par certains des hommes aujourd'hui au pouvoir est scandaleux : n'a-t-on pas publié aux Etats-Unis un «guide» des responsables russes, avec les tarifs qu'ils pratiquent pour prendre des décisions favorables ?

Amertume et, parfois, bout-fées de colère mises à part, M. Gorbatchev a essentiellement un message à délivrer, et un message bien connu : il faut reconstituer une «Union». Une «Union d'Etats indépendants», certes, et «il n'est pas question de revenir au passé», mais enfin une Union, celle qu'on a mise à mal, un jour de décembre dernier, «dans une forêt de Biélorussie, et dans le dos du président».

Pour le reste, c'est, une fois de plus, un procès contre la

presse qui ignore ses propos ou les déforme, quelques allusions bien senties à ces responsables qui aujourd'hui le traitent par le mépris, mais qui, jadis, devant lui, «n'étaient pas si fiers...» Et aussi des réponses presque géantes à des questions qui se voulaient blessantes : on lui demande ce qu'il attend pour retourner à Stavropol, la ville de ses débuts, et il répond que lors d'une récente visite aux Etats-Unis on lui a proposé de figurer comme vice-président sur le «ticket» de l'ex-candidat Ross Perot. «J'ai répondu : Ce n'est pas assez, n'oubliez pas que j'ai été président de l'URSS...»

Il y a, et heureusement, car sinon tout cela aurait été plutôt triste, quelques réparties mieux venues : Boris Eltsine, lui demande-t-on, «est-il coupable de tout ce qui est arrivé à la Russie depuis un an ? Réponse : «Voilà un bel exemple de la psychologie russe. Toujours chercher le coupable...»

J. K.

Alors que les Serbes multiplient les déclarations d'apaisement

## Les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine

Les combats d'artillerie et d'infanterie se sont poursuivis, lundi 17 août, en Bosnie, où l'aide humanitaire commence à parvenir en divers endroits. Belgrade et les Serbes de Bosnie ont multiplié les déclarations d'apaisement et les propositions conciliantes, assorties de quelques menaces.

Les douze pays de la Communauté européenne ont rejeté, lundi 17 août, une proposition de la Commission, jugée «peu adaptée», visant à renforcer l'embargo contre

la Serbie et le Monténégro. Certains pays considèrent que les mesures proposées risquent de pénaliser d'autres ex-Républiques yougoslaves, selon des diplomates, en raison des relations économiques qui les lient à Belgrade. D'autres pays ont estimé que ces sanctions pourraient freiner les envois d'aide humanitaire. Une nouvelle réunion des responsables de la CEE est prévue, jeudi 20 août, à Londres. La Grèce a catégoriquement démenti, lundi, les accusations de violation de l'embargo après un reportage de la chaîne allemande ARD faisant état de livraisons de «milliers de

litres» de carburant à la Serbie en provenance de Grèce et de Macédoine.

Alors qu'un convoi du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) est arrivé, lundi soir, à Banja-Luka, le chef serbe du nord de la Bosnie, le gouvernement de la «nouvelle» Yougoslavie a annoncé, le même jour, l'envoi «très prochainement» d'un convoi humanitaire pour Sarajevo et Gorazde, assiégés par les forces serbes. Belgrade a aussi promis, dans une lettre adressée par le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, au président du Conseil de

sécurité de l'ONU, de reconnaître officiellement «l'état de Bosnie-Herzégovine dans ses frontières existantes et reconnues par la communauté internationale». Il a aussi proposé que des observateurs des Nations unies soient déployés sur les aéroports yougoslaves et aux frontières avec la Bosnie. M. Panic a répété que son pays «rejette catégoriquement les pratiques barbares de la purification ethnique».

De leur côté les Serbes de Bosnie ont «proposé» la fermeture «de plusieurs lieux de détention» sur leur territoire. Ils ont accusé les forces musulmanes d'avoir utilisé le

convoi humanitaire arrivé ce week-end à Gorazde (est) pour infiltrer leurs positions. Le commandant des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, a menacé d'abattre les avions chargés d'aide humanitaire, qui, selon lui, parachutent des armes aux Bosniaques. Les Serbes de Bosnie se sont aussi déclarés prêts à signer avec leurs adversaires bosniaques un nouvel accord sur le retrait et le contrôle de l'artillerie lourde de Sarajevo et de ses environs, le premier d'ailleurs à rester lettre morte. Les combats d'artillerie et d'infanterie se sont poursuivis dans la capitale bosniaque et dans le

reste de la république. Un «casque bleu» canadien a été tué par l'explosion d'une mine en Croatie, ont annoncé, lundi, des responsables de l'ONU. Zagreb et Belgrade ont dénoncé la multiplication des violations du cessez-le-feu sur tous les fronts de Croatie.

A New-York, jugeant «insuffisantes» les mesures prises par le Conseil de sécurité, des membres du groupe islamique des Nations unies ont décidé, lundi, de réclamer une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur la crise bosniaque. (AFP, Reuters, AP, UPI)

## Massacre au quotidien

Suite de la première page

Chacun s'agrippait à son maigre baluchon. Camions, voitures particulières évacuaient vers d'autres abris, sans doute tout aussi précaires, ces femmes et enfants qui couraient pour tenter d'échapper au danger et aux balles des franc-tireurs, qui poursuivaient leur œuvre de mort. Les lances des pompiers, faute de pression d'eau suffisante, n'arrivaient pas à atteindre le toit, duquel tombaient en tourbillonnant des débris incandescents.

Alors que les sauveteurs s'activaient pour sortir les derniers occupants, trois nouveaux obus, d'autant mieux ciblés que les flammes, dans cette ville sans électricité, étaient visibles de très loin, s'abattaient, faisant de nouveaux blessés, dont un enfant, une jambe

arrachée. Le premier bilan de ce nouveau massacre se montait dans la nuit à cinq morts et entre sept et dix blessés, selon le docteur Muhid Lazovic, chef du service de traumatologie de l'hôpital Kosevo. Et pour cette journée - comme toute quasi ordinaire - dans Sarajevo assiégée, le bilan s'élève à une dizaine de morts et quelque soixante blessés.

Beaucoup craignent ici que dans la perspective de la conférence internationale de Londres, du 26 au 28 août, où sont attendus notamment les présidents de toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie, chacun essaie d'améliorer ses positions et que les opérations militaires au bombardement aveugle, dont le seul but est de terroriser la population, s'intensifient. Mardi, en tout cas, environ un mil-

lier de femmes et d'enfants, en majorité serbes ou issus de ces très nombreux mariages mixtes, devaient quitter le piège de Sarajevo pour Belgrade. La première évacuation organisée par l'Ambassade des enfants» vers la Serbie.

FRANÇOISE CHIPAUX

M. Tadeusz Mazowiecki entame sa mission d'enquête. - L'ancien premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, chargé par l'ONU d'une enquête sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, devait se rendre, mardi 18 août, à Genève pour entamer sa mission en consultant des dossiers des organismes internationaux sur les exactions. M. Mazowiecki, qui remplit dans les deux semaines à venir un rapport aux Nations unies, devait ensuite quitter Genève pour la Bosnie-Herzégovine. (AFP, Reuters)

## M<sup>me</sup> Veil juge «malvenues» les critiques contre le gouvernement

Dans un entretien publié par le Figaro mardi 18 août, M<sup>me</sup> Simone Veil se déclare hostile à une intervention militaire en Bosnie contre les Serbes. «Quelle que soit la honte que l'on éprouve et le désir de réagir, l'antenne chacun, déclare l'ancien président du Parlement européen, les enjeux en cause sont trop graves - et je pense, notamment, à la vie de nos soldats comme à celle des populations civiles - pour que l'on puisse céder à l'émotion, aussi douloureuse soit-elle, et encore moins à des arrière-pensées de politique intérieure». L'ancien ministre ajoute : «Aussi les critiques contre le gouvernement me paraissent-elles malvenues, d'autant que, déjà, il est en sursis en ce qui concerne les actions humani-

taires». «Toute comparaison avec le Rwanda me paraît erronée et démagogique», explique M<sup>me</sup> Veil, qui a prévu de rejoindre à Zagreb, à la fin de la semaine, en compagnie de M. Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, un convoi de vivres affrété à Lyon par l'association humanitaire Equilibre.

Invité de RTL lundi soir, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est montré «extrêmement prudent» en rejetant l'idée d'une «solution militaire» qui rétablirait la paix. L'ancien président de la République a déploré, cependant, la «lenteur de l'action de la communauté internationale» sur le plan politique, jugeant que le problème franco-français est «inutile». M. Giscard d'Estaing a

précisé que les déchéments yougoslaves «ne doivent pas conduire vers le non à Maastricht, mais, plutôt, vers le oui».

Dans Libération, mardi 18 août, M. Gérard Le Gall, membre du bureau exécutif du PS, estime que «cette guerre, et la non-intervention, risquent de la honte d'une Europe si prolifique sur le nouvel ordre mondial». «Dans cette période où l'interrogation domine, est-il convenable que les ministres dénoncent avec hargne les «bouffeurs», refrain d'avant 1939, et les ignorants qui, de leur plume, feraient peu de cas de la vie de nos soldats», demande M. Le Gall, en concluant : «Si l'on veut gagner le prochain référendum, il serait bon de changer de ton, à défaut de politique».



## EUROPE

du coup d'Etat du 19 août à Moscou

### La Russie ou l'ardeur épuisée

Suite de la première page

Alors que Mikhaïl Gorbatchev, qui avait été, lui aussi, une chance inespérée de « rebondir », gâchait complètement l'occasion, voyait l'événement par le petit bout de la lorgnette (l'épreuve que lui-même et sa famille avaient subie et s'étaient ensuite à sauver les meubles quand toute la maison brûla). Boris Eltsine se lança dans une étourdissante série d'improvisations. Il y eut, bien sûr, le célèbre épisode du tank, d'autant plus impressionnant qu'il reposait largement sur un malentendu (c'est sur un char « ami », et non ennemi, que le président russe s'était hissé pour haranguer une foule qui n'attendait d'ailleurs à peu près rien. Mais il y eut, surtout, quatre jours plus tard, ce coup de maître que fut la suspension, en fait l'interdiction, du Parti communiste, véritable charge au sabre contre un ennemi en déroute qui bafoua d'un même coup « on n'allait pas tarder à s'en apercevoir » l'éternel rival Gorbatchev.

Restait à porter l'estocade finale. Ce fut, début décembre, le « coup de Minsk » : trois hommes, M. Eltsine et les présidents d'Ukraine et de Biélorussie, isolés au fond d'une forêt, « constataient la mort de l'URSS » et esquivaient une communauté de remplacements, étendue quelques semaines plus tard à la plupart des ex-Républiques soviétiques. Il s'agissait d'accélérer le dénouement, de pousser définitivement vers la sortie un Mikhaïl Gorbatchev qui s'accrochait à son titre et à l'espoir de préserver un pays doté d'un pouvoir central. Mais il s'agissait aussi d'éviter que l'Ukraine, qui venait d'affirmer par un vote à l'Assemblée nationale pleine d'enthousiasme, ne soit complètement « défilée » pour la Russie. Après tout, Boris Eltsine avait approuvé jusque-là les tentatives visant à maintenir une forme d'union, et ce n'est que lorsqu'il réalisa, un peu moins tardivement que M. Gorbatchev, que les Ukrainiens ne se laisseraient pas convaincre qu'il était de leur intérêt de continuer à servir de « pion » dans l'espoir d'y substituer une communauté.

Décision à haut risque, puisque Boris Eltsine apparaissait du

même coup comme le fossoyeur de cet empire qui avait été russe avant d'être soviétique. Sans doute lui-même et ses proches nourrissaient-ils alors l'espoir que Moscou continuerait, par le biais de forces armées et d'une morale communale, d'exercer une influence déterminante sur la politique de ses voisins formellement « indépendants ». Mais le dynamisme créé à Jout jusqu'à présent en sens inverse. Communistes et « patriotes » russes ont trouvé la prétexte d'un rapprochement qui, au cas où apparaîtrait parmi eux un dirigeant crédible, pourrait être dangereux. Et dès maintenant, dans l'esprit d'une bonne partie du public populaire, c'est le nom d'Eltsine qu'on associe à la série de catastrophes qui se sont abattues cette année sur la Russie, naguère puissante et glorieuse, et qui maintenant « prend ses ordres de l'Amérique », comme le faisait jadis remarquer une institutrice lors d'un dialogue de M. Eltsine avec les auditeurs de Radio-Moscou.

#### Coups de boutoir

Accusation blessante, mais dont l'intérêt n'est pas la cure. Boris Eltsine s'est montré à maintes reprises disposé à sacrifier l'accès au pouvoir de ce qu'il juge l'essentiel. Ainsi a-t-il donné, des arguments supplémentaires à ses adversaires en prenant l'initiative d'accorder le désarmement qui privait à terme Moscou du meilleur de sa force de frappe, sans que les États-Unis soient contraints à un sacrifice vraiment équivalent. C'était en juin, à Washington, et M. Eltsine voulait convaincre l'administration et plus encore le Congrès que la Russie et, son président, étaient « beaucoup plus » encore que naguère l'URSS et M. Gorbatchev — la confiance de l'Amérique, et par la même occasion des crédits. Mission accomplie, à cela près que les crédits restent modestes.

Autre pari, autre audace : dès l'automne 1991, M. Eltsine avait engagé la Russie sur la voie d'un changement économique radical, fondé sur une libération brutale des prix et sur ce qui paraissait être la politique de « laisser faire

le marché ». Ce sera dur, avait-il annoncé, mais les premiers résultats apparaîtront à l'automne 1992, avec une certaine stabilisation de l'économie. L'échec est presque arrivé, mais cette mission-là paraît bien loin d'être accomplie. L'assainissement promis ne fait toujours attendre, et à bien des égards la réforme semble paralysée, tandis que le pays s'interroge sur les intentions réelles de son président. Après avoir fait toute confiance à une équipe de jeunes économistes sans expérience du terrain, formés à l'école occidentale et dirigés par M. Egor Gaidar, Boris Eltsine a paru, à partir du milieu du printemps, et tout en affirmant le contraire, appuyer de plus en plus fermement sur le frein. Les représentants du complexe industriel sont venus contrebalancer au gouvernement les réformateurs pur jus, tandis que les objectifs proclamés — privatisation rapide, convertibilité du rouble, liquidation des entreprises non rentables — s'éloignent.

#### L'autorité du « boss »

M. Eltsine, après avoir assené tant de coups de boutoir à l'histoire, aurait-il éprouvé cet air ? Ou découvre-t-il à son tour que les faits, tout particulièrement en Russie, sont diablement têtus, que les réformes sont infiniment plus difficiles que les révolutions ? A cet homme qui a mille fois dénoncé le « manque de courage » de son prédécesseur, on commence à reprocher d'en venir à une « politique de balancement », d'hésitation. Plus, lui qui naguère s'était jeté avec ferveur dans l'arène électorale, lui qui avait donné à M. Gorbatchev d'éclatantes leçons de démocratie est soupçonné de retrouver ses vieux réflexes d'appareil.

De nouveaux organes aux compétences aussi vagues que considérables — comme le Conseil de sécurité — suscitent l'inquiétude des libéraux, tout comme la présence, à des postes-clés de l'entourage présidentiel, de bureaucrates « tous imprégnés » de « soviétisme ». Le nouveau ministre russe de la défense et l'état-major fleurant bon l'ancien régime. M. Eltsine s'accommode sans gronder d'un vice-président, le général Roubtskov, qui appelle sans cesse au rétablissement de « l'ordre ». Lui-même explique que l'heure est venue pour « le pouvoir exécutif de se manifester de manière un peu plus ferme ». Et dans ses tournées en province — où il fait valoir d'une étonnante façon les responsables qui lui déplaisent

— c'est bien l'ex-premier secrétaire de Sverdlovsk qui affiche une conception très traditionnelle de l'autorité du « boss ».

Certes, M. Eltsine mène toujours son combat contre un Parlement beaucoup plus conservateur que lui-même et désigné comme le grand responsable du piétinement des réformes. Mais les velléités d'organiser un référendum pour institutionnaliser la prééminence du président ont tourné court, et il n'est pas question de risquer des élections anticipées : les « démocrates », M. Eltsine en tête, auraient tout à y perdre. De même, les appels à la constitution d'un « parti du président » n'ont guère eu d'effet. C'est plutôt l'opposition au gouvernement actuel qui s'organise aujourd'hui en une « Union civique » qui, tout en protestant de son attachement au président en aux réformes, défend les intérêts d'une nomenclature qui contrôle encore l'essentiel des leviers de l'économie.

Boris Eltsine serait-il désormais englué, enfoncé dans les contradictions de son pays ? Rien n'est moins sûr. Ce président autoritaire et très imbu de l'importance de sa fonction est encore, sinon surtout, un rebelle. Et sa marge de manœuvre reste considérable, à la mesure de son autorité personnelle, de son aura, de sa capacité à improviser et à surprendre. Aucun politicien russe ne peut aujourd'hui prétendre rivaliser avec lui. Il a gardé le sens du danger, et n'est pas affecté par les reproches de corruption généralisée qui pèsent sur l'ensemble du monde politique, et, dans une certaine mesure, on croit encore en sa parole. « Boris Nikolaïevitch a dit d'être patient jusqu'à la fin de l'année. Alors on attend », explique sagement un Moscovite.

#### Vivat Russia !

Attends n'empêche pas d'être amer. C'est un lieu commun de dire qu'un an après le putsch l'heure est au désenchantement. En fait, le désenchantement a été quasi immédiat : à l'exception peut-être des quelques jours qui ont suivi la victoire de la « démocratie », cette année a été tout sauf joyeuse. Les prix insensés, la disparition de toutes les valeurs considérées comme telles depuis soixante-dix ans, l'assimilation de la liberté économique à un pillage du bien public, l'exemple déplorable offert à cet égard par certains « démocrates » très en vue, le sentiment que tout est à vendre, des secrets du KGB aux

les Kouriles en passant par les services des hauts fonctionnaires de l'Etat, les soldats qui rentrent dans des conditions humiliantes, chassés des colonies perdues... Il y aurait là de quoi susciter cent révoltes, faire surgir un océan de drapés rouges au centre de Moscou. L'étonnant est qu'on n'en ait jamais vu plus de quelques dizaines, que l'explosion annoncée, pour l'hiver, puis pour le printemps, n'ait jamais eu lieu. A moins que cette fois-ci, à la rentrée...

On n'explose pas, mais on rumine, et pas toujours de très saines pensées. Il n'y a pas que des retraités misérables pour regretter le bon temps de Staline. Les médiocres années Brejnev, celles où l'URSS s'est définitivement enfoncée, sont couramment assimilées à « l'âge d'or », y compris par des gens qui regrettent d'avoir été trop jeunes pour en goûter tous les délices. Plus gravement, l'idée que décidément la Russie est vouée à l'échec, sinon à la médiocrité, chemine dans les esprits à mesure que l'objectif esquissé par les libéraux au pouvoir, « devenir un pays normal », paraît de plus en plus distant.

Certains — renouant avec une très ancienne école de pensée — proclament au contraire que la Russie ne peut être que différente, et que la volonté de singler l'Occident est à l'origine de tous ses maux actuels. D'autres, plus tortueusement, réinventent à leur manière un certain messianisme russe : le secrétaire d'Etat Guennadi Iouriévitch, ex-professeur de philosophie marxiste et libéral déclaré, aime par exemple expliquer que la Russie « a pris sur elle de tenter l'expérience la plus dangereuse qui soit », celle du communisme, épargnant par là même ce sort cruel à un Occident qui devrait lui en être beaucoup plus reconnaissant...

L'Occident ingrat. La Russie qui souffre, et M. Gorbatchev qui se rappelle au bon souvenir de tous et demande, très sérieusement, la reconstitution d'une « Union ». On tourne un peu en rond, c'est vrai, mais le pays en a vu d'autres. « Vivat Russia ! », comme le proclame le slogan des cérémonies anniversaires de la victoire sur les « putschistes ». « Vivat Russia ! », c'est un hymne qu'on chantait à l'époque de Pierre le Grand, alors que la Russie marchait à grands pas vers le progrès et la modernité. Il y a près de trois cents ans.

JAN KRAUZE

#### Quatorze inculpés

Après le putsch d'août 1991, quatorze responsables soviétiques ont été poursuivis au total pour « conspiration en vue de prendre le pouvoir », un chef d'inculpation qui peut leur valoir de dix ans de prison à la peine capitale. Mais leur procès n'aura pas lieu avant l'été 1993, selon les responsables judiciaires.

Il s'agit d'abord des sept membres encore en vie du comité d'Etat pour l'état d'urgence — Guennadi Iouriévitch, cinquante-cinq ans, ancien vice-président de l'URSS, Vladimir Krivitski, cinquante-huit ans, ancien président du KGB, Dmitri Iazov, soixante-neuf ans, général et ancien ministre de la défense, Oleg Baklanov, cinquante-neuf ans, secrétaire du comité central du PCUS, vice-président du conseil de défense, Valentin Pavlov, cinquante-trois ans, ancien premier ministre, Vassili Starodoubtsev, soixante ans, ancien président de l'Union des paysans, et Alexandre Tiziakov, président des Associations des entreprises d'Etat. Un huitième membre, Boris Pougov, ministre de l'intérieur, s'est suicidé au lendemain de l'échec du coup d'Etat, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les autres personnalités impliquées sont Anatoli Loukianov, soixante et un ans, ancien président du Parlement soviétique, Valéry Boldine, cinquante-sept ans, chef du secrétariat de M. Gorbatchev, Oleg Chenine, cinquante-cinq ans, membre du bureau politique et du secrétariat central du PCUS, Valentin Varennikov, quarante-neuf ans, ancien vice-ministre de la défense et commandant en chef des troupes terrestres, Iouri Plekhanov, chef de la garde présidentielle, Viatcheslav Guennariov, responsable du département de technologie spéciale du KGB, et Viktor Grouchkov, soixante-deux ans, ancien premier vice-président du KGB.

Tous les inculpés sont détenus dans la prison de Matroka Tchine (le silence des marins) au centre de Moscou. Seul Vassili Starodoubtsev a été libéré en juin. — (AFP)

## AFRIQUE

La famine en Somalie

### Les Nations unies lancent un appel aux différentes factions

Le représentant de l'ONU pour la Somalie, M. Mohamed Sahnoun, a lancé, lundi 17 août, à Nairobi (Kenya), un appel urgent aux factions somaliennes pour qu'elles « relèvent le défi » que représente la réponse positive de la communauté internationale à leurs demandes d'aide, en « assurant la sécurité » des opérations humanitaires. Cet appel survient alors que des incidents, souvent meurtriers, continuent d'entraver les programmes de secours (le Monde du 18 juillet).

Evocant ses entretiens avec les diverses parties en conflit, le représentant de l'ONU a indiqué que ces dernières lui avaient « toutes donné leur accord pour la tenue d'une conférence nationale de réconciliation. Il est temps qu'elles se réunissent », a-t-il souligné. M. Sahnoun a précisé que les casques bleus, attendus à Mogadiscio « dans les dix prochains jours », auront, s'ils sont attaqués, le « droit

de répliquer » à leurs assaillants. A propos de la mobilisation — aussi tardive que spectaculaire — de la communauté internationale, M. Sahnoun a salué cet « important développement ». Il s'est notamment félicité des engagements des États-Unis — qui ont promis l'envoi de 145 000 tonnes de vivres —, de la Grande-Bretagne et de la France.

Une partie de l'aide américaine sera donnée aux Somaliens réfugiés au Kenya, une autre partie devant être acheminée jusqu'à la frontière somalienne. Le restant sera transporté par des avions américains, dans différentes régions de la Somalie. De son côté, la France devrait mettre en place, à partir du mercredi 19 août, un pont aérien entre Djibouti et le sud-ouest de la Somalie, afin d'acheminer 200 tonnes d'aide alimentaire pour les habitants de Beidao. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

### Pretoria accepte l'envoi d'observateurs de l'ONU

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'unanimité, lundi 17 août, à New-York, l'envoi urgent d'observateurs de l'ONU en Afrique du Sud, afin d'aider à mettre fin à la violence qui ensangante le pays. Les quinze membres du Conseil laissent au secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, le soin de préciser les modalités de cette mission et le nombre d'observateurs requis pour la mener à bien.

Le ministre des affaires étrangères sud-africain, M. Piik Botha a confirmé mardi que son gouvernement était prêt à se plier aux résolutions de l'ONU et à accepter qu'une trentaine — et éventuellement « davantage » — d'observateurs s'intéressent de près aux affaires sud-africaines. « La résolution de l'ONU est acceptable dans ses grandes lignes », a-t-il déclaré. Botha, en relevant que Pretoria n'était pas mis en position d'accuser par l'ONU dont il a souligné « l'impartialité ». — (AFP, Reuters, UPL)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ALGERIE

### Report de l'application de la loi sur l'arabisation

Le Journal officiel algérien a publié, lundi 17 août, le décret présidentiel en date du 4 juillet reportant l'application de la loi sur la généralisation de l'utilisation de la langue arabe, qui devait entrer en vigueur le 5 juillet dernier (le Monde du 9 juillet). Ce texte, qui n'avait pas encore été rendu public, ne fixe pas de durée pour le report, précisant toutefois qu'il pourrait prendre fin lorsque toutes les conditions « objectives et rationnelles » seront réunies.

Le décret présidentiel prévoyant le renforcement de l'arsenal répressif contre toute publication (le Monde du 17 août), a, d'autre part, suscité, lundi 17 août, de vives réactions de la part de l'opposition. Ainsi pour le Front des forces socialistes de M. Hocine Aït-Ahmed (FFS), les autorités se donnent « la possibilité légale de réprimer toute opinion contraire » à la loi. Le FFS craint que l'opposition soit

rapidement « réduite au silence et acculée à une activité quasi clandestine ». Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de M. Saïd Saadi a dénoncé, pour sa part, « les tentatives de retour en force d'un régime qui a ruiné le pays ».

Enfin, trois quotidiens algériens ont violemment réagi, lundi 17 août, à un article de l'hebdomadaire français l'Express, prévoyant une prochaine « libération » de l'Algérie. Pour l'Express, « l'idée de la guerre civile est un plan des milieux coloniaux en France (...) et une occasion en or de retourner en Algérie par la grande porte ». « La ruse est subtile » et vise « à dissuader les sociétés internationales d'investir en Algérie », estime El Moudjahid, cependant qu'Al Chaab estime que certains « milieux français (...) ne pardonnent pas à notre peuple d'avoir fait une révolution armée ». — (AFP)

TOGO : le ministre de l'équipement et des mines a échappé à un attentat. — Le ministre de l'équipement et des mines, M. Joseph Yao Améfia, a échappé, dans la soirée du lundi 17 août, à Lomé, à un attentat, au cours duquel son garde du corps a été blessé. En juillet, un opposant au régime du général Eyadéma, M. Tavi Amorfia, avait été tué en pleine rue à Lomé ; en mai, un autre opposant, M. Gilchrist Olympio, avait été grièvement blessé lors d'une embuscade. — (AFP)

ZAÏRE : le président Mobutu a accepté la démission du gouvernement. — Le président Mobutu Sese Seko a accepté, lundi 17 août, la démission du premier ministre, M. Nguzi Karl I Bond, et de son gouvernement. Selon la télévision nationale, M. Nguzi Karl I Bond, pourrait devenir ministre d'Etat attaché à la présidence. Son successeur, M. Bienne Tshikedi, désigné à ce poste par la Conférence nationale souveraine, attendait toujours, lundi soir, son investiture. — (AFP)

EN BREF

CENTRAFRIQUE : l'armée a empêché une réunion syndicale. — L'armée a occupé, à l'aube du lundi 17 août, la Bourse du travail de Bangui, empêchant six syndicats de la fonction publique de se réunir. Un mot d'ordre de grève de six jours a été lancé, à partir de lundi, par les syndicats de fonctionnaires, qui réclament le paiement de quatre mois d'arriérés de salaire. Les syndicalistes, partisans d'une conférence nationale, dénoncent le « grand débat national » que le président André Kolingba a inauguré, le 1<sup>er</sup> août, malgré le boycottage de l'opposition. — (AFP)

MALAWI : un dénouement politique autorisé à rencontrer sa femme et ses avocats. — Principal opposant au régime, le syndicaliste Chakwira Chikwira, inculpé de sédition et à nouveau emprisonné le 14 juillet, a été autorisé à rencontrer sa femme et ses avocats, a-t-on appris, lundi 17 août. Deux de ses défenseurs, M. Harry Chitume et M. Bazuka Mahango, qui ont pu rencontrer le détenu, dimanche matin, ont indiqué que M. Chikwira était « en bonne santé ». — (AFP)

MOZAMBIQUE : ouverture du procès du général Mabote. — Le général Sebastião Mabote, ancien chef d'état-major des forces armées et héros de la guerre d'indépendance, a été libéré de la prison de Maputo, où il était détenu, le 17 août, devant la Cour suprême, le complot, fomenté en 1991 par le général Mabote et deux frères de feu le président Samora Machel, visant à renverser le régime du président Joaquim Chissano. — (AFP)

Le Monde EDITIONS

Album du FESTIVAL D'AVIGNON 1991  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



# POLITIQUE

Deux ans après le départ de Jacques Médéric

## Les édiles niçois ont du vague à l'âme

Les problèmes de santé de M. Honoré Baillet, sénateur (RPR) des Alpes-Maritimes, maire de Nice, âgé de soixante-deux ans, qui a subi, le 22 juillet, une lourde opération cardiaque, ont contribué, dans un contexte politique et économique morose, à relancer les spéculations sur la pérennité de la majorité municipale. Replacée en septembre 1990 après le départ de l'ancien maire, Jacques Médéric (CNI), celle-ci apparaît, en effet, de plus en plus déséquilibrée et fragile.

NICE

de notre correspondant régional

Peu d'élus de la majorité municipale cherchent, désormais, à le nier : deux ans après l'accession de M. Baillet aux fonctions de maire de Nice, l'interrogne se révèle de plus en plus ardue. Pour succéder à Jacques Médéric, des lors que les édiles-majors politiques avaient écarté un retour aux urnes jugé dangereux face à la menace du Front national, le choix de cet ancien cheffard, placide et humble, s'était, cependant, imposé de lui-même. Parvenu, l'année précédente, au poste de premier adjoint et élu, dans la foulée, sénateur des Alpes-Maritimes, il était « le plus ancien dans le grade le plus élevé ». Aux yeux des divers héritiers putatifs de Jacques Médéric, il présentait, de plus, l'avantage de ne faire d'ombre à personne en qualité de simple maire intérimaire.

Force est de constater, aujourd'hui, que cette solution n'était qu'un pis-aller. Il n'était pas aisé, certes, de réussir au pied levé la transition avec le pouvoir fort, sinon absolu, incarné depuis près d'un quart de siècle par Jacques Médéric. La situation financière déplorable laissée par l'ancien maire de Nice a largement accru la difficulté. Aiguillonnée par la chambre régionale des comptes, la municipalité Baillet a été contrainte de prendre, aussitôt, des mesures d'économie drastiques, tant pour maîtriser l'endettement de la ville, résultant d'une décennie d'investissements effrénés (1) que pour doper le passif créé par la gestion erratique des principales associations paramunicipales. Maître d'œuvre intraitable de cette politique : M. Paul Guerrier (sans étiquette), premier adjoint, délégué

aux finances, un ancien trésorier-payeur général qui, en la circonstance, a rendu d'incalculables services à M. Baillet.

Quand on serre la vis, on fait des mécontents, dont M. Guerrier est devenu, injustement, le bouc émissaire. En réalité, la municipalité n'a plus de grain à moudre, comme l'a démontré, en mars, le vote du budget primitif pour 1992. Sur un montant global de 3,3 milliards de francs, la section d'investissements ne représentait qu'à peine plus de 20 %. D'où le sentiment de frustration éprouvé par certains élus de la majorité, qui avaient pourtant voté tous les projets de Jacques Médéric, et les critiques qui s'expriment, de divers côtés, sur le thème de « l'immobilisme de la gestion municipale ». Selon les résultats d'un sondage d'opinion effectué, récemment, par le SODES, à la demande du RPR, 1 % seulement des personnes interrogées estiment que depuis l'élection de M. Baillet comme maire de Nice la municipalité a fait « un excellent travail » (« bon », 27 % ; « médiocre », 40 %).

### Le maire et les rumeurs

En poste depuis quelques mois, le secrétaire général de la mairie, M. Jean-François Kraft, ancien directeur général des services de la Vendée, est plus particulièrement visé par certains élus, qui se plaignent de ses oukases permanents dans tous les domaines de la vie municipale. L'indisponibilité temporaire de M. Baillet n'a fait qu'aggraver la situation en alimentant les rumeurs les plus diverses. L'une des plus insistantes tend à accrédi- ter l'idée d'une prochaine démission du maire de Nice, qui est formellement démentie par l'entourage de M. Baillet. Celui-ci a d'ailleurs annoncé sa renonciation à la fin septembre, mais on évoque, aussi, des procédures administratives qui pourraient, à terme, le mettre en cause. Il s'agit, notamment, d'une affaire soulevée par un contribuable niçois, dans laquelle M. Baillet aurait profité de ses fonctions électives pour réaliser une opération immobilière en vendant, opportunistement, un terrain personnel.

Il est également question d'une réactivation de l'affaire de la reconstruction de la dette de la ville de Nice, qui avait donné lieu, en septembre 1991, à un jugement définitif de la chambre régionale

des comptes, exonérant M. Baillet de toute responsabilité. Dans un arrêt pris le mois dernier la Cour des comptes a décidé, en effet, de poursuivre l'information, mais on ignore si son intention est de demander de nouvelles justifications au maire de Nice et, à fortiori, si celui-ci serait susceptible, en fin de compte, d'être déclaré « comptable de fait » des deniers de la commune.

Ces bruits et d'autres empoisonnent l'atmosphère niçoise. Ils convergent tous, plus ou moins, vers l'éventualité, agitée sans répit depuis deux ans, d'une élection municipale anticipée. Saut coup de théâtre imprévisible, on voit mal, pourtant, comment elle pourrait avoir lieu. Mathématiquement, elle est plus que problématique (2) et, politiquement, peu la jugent vraisemblable. Si M. Baillet venait à abréger son mandat, reste l'hypothèse d'un deuxième repêchage. Les deux députés de la municipalité sortante, M<sup>me</sup> Martine Daugeilh (ex-RPR) et M. Rudy Salles (UDF-PR), tenteraient, probablement, de saisir leur chance ; M. Jean-Claude Rouillat, adjoint (PR) au tourisme, un avocat d'affaires de cinquante ans, serait également prêt à jouer sa propre carte ; mais la majorité municipale n'aurait qu'une chance infime de surmonter cette nouvelle et redoutable épreuve.

Une chose est sûre : la mairie de Nice sera à prendre en 1995. A droite, M. Christian Estrosi, député (RPR) des Alpes-Maritimes et premier vice-président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'estime le mieux placé pour s'en emparer. Avec quatre de ses amis, il avait quitté le conseil municipal de Nice, le 9 octobre 1990, en espérant provoquer une nouvelle élection. Depuis cette date, il n'a cessé d'occuper le terrain afin d'avoir créé le Rassemblement pour Nice (RPN), qui revendique mille trois cents adhérents, mais il est concurrencé, dans son propre parti, par M. Pierre Pasquini, député de la Haute-Corse et maire de L'Île-Rousse. A gauche, M. Gilbert Lecat (UDF-PR) au poste de maire, en remplacement de M. François Léotard. Les cinq élus socialistes ont voté blanc. Bien que présents, les trois conseillers du Front national n'ont pas pris part au vote.

Ancien président d'honneur du Parti républicain, M. Léotard avait donné sa démission de tous ses mandats électifs, ne conservant qu'un siège de conseiller municipal de Fréjus, au lendemain de son inculpation, le 29 juin, pour ingérence, trafic d'influence et corruption dans l'affaire de la construction de Port-Fréjus (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Conseiller général, M. Lecat, qui occupait la fonction de premier adjoint depuis 1983, figure, lui aussi, parmi les inculpés dans cette affaire. Dans un communiqué, la mairie de Fréjus souligne que « la majorité du conseil municipal a voulu, par son choix, renouveler son soutien à celui qui est, avec M. François Léotard, le maître d'œuvre de Port-Fréjus et de son succès ».

Après son élection, M. Lecat s'est déclaré « maire par intérim », en souhaitant que M. Léotard « revienne le plus tôt possible maître de Fréjus ». Dans un entretien à Paris, le même jour, ce dernier a souhaité un proche rapide et il a assuré qu'il établirait « la preuve de la manipulation juridique et politique » dont il affirmait être la cible.

## M. Soulier remplacera Yvon Briant au Parlement européen

Yvon Briant, ancien président du CNL, mort dans un accident d'avion en Corse le 13 août (le Monde du 15 août), sera remplacé au Parlement européen par M. André Soulier (UDF-PR), conseiller municipal de Lyon, et au conseil régional d'Ile-de-France par M. Albert Magarian (UDF-PR), maire de Montmorency (Val-d'Oise), ses suivants de liste aux élections européennes de juin 1989 et régionaux de mars dernier.

l'éducation, un proche du maire (UDF-PR) de Cannes, M. Michel Mouillat, et du sénateur (UDF-rad.), M. Pierre Laffitte. Comme M. Pasquini, qui a pris, récemment, la présidence d'honneur de Nice-Départ, M. Linotte a également lancé son association, Réussir Nice.

### L'incertitude Le Pen

Malgré son demi-échec aux régionales, le Front national, « premier parti de Nice », poursuit, de son côté, de grands espoirs de l'emporter. M. Jacques Peyrat, conseiller général et conseiller municipal, devrait être son porte-drapeau. A moins que M. Jean-Marie Le Pen ne lui brûle la politesse... Car une échéance préalable, celle des législatives de 1993, décidera, pour une large part, du scénario des municipales. M. Le Pen devrait être candidat dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes, actuellement représentée par M. Rudy Salles. En cas de succès, on ne connaît pas qu'il puisse se désintéresser de la mairie. Inversement, les législatives sont un passage obligé pour MM. Pasquini et Linotte, qui, l'un et l'autre, envisagent de se présenter dans la deuxième circonscription, l'ancien fief de Jacques Médéric, légué par celui-ci à M<sup>me</sup> Daugeilh.

Les velléités de l'avocat niçois ne sont pas du goût de M. Estrosi. « M. Pasquini, tranche-t-il, commet une erreur politique en quittant un endroit où il est bien élu. Il n'est pas question de lui à Nice. En tant que responsable national du RPR, le mieux qu'il puisse faire est d'investir dans la deuxième circonscription. » Ces propos ne déplaisent pas aux socialistes, qui misent, précisément, sur les divisions de la droite pour tenter de faire bonne figure aux municipales. M. Bernard Tapie ne sera pas leur chef de file : c'était, encore, une rumeur niçoise.

GUY PORTE

(1) Le dossier de Nice s'élève, au début de 1992, à près de 5 milliards de francs, soit l'équivalent d'une fois et demie le budget annuel. En moins de dix ans, plusieurs grands équipements ont été réalisés par la ville, dont le palais des congrès, l'Acropolis, la station d'épuration hydraulique, le Musée d'art moderne, le nouveau théâtre de Nice, le quartier d'affaires de l'Anfara, etc.

(2) Un tiers des socialistes élus du conseil municipal devraient se démettre de leur mandat, en tenant compte des suivants de liste appelés à siéger en remplacement des démissionnaires.

Se déclarant « maire par intérim »

## M. Lecat succède à M. Léotard à la tête de la municipalité de Fréjus

A l'unanimité, les treize et un membres de la majorité municipale UDF-RPR de Fréjus (Var) ont élu, lundi 17 août, M. Gilbert Lecat (UDF-PR) au poste de maire, en remplacement de M. François Léotard. Les cinq élus socialistes ont voté blanc. Bien que présents, les trois conseillers du Front national n'ont pas pris part au vote.

Ancien président d'honneur du Parti républicain, M. Léotard avait donné sa démission de tous ses mandats électifs, ne conservant qu'un siège de conseiller municipal de Fréjus, au lendemain de son inculpation, le 29 juin, pour ingérence, trafic d'influence et corruption dans l'affaire de la construction de Port-Fréjus (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Conseiller général, M. Lecat, qui occupait la fonction de premier adjoint depuis 1983, figure, lui aussi, parmi les inculpés dans cette affaire. Dans un communiqué, la mairie de Fréjus souligne que « la majorité du conseil municipal a voulu, par son choix, renouveler son soutien à celui qui est, avec M. François Léotard, le maître d'œuvre de Port-Fréjus et de son succès ».

Après son élection, M. Lecat s'est déclaré « maire par intérim », en souhaitant que M. Léotard « revienne le plus tôt possible maître de Fréjus ». Dans un entretien à Paris, le même jour, ce dernier a souhaité un proche rapide et il a assuré qu'il établirait « la preuve de la manipulation juridique et politique » dont il affirmait être la cible.

## M. Soulier remplacera Yvon Briant au Parlement européen

Yvon Briant, ancien président du CNL, mort dans un accident d'avion en Corse le 13 août (le Monde du 15 août), sera remplacé au Parlement européen par M. André Soulier (UDF-PR), conseiller municipal de Lyon, et au conseil régional d'Ile-de-France par M. Albert Magarian (UDF-PR), maire de Montmorency (Val-d'Oise), ses suivants de liste aux élections européennes de juin 1989 et régionaux de mars dernier.

M. Soulier a précisé que la notification du gouvernement français au bureau du Parlement de Strasbourg interviendrait cette semaine et qu'il « se pliera à la discipline » du Parti républicain quant à la détermination de son appartenance à un groupe de cette Assemblée. M. Valéry Giscard d'Estaing siège au groupe des démocrates-chrétiens, alors que d'autres élus du PR sont inscrits chez les libéraux.

POINT DE VUE

## Georges Marchais découvre l'Amérique

par Claude Labrousse

GEORGES MARCHAIS viendrait-il de découvrir, d'un même mouvement, l'Amérique et les vertus de la démocratie pour son parti ? L'avenir dira si ce n'est que leurre pour dissidents ou si le secrétaire général du PCF a enfin touché terre. Mais ce n'est pas l'évolution, même positive, de ses idées de vie interne qui permettra au Parti communiste de renouer avec la société. Les partis politiques ne sont pas jugés sur leurs statuts. Personne ne conteste sérieusement le caractère démocratique du Parti communiste, mais ses liens avec le « peuple de gauche » ne sont plus ce qu'ils étaient, et si le démocrate républicain la vie interne du Front national, cela ne rendrait pas ce parti moins dangereux. Si des rapports existent entre les règles de fonctionnement des partis et leurs orientations politiques, ces rapports, à l'évidence, ne sont pas méconnaissables.

Le problème qui est posé aux communistes français n'est pas statutaire, il est stratégique. La question n'est pas de savoir comment ils vivent leurs idées. Les réponses qui peuvent encore nous intéresser concernent le rôle qu'ils envisagent pour leur parti dans la société.

### Commencer leur travail de détail

Où bien la persistance dans la démolition-reconstruction du parti de toutes les résistances, du parti de toutes les peurs, du parti de tous les refus et, pour cela, ils ont tout intérêt à rester calés sur des concepts et des principes du dix-neuvième siècle. Il y a, place, en France, pendant quelques décennies encore, pour un tel parti. Il existe une demande sociale, un vote réel, quel qu'il soit, qui se veut, peut-être, une telle formation politique entre 5 % et 10 %. Auto-suffisance des pouvoirs et des décisions, s'éloignant chaque jour un peu plus d'une vision réaliste et positive du devenir de la société, il ne lui restera, à terme, que sa capacité de nuisance.

Où bien ils décident tout simplement stratégique, ils décident tout simplement « pour cela, il leur faut être, avant tout, des hommes de la classe ouvrière » et de conception mythique de la classe ouvrière (« la classe qui a toujours raison ») ont conduit au pire. Ils rompent définitivement avec une vision partisane, même éclairée, de la politique. Et là, s'engageant solennellement à ne plus jamais quitter le camp de la démocratie, ils affirment clairement que la démocratie est indépassable et ils en tirent jusqu'au bout la conséquence politique.

que majeure : le choix d'un parti moderne, ayant une conception civilisée de la politique, dans un pays démocratique, peuplé d'individus libres et cultivés, ne peut être que réformiste, car seule la réforme permet aux individus de rester à tout moment maîtres des rythmes et de l'ampleur des changements.

Les communistes français doivent très sérieusement commencer leur travail de détail sur la transformation révolutionnaire de la société. En bref, ils doivent faire passer la démocratie et l'individu du domaine de la tactique à celui de la stratégie. Ce travail, qu'accomplissent les ex-communistes italiens, est, chacun le comprend, d'une autre ampleur, d'une autre exigence, mais aussi d'une autre ambition que l'évolution « petit bras » des règles statutaires.

Après, pour commencer les nouvelles pratiques. Les camarades dockers seront invités à respecter le droit de chaque individu à signer avec son employeur le contrat de travail de son choix. L'union politique de l'Europe sera considérée par les ex-institutionnalistes comme une étape positive et un tremplin vers la mondialisation. Après le rêve d'un monde sans classes, qui a viré au cauchemar, on fera rêver, au prochain congrès du parti, avec la nouvelle utopie réaliste d'une ONU, gouvernement du monde, intervenant partout où le fait et la dictature sévissent.

Un tel parti serait-il encore communiste ? Je ne le pense pas. Mais comme je pense que le maître du congrès de Tours, qui a entraîné les socialistes gestionnaires et les communistes irresponsables, doit être dépassé, dans ses contenus comme dans sa dimension humaine et éthique, je crois que la question du nom du PCF est déjà, à l'image des confidences américaines de son secrétaire perpétuel, une question pour hier.

► Claude Labrousse, conseiller municipal de Tours, ancien membre du comité central du PCF, anime le Forum progressiste.

► RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « M. Georges Marchais découvre le Nouveau Monde » paru dans nos éditions datées du 13 août, nous avons écrit par erreur que M. Ramsey Clark avait été attorney général (ministre de la Justice) du président Carter. Il a en fait exercé ces fonctions sous le président Johnson, mais a été l'envoyé spécial du président Carter au moment de l'affaire des otages américains retenus en Iran.

La polémique sur l'autoroute A 16

## Plusieurs dirigeants des Verts répliquent à M. Lalonde

Le point de vue publié dans le Monde du 4 août par M. Riton Lalonde, président de Génération Écologie, sur le projet d'autoroute A 16, avait suscité une première réponse de deux responsables des Verts du Nord-Pas-de-Calais (le Monde du 7 août). Trois autres dirigeants du mouvement écologiste ont tenu à répondre à l'ancien ministre de l'environnement.

M. Antoine Wacziarg, porte-parole des Verts, écrit notamment : « L'autoroute A 16 n'est qu'un maillon du second schéma autoroutier adopté en 1986 par le gouvernement Chirac, confirmé et amplifié par le gouvernement Rocard auquel — faut-il le rappeler ? — participait M. Lalonde. Les Verts n'ont jamais cessé de dénoncer un programme imposé par des groupes de pression corporatistes au mépris des règles élémentaires de bonne gestion des finances publiques et du patrimoine collectif. (...) M. Lalonde a approuvé le schéma de M. Faure, son collègue ministre de l'époque. Il n'a pas réagi aux déclarations de ses autres collègues, M. Chérèque et M<sup>me</sup> Cresson, lorsque ceux-ci affirmaient qu'il fallait doubler les investissements autoroutiers pour créer du travail et qu'aucun point du territoire ne devait, à terme, être à moins de cinquante kilomètres d'une autoroute. Aujourd'hui, il se prononce contre l'autoroute A 16 avec des arguments qui devraient le conduire à remettre en cause l'essentiel de ce schéma : nous nous en réjouissons, car un démantèlement fond entre nous s'effacerait ainsi ».

M. Didier Agger, qui est lui aussi porte-parole des Verts, nous a transmis le texte de la lettre qu'il a adressée à M. Lalonde. Il y rappelle que les Verts avaient mis cinq conditions à leur entrée au gouvernement, deux « farfelus » : projets autoroutiers à moins de vingt mille véhicules par jour et que, celles-ci n'étant pas

remplies, ils avaient refusé leur participation. Il en conclut que ce n'est pas à M. Lalonde de « donner de la leçon » à des écologistes et de faire un discours sur le gouvernement socialiste et l'Europe : « ne pas dire une chose et faire le contraire : dire qu'il veut l'unité des écologistes et faire tout pour qu'échoue la présidence verte dans le Nord-Pas-de-Calais ».

M. Guy Hascobit, vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, nous a fait parvenir un « point de vue » dans lequel il écrit : « M. Lalonde scande le mot « union », et ses interventions de « donneur de leçons » travaillent en sens opposé. (...) Le contexte actuel ouvre la perspective d'une stratégie écologiste forte, capable de se placer au cœur des politiques du pays. Cela suppose, d'abord, de rechercher entre les écologistes des contenus novateurs, courageux, à défendre entre 1993 et 1995. La période au-delà de 1995 est cruciale pour les questions internationales ou le nucléaire. (...) »

Il est des temps où l'ambition personnelle doit être mise entre parenthèses. M. Lalonde en a-t-il pris à supporter ses attaques stériles contre les Verts ? Est-il prêt à se mettre à la recherche d'un accord entre tous les écologistes ? Je n'ai pas oublié qu'il a fallu, contre lui, construire un mouvement écologiste politique et obtenir les succès que l'on sait. Je n'ai pas oublié que, si tôt sorti d'un gouvernement socialiste qui l'avait ressuscité, il n'avait pas de mots assez durs pour qualifier ses ex-partenaires. Ma position est que rien, ni personne, ne peut entraver les justes aspirations de l'opinion publique et des militants. S'il faut s'écarter de la ligne de Génération Écologie et au-delà de ces deux structures, je fais partie de ceux qui y sont prêts ».

La campagne pour le référendum du 20 septembre

## Deux jeunes socialistes plantent le drapeau européen au sommet du mont Blanc

Deux jeunes responsables socialistes, en campagne pour le « oui » à Maastricht, ont hissé, lundi 16 août, le drapeau de la Communauté européenne au sommet du mont Blanc.

Le mont Blanc a été choisi par les militants « pour le symbole européen qu'il représente », car il est « limitrophe de l'Italie mais également proche de la Suisse, un pays qui a posé sa candidature en mai dernier pour adhérer à la CEE ». Ils ont précisé qu'ils avaient eu l'occa-

sion, lors de leur ascension, de « rencontrer des cordées de toute l'Europe » et de discuter avec elles du traité de Maastricht.

Le Mouvement des radicaux de gauche a annoncé pour sa part, lundi 16 août, qu'il organisera une « tournée des plages » de l'Atlantique et de la Méditerranée, entre le 22 août et le 4 septembre, afin d'exposer sa position pour le « oui » au référendum du 20 septembre.

### EN BREF

► Le Rassemblement pour l'Europe fédérale dit « oui » à Maastricht. — Le Rassemblement pour l'Europe fédérale (REF), que préside M. Jean Ordner, affirme dans un communiqué qu'« il faut approuver le traité de Maastricht, même s'il est insuffisant et rébarbatif ». Selon le REF, ou bien « nous souhaitons rester enfermés dans notre identité strictement nationale (...) et nous sommes incapables de résoudre les grands problèmes que nous avons à affronter », ou bien, « pour ces problèmes qui dépassent les nations petites et moyennes, nous sommes prêts à nous unir avec les autres Européens » et « nous comptons à nouveau dans le monde ».

► M. Jacques Calvet considère que le « oui » est une chance pour l'Europe. — M. Jacques Calvet, PDG du groupe automobile français PSA, déclare dans le Figaro du samedi 15 août, que le « non » au référendum sur le traité de Maastricht serait « une grande chance pour l'Europe ». M. Calvet estime que « si le « non » l'emporte, cela aura un effet d'assainissement considérable (...) ». L'ultra-libéralisme appliqué sans nuances par les Folamour de Bruxelles entrave nos entreprises dans un monde qui, lui, est sans pitié », ajoute-t-il.

► M. Gouzes (PS) estime que la salaine du Conseil constitutionnel par M. Pasqua est « une lasse au travail parlementaire ». — M. Gérard Gouzes (PS), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a déclaré lundi 17 août que le recours déposé à l'initiative de M. Charles Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, devant le Conseil constitutionnel au sujet de la ratification du traité de Maastricht (le Monde daté 16-17 août) est « une insulte au travail parlementaire ».

Rappelant que « la révision constitutionnelle permettant la ratification, par référendum, du traité » avait été adoptée « à une très large majorité, au-delà des clivages politiques » et « après plusieurs dizaines d'heures de débats en commission et en séance publique, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, puis au Congrès de Versailles », M. Gouzes se demande comment M. Pasqua « peut, sans pudeur, saisir le Conseil constitutionnel au nom d'une révision qu'il conteste et qu'il a rejeté » et « sur l'application d'un traité qu'il voudrait ne pas voir ratifier ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après la mort d'un gardien à Rouen

# Les syndicats de surveillants de prison lancent un mouvement de protestation

Après le décès, lundi 17 août, d'un surveillant principal de la prison de Rouen (Seine-Maritime) aggrégé deux jours auparavant par un détenu, les quatre principaux syndicats de surveillants ont appelé à des mouvements de protestation. Les établissements du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie étaient ainsi bloqués, mardi 18 août, en fin de matinée, et des mouvements avaient lieu dans la région parisienne, dans les établissements de la Santé, Fresnes et Fleury-Mérogis. A la maison d'arrêt de Gragnan (Gironde), bloquée par les surveillants, environ quatre-vingts détenus ont refusé mardi, en fin de matinée, de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade. Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a demandé lundi 17 août au directeur de l'administration pénitentiaire d'ouvrir « sans délai » des discussions avec les organisations syndicales sur la sécurité dans les établissements.

Francis Caron, le surveillant de prison aggrégé samedi 15 août à la maison d'arrêt de Bonne-Nouvelle de Rouen (Seine-Maritime), est décédé lundi 17 août des suites de ses blessures. M. Caron avait été attaqué par un détenu à « haut risque » alors qu'il vérifiait la stabilité des barreaux de la cellule avec une barre métallique. Le détenu, Stéphane Delabrière, avait alors frappé à plusieurs reprises avec un couteau artisanal avant de s'emparer de la barre de fer et de la frapper à nouveau. Inculpé et en détention depuis décembre 1991, en attente de jugement pour le meurtre d'un clochard et d'une gérante, Stéphane Delabrière a été transféré dans

la soirée dans un autre établissement pénitentiaire. Une information judiciaire a été ouverte.

Dans un communiqué diffusé lundi 17 août, le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, qui rend hommage au « caractère et à la totale maîtrise de son travail » de M. Caron, estime que son agresseur « avait eu un comportement calme en détention qui ne laissait pas présager qu'il pourrait commettre de telles violences à l'égard du personnel ». La dernière agression mortelle sur la personne d'un surveillant remonte à sept ans. Le 17 avril 1985, un surveillant principal à la prison Montluc de Lyon,

Charles Pahon, avait été gravement blessé lors d'un service de nuit par deux détenus. Il était décédé le 27 août 1985 des suites de ses blessures.

L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), qui a recueilli 35,35 % des suffrages des surveillants lors des élections professionnelles de 1991, a immédiatement appelé à un « mouvement anti-violence » dans les prisons françaises. Dénonçant le « laxisme insupportable de toute la hiérarchie pénitentiaire et le « je-m'en-foutisme » de la classe politique », l'UFAP invite les surveillants à lancer mardi 18 août un mouvement d'une durée illimitée « avec blocage

complet du fonctionnement des établissements », « seul le service minimum devant être assuré ». Dans une lettre ouverte adressée au garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, le secrétaire général de l'UFAP, M. Gilles Sicard, demande l'ouverture sans délai d'une négociation sur le dossier de la sécurité et la création de « structures ou établissements spécialisés afin de purger la détention normale de ses éléments dangereux qui la pourrissent et entraînent le climat de violence qui règne depuis de trop longues années ».

Le syndicat Force-Ouvrière (32,48 % des suffrages lors des élections de 1991), qui a adopté un ton

## « Trop de laxisme »

ROUEN

de notre correspondant

« Trop de laxisme, pas assez de sécurité dans l'établissement... ». Devant la porte de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen, les vingtaine de surveillants qui forment à tour de rôle le « piquet de blocage » n'en finit pas d'aggraver la liste de tous les maux de la prison qui, selon eux, ont coûté la vie à leur collègue Francis Caron.

« Dès lundi matin 17 août, l'ensemble du personnel surveillant de la maison d'arrêt avait déclenché un mouvement de « grève », empêchant toute activité. Les familles n'ont pas pu entrer dans l'établissement. L'annonce d'un dialogue entre elles et les surveillants n'a débouché que sur quelques invectives. La détermination des gardiens de prison, prêts à attendre une intervention des CRS pour déloger les « achats », n'a pu qu'aviver l'insécurité des familles. « Si y a une révolte, les

« petites peines » et les « libérés » risquent d'être entraînés », confie une mère de détenu.

C'est justement ce manque de distinction entre les prisonniers qui exaspère les surveillants. La surpopulation carcérale n'est pas mise en avant. Il y a sept cents détenus pour neuf cents places à Rouen, « selon les critères de l'administration », précise-t-on toutefois. Stéphane Delabrière, le meurtrier de Francis Caron, inculpé à Rouen pour deux autres meurtres commis au Havre en 1990 et 1991, faisait partie des quelque vingt-cinq détenus particulièrement signalés (DPS) présents à Bonne-Nouvelle. Ce qui accroît la colère d'un surveillant : « Il n'avait pas sa place ici et devait être placé dans un établissement spécialisé. Mais il n'en existe aucun ».

Avec ses collègues, il conteste l'efficacité d'un « service médico-psychologique régional » de la maison d'arrêt de Rouen.

« En fait, ajoute-t-il, c'est une infirmerie renforcée qui ne fonctionne que le jour ». En vac, les psychiatres et les psychologues font l'objet d'amères critiques : « Lorsqu'un détenu est énervé, ils lui font jouer une partie d'échecs. Pendant une heure. Mais après, ils s'en vont ».

Sans réclamer la réouverture des QHS (quartier de haute sécurité), qui sont « peut-être d'une autre époque », les gardiens de la prison Bonne-Nouvelle souhaitent au moins des structures qui s'en rapprochent. Dans l'immédiat, disent-ils, « nous exigeons que les sondages des barreaux dans les cellules soient effectués par deux surveillants ». C'est en effet au cours d'une de ces visites, qui permet de vérifier si le détenu ne cherche pas à s'évader, que Francis Caron a été tué.

ÉTIENNE BANZET

RELIGIONS

### Mgr Glomp et les « brailleurs » de la lutte anti-sida

Devant 300 000 personnes réunies au sanctuaire marial de Czestochowa, le 15 août, Mgr Jozef Glomp, primat de Pologne, s'est livré à une violente attaque des « amateurs brailleurs » qui essaient de lutter contre le sida et d'installer de force des centres pour les sidéens au milieu de zones d'habitation.

Cette allusion aux « brailleurs » vise le concert de rock qui avait lieu le jour même au stade de Varsovie, au profit d'un établissement pour enfants séropositifs, organisé par une association de soutien aux drogués et le ministère de la santé, soutenu par le président Walesa et le premier ministre, M<sup>me</sup> Hanna Suchocka.

Le sida, a ajouté le primat de Pologne, « est un mal qui prend sa source (...) dans la négligence des principes moraux, l'incontinence sexuelle et la drogue ».

[Manifestement, Mgr Glomp ignore que l'histoire a tourné, dans son pays, mais aussi dans l'église, où le discours de condamnation à l'égard des malades du sida n'est plus tenu seulement par des progressistes échevillés et où des prêtres très proches du pape, comme le cardinal O'Connor de New-York et Lustiger de Paris, ont créé des centres d'accueil pour séropositifs et sidéens qui promeuvent la culture de leur collègue polonois. — H. T.]

### EN BREF

■ Un commerçant assassiné en Corse. — Dominique Sica, âgé de quarante-six ans, un commerçant de Corbara, en Balagne (Haute-Corse), a été assassiné dans la nuit de lundi 17 à mardi 18 août de plusieurs coups de fusil de chasse. Cet assassinat est le vingt-cinquième observé depuis le début de l'année dans l'île, en proie à une vague de criminalité. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, doit présider mercredi 19 août un conseil interministériel consacré à l'île.

ENVIRONNEMENT

# La France des panneaux

L'enlaidissement des agglomérations par les pancartes commerciales fait réagir les élus, les responsables de l'équipement et les annonceurs

La France, qui se targue d'être la perle touristique de l'Europe, est elle-même gâtée par la laideur ? Routes, autoroutes, rues commerçantes, entrées d'agglomérations et franges urbaines sont jalonnées par une multitude de panneaux publicitaires, qui sollicitent l'attention de l'automobiliste ou du piéton, masquent les paysages et donnent de l'Hexagone une bien piètre image.

Selon les annonceurs eux-mêmes, les seules pancartes commerciales plantées le long des principales artères, notamment aux portes des villes, sont au nombre de 250 000. Mais chacun ajoute sa touche à ce qui est devenu une véritable pollution visuelle. Les hôtels, les restaurants, les gérants de stations-service, les grandes surfaces s'inscrivent, le long de la moindre route de campagne, par des pancartes tapageuses.

Les responsables de l'équipement ont eux-mêmes multiplié les panneaux réglementaires presque jusqu'au délire : sur les 60 derniers kilomètres de l'autoroute du Nord arrivant à Paris, on dénombre 350 dispositifs d'information. Les sociétés d'autoroute croient bien faire en signalant les points les plus remarquables surgissant à l'horizon. Régions, départements et communes rivalisent d'imaginaire pour vanter par affiches leurs atouts.

Mais comme chacun veut étaler son message et crier plus fort que les autres, c'est la cacophonie. Les touristes étrangers en sont choqués et les Français commencent à s'irriter. Au ministère de l'équipement, ministre et chefs de service conviennent que le seul du supportable a été dépassé. Ils envisagent de « passer les autoroutes » et de reconquérir les entrées d'agglomération. M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre de l'environnement, admet que les paysages urbains et ruraux requièrent une protection législative. Celle-ci devra comporter, à l'évidence, le nettoyage des routes et des boulevards, ces vitrines de la France.

Sentant le vent tourner, la chambre syndicale de l'affichage a pris les devants. En mai, elle a signé avec M<sup>me</sup> Royal une « charte de qualité »

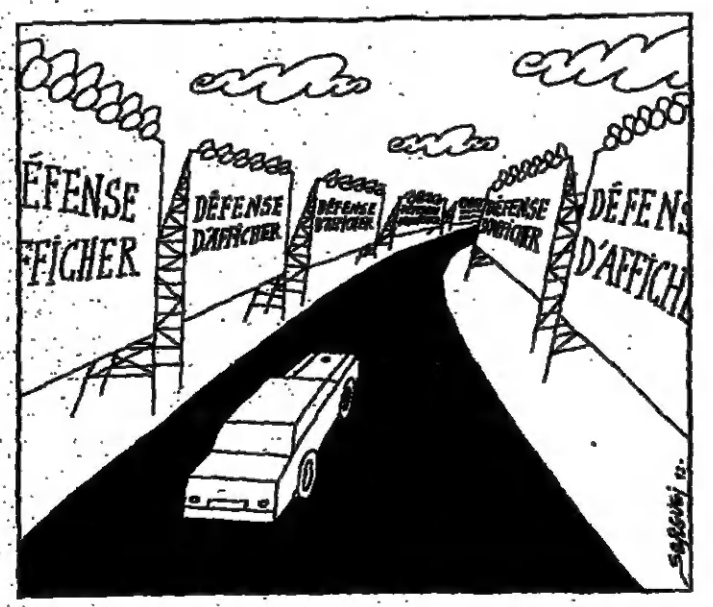
que le ministre a préféré qualifier de « code de bonne conduite ». Les professionnels s'engagent à élever les panneaux installés « dans les paysages naturels » et à en diminuer le nombre « dans les petites villes et les villages ». M. Jean Thill, président du syndicat, annonce la disparition de quinze mille supports d'ici au 1<sup>er</sup> juin 1993, soit 6 % du parc actuel. Le ministre de l'environnement lui a demandé de faire le point dès le mois de décembre, à mi-parcours.

Les annonceurs n'ont pas la conscience tout à fait tranquille. Ils savent que si leurs 160 firmes et leurs 10 000 employés réalisent 6 milliards de chiffre d'affaires par an, c'est pas seulement en raison de leur savoir-faire commercial et d'une conjoncture longtemps favorable. La loi qui régit leurs activités leur a ouvert d'extraordinaires facilités dont elles ont usé et abusé.

### Le règne de l'anarchie

Ce texte sur l'affichage publicitaire, préparé dès 1971, révisé en 1978 au Parlement par M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement, discuté pied à pied, voté en 1979, puis appliqué à partir de 1983, est à la fois méticuleux sur la forme (trente-cinq pages de code) et fort libéral sur le fond. Il pose, en principe, que chacun a le droit de faire de la publicité. Puis il fixe quelques règles pour protéger le cadre de vie. En vérité, seuls les monuments et sites classés sont préservés. Tout le reste du territoire peut être « agrémenté » soit de panneaux, soit d'enseignes et de présentoirs de tailles diverses. Décentralisées par anticipation, la loi laisse toute réglementation éventuellement plus contraignante à la volonté des maires, auxquels, par ailleurs, elle donne le droit de prélever une taxe. Autrement dit, les édiles avaient tout intérêt à laisser faire.

Dix ans après son début d'application, on peut faire le bilan de la loi



à la loi ou carrément illégales sont légion à Douai, leur proportion est de 37 %. A Ninove, elle atteint près de 40 %. Lorsqu'on a voulu nettoyer les routes menant aux sites des Jeux olympiques d'hiver, c'est par centaines qu'on a pu faire arracher, en dehors des agglomérations, les panneaux abusifs. Mais aucun préfet n'a osé faire remarquer aux élus que les affiches vantant les mérites de leur territoire contreviennent souvent elles-mêmes à la loi.

Tout abus trouve un jour sa limite. Les panneaux de réclame sont deve-

nus si nombreux, notamment aux entrées des agglomérations — qui sont des points de passage obligés et offrent des terrains disponibles — que les annonceurs n'arrivent plus à les louer. Leur taux d'utilisation n'est que de 65 % et les prix menacent de s'effondrer. Pour les professionnels les plus vifs, deux actions devaient impératives. D'une part, effacer les irrégularités les plus choquantes avant que l'opinion et les

### Le casse-tête des maires

Paris avait montré l'exemple en 1983. Bien que fort libéral, le règlement adopté n'a pas donné lieu à un débordement d'affiches, d'abord parce que son application a été suivie de près, ensuite parce que les espaces disponibles sont rares. On compte, dans la capitale, 11 000 panneaux, auxquels il faut ajouter environ 4 000 supports municipaux, 60 000 pancartes de signalisation publique et plus de 100 000 enseignes. Ces 400 000 mètres carrés d'information et de publicité contribuent à l'animation des artères parisiennes.

En revanche, dans les métropoles régionales où les terrains libres et les murs aveugles ne manquent pas, la situation est beaucoup moins rose. Les villes touristiques comme Nice, Cannes et Biarritz sont assaillies par les poseurs de panneaux et, de toute manière, les maires ne peuvent exercer leur pouvoir réglementaire que sur leur propre territoire. Or, ce sont souvent les communes périphériques qui — aux portes de l'agglomération — supportent l'inflation des réclames les plus criardes. Ainsi, Chambéry va adopter un règlement qui doit effacer 300 des 650 affiches de la ville. Mais qui « enterrera » les 14 kilomètres de route la séparant d'Aix-les-Bains ?

M. Jean-Marie Bockel, le maire de Mulhouse, a inclus dans son projet municipal un plan de réglementation de la publicité, malgré l'échec d'un projet antérieur lancé en 1983. Sur les 750 panneaux actuels, 40 % devraient disparaître, mais déjà les exploitants les démontent dans les communes de banlieue. A Nantes, M. Daniel Assery, adjoint à l'urbanisme, est optimiste. Il a fait adopter, avec l'accord des annonceurs, un

MARC AMBROISE-RENDU



## INITIATIVES

### UNESCO Headquarters - Paris seeks candidates, nationals of its Member States, for three vacancies (of three years duration)

#### 1. CHIEF, AUDIO-VISUAL DIVISION (OPI-047)

To be mainly in charge of promoting UNESCO's ideals, priorities and actions through audio-visual media.

Candidates should possess:

- University degree or equivalent, if possible in the field of communication;
- A minimum of 10 years experience in television production;
- Solid knowledge of video technology;
- Assessed managerial and negotiating capacities and knowledge of relevant legal regulations;
- Good knowledge of international TV markets;
- Ability to speak, understand, and write in English and French; knowledge of other languages an asset.

#### 2. CHIEF, DIVISION OF PUBLIC RELATIONS AT HEADQUARTERS (OPI-077)

To be mainly in charge of organizing public events at UNESCO Headquarters in Paris.

Candidates should possess:

- University degree, if possible in public relations, or the equivalent;
- Minimum 10 years experience of organizing cultural events;
- Professional contacts with cultural institutions (museums, art galleries, etc.);
- Five years experience in cultural sponsoring;
- Management and organizational skills, creativity and ability to take initiative;
- Ability to speak, understand and draft in English and French; knowledge of other languages an asset.

#### 3. EXECUTIVE RADIO PRODUCER (OPI-078)

To be mainly in charge of promoting UNESCO's ideals, priorities and actions through the medium of radio.

Qualifications required include:

- University degree or equivalent, preferably in communication;
- Minimum 10 years experience in radio production and distribution at the international level;
- Professional contacts with media organizations and individuals;
- Organizational and administrative abilities;
- Ability to speak, understand and write in English and French; knowledge of other languages an asset.

Initial net annual salary and allowances: approximately US \$81,000 exempt from all direct taxation.

A detailed CV with photograph should be sent to:

#### UNESCO

Chief, Human Resources Development Division  
7, place de Fontenoy - 75700 Paris, France

No later than 28 August 1992, quoting OPI references.  
Only selected candidates will receive a reply.

Nous sommes un important Conseil Général  
dans le Sud-Est de la France. Nous recherchons

### Directeur de Cabinet

Votre mission consiste à suivre les affaires réservées du Président, à assurer les relations régulières avec les Conseillers généraux, les maires, et les élus régionaux et nationaux. En outre, il vous appartient de mettre en œuvre la politique de communication du Conseil Général. A ce titre la Direction de la Communication vous est rattachée.

De formation supérieure (ENA - Grandes Ecoles - Université...), vous avez une expérience de plusieurs années dans la fonction publique, dans un poste similaire, ou de Directeur de Cabinet d'un parlementaire. Garant de l'image du Président, vous êtes un homme de rigueur et de communication, prêt à vous investir fortement dans une fonction qui requiert le goût du Service public et le goût de l'excellence. Réf. 13/261 M

### Directeur de la Communication

Rattaché au Directeur de Cabinet du Président, vous élaborez la stratégie de communication institutionnelle et politique du Département. Vos objectifs : valoriser les réalisations du Conseil Général, développer sa notoriété et son rôle dans un climat d'ouverture et d'échanges, auprès de l'ensemble de l'environnement local. Vous assurez également la coordination, au plan de la communication, des différentes entités qui agissent dans notre Département.

De formation supérieure du type Grande Ecole Commerciale, Sciences po, Université..., âgé de 35 ans au moins, vous possédez une expérience dans une fonction similaire, acquise de préférence dans le domaine de la Communication politique. Votre expérience vous a permis de maîtriser parfaitement l'ensemble des techniques de communication. Réf. 13/260 M

Les postes sont situés dans une grande ville du Sud-Est.

Merci d'adresser lettre, cv, photo sous référence choisie  
(à noter sur courrier et enveloppe)  
79/83 rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

### THYSSEN HÜNNEBECK FRANCE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE  
ALLEMAND SPÉCIALISÉ  
DANS LES MATÉRIELS DU BTP

Recherche

POUR SON SIÈGE AU NORD-EST DE PARIS

### UN CHEF COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Il aura de sérieuses références ainsi qu'une excellente connaissance de l'informatique. Il participera au comité de direction et assurera les responsabilités, avec ses assistants, de :

- La comptabilité générale
- La trésorerie
- La facturation
- Les déclarations sociales et fiscales
- La gestion du personnel
- Les salaires

La pratique de la langue allemande est un plus.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à :  
HÜNNEBECK FRANCE, M. Lannoye - BP 10, 77290 Mitry-Mory.



Le groupe CGI est un des  
leaders mondiaux du Conseil et  
de l'Ingénierie Informatique.  
• 4000 personnes  
• C.A.: 2 milliards de francs  
• 50 implantations en Europe et  
en Amérique du Nord

CGI INFORMATIQUE

### Rédacteurs Techniques

Rattaché à nos Divisions Génie Logiciel et Ingénierie Interne, vous prendrez la responsabilité de chaînes complètes d'élaboration, de fabrication et de maintenance des documentations techniques qui accompagnent des produits considérés comme des standards mondiaux.

Diplôme de l'enseignement supérieur, votre première expérience de rédaction de manuels techniques dans le domaine informatique vous a convaincu de l'importance de documents bien pensés et bien réalisés.

Vous savez communiquer avec des équipes d'ingénieurs de haut niveau, vous êtes également attiré par le lancement et le contrôle de la fabrication des documents. Enfin, vous êtes prêt à évoluer au sein d'un groupe de dimension internationale. Bilinguisme français - anglais apprécié.

Merci d'adresser lettre et CV, en précisant la référence MRT 892, à Madame Dominique Janet

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château des Rentiers

75640 Paris Cedex 13

ou directement sur minitel 3611 code CGI IM, tapez AMNR

ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEUX



Notre filiale **SA LE MONDE IMPRIMERIE**  
recherche un(e)

### COMPTABLE

rattaché(e) au Comptable principal et en collaboration avec les services de la maison mère, votre mission comprend deux volets :

- **comptabilité générale, auxiliaire et analytique** : établissement des journaux, contrôle des comptes;
- **assistance trésorerie** : émission des règlements, suivi de l'état périodique de trésorerie.

25 ans environ, titulaire du bac Gestion, vous avez une expérience, au minimum, de 3 ans environ en comptabilité. Organisation, fiabilité, esprit d'équipe, telles sont les qualités que nous exigeons pour ce poste polyvalent.

Adresser votre dossier de candidature, sous la référence LM/005, à la Direction du personnel du Monde, Gestion des emplois,  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

Le Monde  
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### « Une seule mort deviendra alors réalité, la mort cérébrale... »

Un entretien avec le professeur Henri Kreis, qui fait le point sur les espoirs et les problèmes des transplantations d'organes chez l'homme à l'occasion du quatorzième congrès international, à Paris, consacré à cette nouvelle discipline

Organisé à la mémoire de Jean Hamburger, l'un des pionniers mondiaux des greffes d'organes récemment décédé, le quatorzième congrès international de la Société de transplantation réunit, du 18 au 21 août à Paris, trois mille médecins, chirurgiens et chercheurs, spécialistes de cette discipline en pleine mutation.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le professeur Henri Kreis, cinquante-cinq ans, chef du service de néphrologie et président du département de transplantations d'organes de l'hôpital Necker (Paris), par ailleurs président du comité organisateur de ce congrès, dresse un bilan des espoirs, mais aussi des nombreux problèmes sociaux soulevés par cette nouvelle discipline.

« On a pris l'habitude, depuis une dizaine d'années, de vanter les succès obtenus en matière de transplantations d'organes, grâce à l'utilisation de la cyclosporine, un médicament immunosuppresseur qui permet de mieux maîtriser les phénomènes du rejet. Depuis peu, d'autres substances immunosuppressives, comme le FK506 sont apparues. Quels sont les succès à attendre de la recherche fondamentale ? »

« Ce quatorzième congrès international sera marqué par de nouveaux et très importants résultats dans le domaine de l'induction de tolérance, c'est-à-dire dans les moyens permettant de faire accepter de manière définitive à un organisme donné... celui du receveur - des tissus étrangers et ce, sans l'aide de médicaments immunosuppresseurs. Cet objectif correspond à quelque chose de fondamental. C'est sans conteste la fin de la transplantation. Or, nous pouvons dire cette année que nous avons fait un grand pas dans ce domaine. C'est important pour les greffes pratiquées à partir d'organes provenant d'un donneur humain. Mais c'est aussi très important pour les greffes d'organes qui seraient pratiquées à partir d'animaux, les xéno-greffes.

« Quels sont, schématiquement, les moyens permettant d'obtenir cette induction de tolérance ? »

« Il s'agit de faire en sorte que les structures caractéristiques d'un organe (antigènes) ne soient plus perçues comme « étrangères » par l'organisme receveur. Cela permet de faire l'économie des thérapeutiques immu-

no-suppressives et de toutes leurs complications. Il y a actuellement deux grandes approches prometteuses de ce problème.

« La première consiste à pratiquer, avec un certain nombre de précautions expérimentales, des greffes de cellules du donneur au sein du thymus du receveur (grefes intrathymiques). Le thymus est le lieu où certaines cellules du système immunitaire, les lymphocytes, sont « éduquées ». En procédant ainsi, on peut dire que ces lymphocytes sont « éduqués » à reconnaître les antigènes étrangers, ceux des tissus du donneur, comme n'étant pas différents de ceux de l'organisme du receveur. Des résultats tout à fait prometteurs ont été obtenus avec des cellules de moelle osseuse et des cellules du pancréas. C'est très intéressant et relativement facile à mettre en œuvre. Nous sommes sur le point de réaliser ces expérimentations sur l'homme. Les résultats fondamentaux sont satisfaisants.

« La seconde approche est celle récemment publiée dans l'hémodialecte allemand *The Lancet*. Elle se fonde sur l'observation que la tolérance peut être plus aisément obtenue quand il existe un échange cellulaire entre donneur et receveur, quand certaines cellules, les cellules dendritiques, de l'un vont « coloniser » celles de l'autre et réciproquement. L'idée, ici, est de faciliter cet échange, ce microchimisme. En toute hypothèse, ces deux grandes voies pourraient modifier considérablement les données scientifiques actuelles, relancer de manière très importante les perspectives des greffes d'organes d'animaux chez l'homme.

#### « Coup médiatique »

« Il y a, à peu près, annoncé à grand fracas la greffe réussie, aux États-Unis, d'un foie de babouin chez un homme. Où en est-on aujourd'hui ? »

« Cette première peut, par certains aspects, être considérée comme un « coup médiatique » à la veille du congrès de Paris. Il s'agit d'une greffe d'un foie de babouin chez un malade qui souffrait d'une forme grave d'hépatite virale très active. Une greffe de foie classique n'était pas possible : le virus aurait, en effet, infecté le greffon, alors qu'il ne pouvait infecter un foie de singe. Cette situation justifiait, d'un point de vue éthique, ce geste chirurgical. Il s'agissait d'une question de vie ou de mort. Aujourd'hui, le malade va bien, ses fonctions hépatiques sont rétablies. Mais le recul est trop faible pour parler de succès.



Le professeur Henri Kreis

« Lorsqu'on a tenté de telles xéno-greffes, il y a vingt-cinq ans aux États-Unis, certains malades ont pu survivre pendant plusieurs mois. A plusieurs égards, cette première apparaît prématurée. Cela dit, il s'agit d'une étape importante, qui peut apporter d'utiles enseignements ; l'aspect chirurgical peut parfois être payant.

« A mon sens, l'avenir n'est pas aux transplantations d'organes d'animaux, tant pour des raisons pratiques (on ne peut élever ces animaux que très difficilement et ils ne se reproduisent pas en captivité) qu'éthiques (ils sont très proches de l'homme et le fait de les sacrifier pour obtenir des organes soulèverait de très vives réactions). Tout le monde pense aujourd'hui qu'il faut plutôt s'orienter vers le porc, qu'il s'agisse des reins, du foie ou du cœur.

« Comment expliquer un tel intérêt pour les greffes d'organes d'animaux, alors que les greffes d'organes humains fournissent, tout compte fait, de très bons résultats ? »

« Différents problèmes sont soulevés par l'utilisation des organes humains. Si on prélève des organes - le rein - chez des donneurs vivants, on ouvre la porte à tous les trafics, c'est-à-dire à l'installation de circuits commerciaux avec intermédiaires. Ces trafics sont nombreux et on a tort de croire qu'ils n'existent que dans le tiers-monde. De plus, ils sont

souterrains, étant officiellement interdits dans la plupart des pays. Tout cela se développe, d'autre part, au détriment des malades receveurs, car les vendeurs sont les personnes les plus pauvres, les moins bien soignées, avec, en l'absence de contrôles, tous les risques de transmission de pathologies virales.

« Pourquoi la communauté médicale ne s'oppose-t-elle pas à ces trafics que vous condamnez et qui ne peuvent exister qu'avec le concours de médecins et de chirurgiens consentants ? »

« Attention ! Quelques individualités ne forment pas ce que vous appelez la communauté. La Société internationale de transplantation a pris formellement position contre la vente des organes humains. On aurait, certes, pu aller plus loin. Si des médecins et des chirurgiens étaient convaincus d'avoir participé à de telles opérations, ils seraient exclus de toutes les sociétés de transplantation. Ainsi, une exclusion récente s'est produite d'un spécialiste anglais jugé et condamné dans son pays.

« Toutefois, si de tels trafics existent avec une telle fréquence, les spécialistes médicaux doivent bien savoir qu'ils participent, eux aussi, à ces trafics. Qu'en est-il pour la France ? »

« Je suis à peu près convaincu qu'en France il n'y a pas de vente

d'organes humains provenant de donneurs vivants. Si, malgré tout, il y en a eu, ce ne peut être qu'une exception, de loin en loin. Cela dit, personne ne peut exclure que, dans un circuit qui n'a rien à voir avec celui de la transplantation, un chirurgien fasse une greffe de rein en réunissant dans une clinique privée un donneur et un receveur ; c'est tout le problème des donneurs vivants : ils peuvent court-circuiter les réseaux officiels de la transplantation.

« Comment se situe véritablement la France dans un tel contexte ? »

« L'une des caractéristiques du système français est d'avoir fait en sorte que les transplantations soient interdites dans le système de santé à but lucratif. Ce n'est certes pas une garantie absolue, mais tout de même les équipes hospitalo-universitaires ne trouvent pas dans l'argent une motivation au développement de cette activité. Le privé a toutefois très envie de pratiquer aujourd'hui des transplantations d'organes.

« La France a, par ailleurs, été l'un des premiers à se doter d'un cadre associatif - France-Transplant - ayant initialement pour but d'harmoniser au mieux les échanges d'organes d'un point de vue médical. Aujourd'hui, la mission essentielle de France-Transplant est d'assurer la transparence des interventions, le suivi des résultats et le contrôle du respect d'une certaine éthique. Tout cela impose une restructuration importante, afin que nous soyons fiables et exhaustifs.

#### Donneurs vivants et collecte cadavérique

« A quel point, malgré tout, la très faible proportion en France des prélèvements d'organes effectués sur des donneurs vivants ? »

« C'est un phénomène très intéressant. Il n'y a jamais eu sur ce point de mot d'ordre. En pratique, tout s'est passé comme si l'ensemble des transplantateurs français étaient tombés d'accord sur le fait que les prélèvements de rein sur des personnes vivantes posaient trop de difficultés et qu'il convenait de privilégier au maximum les prélèvements sur des cadavres. Nous sommes ainsi, en France, à de très bons niveaux de collecte cadavérique.

« Peut-on, face aux États-Unis et à ce qui se passe dans de nombreux pays du tiers-monde, imaginer que l'on puisse développer un cadre éthique européen des greffes d'organes ? »

« Sur les grands principes, tout le monde est d'accord, mais tout se complique quand on entre dans le détail. Ainsi, l'interdiction officielle de la vente d'organes humains ne pose aucun problème. Mais, dès que l'on veut interdire à l'échelon européen la transplantation à partir de donneurs vivants, nous entrons dans des discussions sans fin. De la même manière, les directives de l'Organisation mondiale de la santé sur les transplantations d'organes nous ont conduits à diminuer les exigences éthiques pour parvenir à un consensus.

« A vos yeux, les prélèvements de tissus humains sont-ils, d'un point de vue éthique, assimilables à des prélèvements d'organes ? »

« Il n'y a pas, à mon sens, de différence de principe, mais il est vrai que les prélèvements de tissus ont deux particularités. En général, ces tissus ne servent pas directement à sauver la vie d'un malade ; d'autre part, il n'existe pas, pour les tissus, de système équivalent à celui de France-Transplant. Aucune transparence n'existe, d'autant que ces tissus sont utilisés dans le système privé à but lucratif ou traités par des firmes commerciales... Il faut ici, impérativement, remettre de l'ordre. Ces prélèvements ont pris une telle ampleur - on se sert des vaisseaux, des articulations, de la peau, etc. - que nous avons décidé de nous intéresser à ces questions en établissant des liens avec un organisme qui s'appellerait Franco-Tissus.

« Nous avons, en outre, émis quelques critiques, formulé quelques amendements pour que, dans la future loi sur la bioéthique, les tissus humains soient considérés comme des organes. L'idéal, bien sûr, serait que leur utilisation ne se fasse pas dans le secteur privé. Ce sera très difficile, ne serait-ce que parce qu'il s'agit de prothèses vasculaires ou de moelle osseuse.

« Ne craignez-vous pas que cette multiplication des prélèvements sur les cadavres humains soit de nature à nuire à l'image

altruiste du prélèvement d'un organe à des fins thérapeutiques ? »

« Le principal problème posé est, à mon sens, celui de l'utilisation du cadavre humain dans sa totalité. Il ne faut pas que les prélèvements multiorganes conduisent à faire disparaître le cadavre, ni à le mutiler extérieurement. La société n'est pas prête à voir disparaître ses cadavres ; il faut des enterrements, des funérailles... Cela dit, il y a techniquement des moyens d'utiliser des organes et des tissus provenant du corps humain tout en respectant les désirs de la société. Il faut des réceptions, des limites ; il faut aussi souligner à quel point il est beau et bon d'utiliser le corps humain pour sauver, pour faire vivre, pour rendre la dignité à des malades.

#### Centralisation des refus

« Êtes-vous dans la même ligne que quand vous dénoncez la loi Caillaud et quand vous voulez la mise au point d'un refus explicite des dons d'organes ? »

« La loi Caillaud n'était pas une loi éthique, mais un texte pragmatique déclarant que le cadavre appartenait à la société, étant entendu qu'un individu pouvait de son vivant s'opposer à de telles dispositions. Je ne suis pas contre ce dispositif, si l'on prend les moyens pour que chacun connaisse véritablement les termes de la loi. Cela implique une information permanente bien faite et répétée et impose aussi de donner à chacun la possibilité de dire « non » de manière fiable et certaine. Notre projet d'expression centralisée et automatisée des refus est aujourd'hui entre les mains du ministre de la santé et de l'action humanitaire. Au fond, le problème de la transplantation n'est pas celui du don d'organes. Il s'agit de savoir si nous voulons des transplantations en sachant qu'il faut des organes humains. Depuis dix ans, le nombre de greffes n'a cessé d'augmenter. Cette pratique concerne un nombre croissant d'individus.

« Si nous parvenons à induire, demain, des tolérances tissulaires, cela va être fabuleux. La transplantation concernera tout le monde ; on pourra réaliser des greffes d'organes chez des gens âgés, multiplier les interventions, pallier de multiples déficiences. Tout cela soulèvera d'énormes pénuries d'organes, sauf - bien sûr - si l'on parvient à passer à des greffes d'organes de porc. Mais, même dans ce cas, de nombreux problèmes surgiront, dans la mesure où l'on fera faire un bond considérable dans l'avancée de l'espérance de vie. Ainsi, un infarctus à soixante-quinze ans pourra être traité par transplantation cardiaque... Une seule mort deviendra alors réalité, la mort cérébrale. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

#### BIBLIOGRAPHIES

### L'archéologie explique l'histoire

PENDANT plusieurs siècles, l'abbaye de Saint-Denis (sur le territoire de l'actuelle commune de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis) a joué un rôle essentiel pour la monarchie française et a été une des plus grandes puissances économiques du royaume. Il semble qu'elle fut créée par Childéric, le troisième des quatre fils de Clovis, roi de Paris de 511 à 558. Mais un sanctuaire et un cimetière chrétiens - ce dernier ayant succédé à une acropole païenne - ont dû être établis sur le site très vite après la fin des persécutions en 312.

D'abord modeste, l'église a été reconstruite à plusieurs reprises, de plus en plus grande, de plus en plus belle, jusqu'au monument actuel voulu et commencé par Sugier, abbé de 1122 à 1151. L'abbaye encore petite a contribué à assurer le pouvoir des Mérovingiens. Ce qui lui a conféré la capacité de « légitimer » les rois des trois dynasties qui ont fait la France. Au fil des siècles, c'est à Saint-Denis que l'on conservait les insignes de la royauté, que le souverain venait chercher l'oraison avant de partir à la guerre, qu'il se faisait enterrer : à de très rares exceptions près, tous les rois ont été ensevelis dans la basilique, les Mérovingiens, les Carolingiens y compris Charles Martel (vers 688-741), qui n'était pourtant

« que » maire du palais mais qui a été la souche de la deuxième dynastie - les Capétiens - jusqu'à Louis XVIII (1755-1824).

Bien entendu, de si grands services étaient récompensés : ainsi l'abbaye a-t-elle reçu pendant des siècles des terres, d'autres abbayes, des pièces d'orfèvrerie, des droits, etc., tous présents qui lui ont donné une incroyable richesse.

#### Ruses et faux des abbés

L'histoire de Saint-Denis mérite donc que l'on s'y intéresse si on veut comprendre la progression de la royauté française. C'est désormais possible... et même agréable grâce au livre *Saint-Denis, la mort des pouvoirs* qu'Anne-Marie Romero vient d'écrire dans la collection « Patrimoine au présent » publiée conjointement par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et les Presses du CNRS. L'ouvrage, très instructif, n'est jamais ennuyeux. Il est précis, clair, alerte et très joliment illustré. Et on se détecte en lisant l'histoire des ruses et des faux qu'ont faits les abbés successifs pour justifier leurs prétentions spirituelles et temporelles.

Dans la même collection, vient aussi de sortir le *Pont du Gard, l'eau dans la ville antique*, de Guilhem Fabre, Jean-Luc Fiches, Philippe Leveau et Jean-Louis Paillet.

« Ce livre, lui aussi, est très agréable à lire. Le lecteur le plus étranger à l'histoire antique comprend tout de suite que l'eau fait partie de la conception des urbanistes romains, pour les besoins vitaux de la population certes, mais aussi pour la beauté et l'agrément de la ville. Il est aussi à même d'apprécier la technique des ingénieurs hydrauliciens romains. Partout dans les territoires dépendant de Rome, ceux-ci sont capables d'amener l'eau, par simple gravité, à des dizaines de kilomètres du point de captage grâce à une succession de tunnels, de canaux ouverts, d'aqueducs qui, en se moquant des caprices de la topographie, courent et serpentent entre collines et vallées.

Dans ce volume, comme dans celui sur Saint-Denis, les illustrations sont nombreuses : photos, cartes et schémas, gravures anciennes et charmantes concourent en effet à éclairer la lecture qui, déjà, n'a rien de rébarbatif.

#### Jargon ésotérique

Les quatre auteurs ont tellement réussi leur livre qu'on se demande comment trois d'entre eux - qui ont tous participé à de récentes et savantes études du pont du Gard - ont pu rater à ce point l'autre livre très récent consacré au même sujet,

*L'Aqueduc de Nîmes et le pont du Gard, archéologie, géosystème, histoire*, publié par le CNRS associé au conseil général du Gard. On ne comprend pas, en effet, à quel public est destiné ce dernier livre : à des amateurs de livres grands et chers, comme le fait supposer son apparence de belle présentation, son format et son prix ? A une petite poignée de spécialistes comme le suggèrent le jargon ésotérique et le style confus des textes ?

En attendant de trouver la réponse à cette question, ne boudons pas le plaisir que donne heureusement la lecture de l'autre livre.

YVONNE REBEYROL

► *Saint-Denis, la mort des pouvoirs*, d'Anne-Marie Romero ; 128 pages, 120 F.

► *Le Pont du Gard, l'eau dans la ville antique*, de Guilhem Fabre, Jean-Luc Fiches, Philippe Leveau et Jean-Louis Paillet ; 128 pages, 120 F.

► *L'Aqueduc de Nîmes et le pont du Gard, archéologie, géosystème, histoire*, ouvrage collectif sous la direction de Guilhem Fabre, Jean-Luc Fiches et Jean-Louis Paillet ; 400 pages, 430 F.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lecoq, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppel  
directeur de la rédaction  
Jacques Guio  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Attali  
Thomas Fereczi  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Bonnes-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauvet (1959-1982)  
André Laurin (1982-1985)  
André Fontana (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUCHER  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-SEVRE-ARÉRY  
94452 VITRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-60-50-10



## SCIENCES • MEDECINE

### Ecologie en caisson

*Biosphere 2 peut-elle être qualifiée de scientifique ? Eventuellement, mais sous réserve de très sérieux changements, estime un comité d'experts*

**L**e 25 septembre 1991, près de Tucson (Arizona), quatre hommes et quatre femmes s'enfermaient pour deux ans - ils y sont toujours - dans une serre de verre et d'acier étanche de 1 hectare, en compagnie de trois mille huit cents espèces différentes de plantes et d'animaux. Ainsi débutait Biosphere 2, une expérience aussi médiatisée que contestée (1). Fabuleux laboratoire géant d'écologie pour les uns, escroquerie de mégamane pour d'autres, Biosphere 2 provoquait une violente polémique.

Dans l'espoir de couper court aux critiques, Edward Bass, le milliardaire texan qui finance le projet, a sollicité l'expertise d'un « comité scientifique consultatif » qui vient de publier son premier rapport, plutôt sévère. Le « bon potentiel » de cette entreprise, « courageuse et visionnaire », est totalement gâché par un manque de rigueur scientifique généralisé, estiment en substance les membres de ce comité, composé de huit chercheurs américains spécialistes de l'environnement et présidé par Thomas Lovejoy, secrétaire adjoint aux affaires extérieures de la Smithsonian Institution de Washington.

London, et Walter Adey, directeur du laboratoire des systèmes marins de la Smithsonian Institution, furent consultants pour la réalisation des « biotopes » censés représenter, dans la serre d'Arizona, la forêt tropicale, les océans et les marais. Très vite, cependant, Walter Adey se retirait, déçu, estimant que la science n'était pas au premier rang des préoccupations des promoteurs du projet.

A leur décharge, il faut reconnaître que ces derniers n'ont jamais caché que Space Biospheres Ventures, société privée exploitant Biosphere 2, est un organisme à but lucratif. Les quelque 750 millions de francs investis à ce jour par Edward Bass dans le projet sont censés lui rapporter. Par le biais du tourisme notamment, le concept de « biosphère » ne semblant pas, contrairement aux espoirs des dirigeants de SBV, intéresser la NASA.

Dans ces conditions, il était impératif pour eux de présenter Biosphere 2 comme un « système biogéochimique » autosuffisant. Une sorte de bulle terrestre parfaite, capable de faire vivre sans problèmes, sur Mars ou ailleurs, ses huit occupants tous vêtus de combinaisons rouges à la manière des héros de Star Trek. Seul un tel « challenge » était susceptible d'attirer les touristes.

#### Vers « l'immortalité cosmique »

Lancé quelques années plus tôt à grand renfort de déclarations clouantes, Biosphere 2 représentait, selon ses promoteurs, l'un des grands projets scientifiques et technologiques du siècle, à l'instar du programme américain Apollo de conquête de la Lune des années 60. Biosphere 2 et ses successeurs devaient préfigurer les futures colonies humaines de l'espace. John Allen, directeur général de la société Space Biosphere Ventures (SBV), et initiateur du projet, n'hésitait pas à donner dans la science-fiction la plus débridée.

A l'avenir, l'humanité pourrait atteindre « l'immortalité cosmique », en multipliant dans tout l'univers des bulles de vie à l'image de Biosphere 2. Elle pourrait ainsi « se déplacer librement à travers les milliards d'années-lumière de l'espace », tirant son énergie de sources multiples comme « les trous noirs et l'anti-matière », écrivait Allen en 1986 dans un petit ouvrage intitulé *Space Biospheres*.

De telles billevesées auraient pu inquiéter les chercheurs. Mais l'ampleur des moyens financiers jetés dans l'entreprise par Edward Bass amena certains d'entre eux à participer à l'élaboration du projet. C'est ainsi que M. Ghilleen France, directeur des jardins botaniques royaux de Kew Garden, près de

Sur le plan du marketing, en tout cas, la réussite semble totale : avant même que les « bionauts » n'intègrent leur bulle, deux cent cinquante mille visiteurs payants étaient déjà venus chaque année pendant cinq ans s'extasier devant le gigantesque du chantier. Mais il devint vite évident que, pour obtenir ce résultat, les promoteurs du projet avaient quelque peu tordu le cou à la vérité des faits.

#### L'ère des soupçons

Un peu étonnée d'apprendre qu'une femme de l'équipe était sortie de la serre et hospitalisée d'urgence pour une blessure au doigt, la presse américaine se débâta quand elle apprit qu'une centrale électrique de 5 mégawatts alimentait une machinerie complexe dans les sous-sols de Biosphere 2. Une enquête parue dans le magazine new-yorkais *The Village Voice* révélait même le passé de John Allen, qui, dans les années 70, avait fondé une sorte de phalanstère de tendance New Age (2), dont fit partie Edward Bass.

Les scientifiques du comité Lovejoy ne sont pas vraiment choqués de constater que la serre est moins « étanche » que ne le prétendent ses promoteurs. Certes, le fait de l'avoir caché au public a affecté la

« crédibilité scientifique » du projet. « Dès le début, estimant-ils, il aurait dû être plus clair que Biosphere 2 nécessite des sources d'énergie externes pour sa climatisation. » Toutefois, cela ne constitue pas un problème majeur pour les chercheurs dont l'objectif n'est pas forcément de disposer d'un « système biogéochimique complètement clos et capable de faire vivre des humains », mais, d'abord, d'apprendre comment un tel système peut fonctionner.

Cela peut nécessiter éventuellement des échanges avec l'extérieur, à condition, toutefois, qu'ils soient rigoureusement contrôlés. Etait-ce vraiment le cas ? La question peut se poser puisque le rapport Lovejoy propose qu'un « protocole explicite » soit rédigé, codifiant la sortie d'échantillons pour analyse ou l'introduction dans la serre « de gaz, d'espèces biologiques, d'équipement, de matériel ou de nutriments ».

#### Aucun

##### « plan scientifique » sérieux

Cet impératif de rigueur scientifique, souvent négligé, est souligné à plusieurs reprises, dans différents domaines, par les membres du comité. « Depuis le début du projet, il n'y a pas eu de plan scientifique bien développé et écrit », déplorent ces experts. Et de réclamer la rédaction d'un programme « qui fixe des priorités en matière de recherche pour le projet en cours et les projets futurs, comporte des budgets détaillés, fixe des objectifs à court et à long terme, établit les méthodes à employer, explique les résultats possibles et leur signification ». Par ailleurs, « la récolte des données et leur exploitation devrait être codifiée avec précision ».

A cet égard, les dirigeants de Space Biosphere Ventures ont une « conception excessive » de leur droit de propriété sur l'information scientifique éventuellement recueillie, estiment les auteurs du rapport. « Une étroite interaction avec la communauté scientifique est essentielle pour obtenir une haute qualité de résultats », soulignent-ils. Il convient de « considérer comme une haute priorité » la publication des résultats « dans des revues scientifiques reconnues soumettant leurs articles au contrôle des pairs ».

Evoquant des accusations d'anciens employés de SBV qui mettent en cause la validité de certaines données, ils recommandent, en outre, « la mise en place de procédures formelles permettant de s'assurer que tous les résultats publiés sont exacts et corrects ».

Mais la partie la plus virulente du rapport porte sans doute sur les qualités de l'équipe de Biosphere 2, dont les membres étaient tous présentés comme des « chercheurs » ou des « biologistes » par les promoteurs du projet. Les bionauts « ont une expérience scientifique limitée, et, à l'exception d'un médecin, aucun n'est au niveau du doctorat (PhD level) », soulignent, sans pitié, les membres du comité Lovejoy.

Reconnaissant qu'il n'est pas forcément essentiel que les occupants de la serre soient des chercheurs de haut niveau, ils estiment cependant que « des scientifiques devraient se trouver sur place, sur le site », pour diriger leur travail. Ils proposent une « réévaluation de la structure de direction » et la création d'un poste de directeur scientifique, indépendant des responsables de la société SBV.

« Toutes les remarques et recommandations du rapport seront transmises immédiatement. Deux articles scientifiques sont déjà en préparation », et le poste de directeur scientifique sera créé rapidement, assure Edward Bass dans une lettre à Thomas Lovejoy. Reste qu'avec la réputation qu'ils ont désormais acquise, les responsables de Biosphere 2 devront probablement avancer de sérieuses garanties de bonne volonté pour qu'un scientifique comme prenne le risque d'accepter cette fonction.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le Monde du 12 avril 1989 et notre supplément « Le Monde Radio-télévision » daté 6-7 octobre 1991.

(2) Courant en vogue dans certains milieux aux Etats-Unis, dont les adeptes recherchent une nouvelle « pensée » au travers d'un mélange d'écologie plus ou moins bien comprise et de socialisme teinté d'occultisme.

## CARNET DU Monde

### Naissances

- Kath et Jean-Hugues COEZY sont heureux d'annoncer la naissance de

Bethany, le 31 juillet 1992, à Manchester.

- Isabelle CALABRE et Laurent MAJOU font part de la naissance de leur fils Gabriel-Hugo, le 13 août 1992.

- Joël, Nathalie et Pierre-Yves MARTINEZ sont heureux de faire part de la naissance de

Hugo, le 13 août 1992. 57, rue du Maréchal-Ledere, 94229 Saint-Maurice.

### Marriages

- M. et M<sup>me</sup> Michel LE DORZIE, M. et M<sup>me</sup> Claude CHAREAU, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Estelle et Olivier, qui auront lieu le 22 août 1992, à Kerfour (Morbihan).

31, rue Saint-Eloi, 36920 Kerfour.

- M. et M<sup>me</sup> René ECHARD, son épouse, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 12 août 1992.

Chemin de Cincas, 66500 Prades.

- M. et M<sup>me</sup> Charles Plan, M. et M<sup>me</sup> Paul Briant, M<sup>me</sup> Gaudy, leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

Nathalie, née Plan, le 13 août 1992.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 août, à 14 h 30, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, près de Brest.

Nathalie, nous ne l'oublierons jamais.

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- M. et M<sup>me</sup> Maurice Durieux, ses parents, M<sup>me</sup> Alain Durieux, son épouse, M. Laurent Durieux, son fils, M<sup>me</sup> Jean Richard, sa belle-mère, les familles Cacas, Delvalle, Durieux, Fournier, Gagnon, Gauthier, Klara, L'Yvanc, Molinier et Pour, ses cousins, parents et alliés, et ses nombreux amis, ont le plaisir d'annoncer le décès de

M. Alain DURIEUX, survenu en son domicile de Villemoison-sur-Orge, le 14 août 1992, à l'âge de quarante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 17 août, dans l'intimité familiale, au cimetière de Villemoison-sur-Orge (Essonne).

Une messe sera célébrée à son intention, le dimanche 13 septembre, à 9 h 30, en la chapelle Saint-Joseph, place Campanile (le Plateau), à Villemoison-sur-Orge.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être faits à l'Association pour la recherche contre le cancer, 94811 Villiquif Cedex.

8, rue Henri-Poincaré, 92110 Clichy, 120, rue de la Paix, 91360 Villemoison-sur-Orge.

[Alain Durieux était entré au journal, en 1980, au service de typographie-lithographie. Le Monde, où ses compétences professionnelles étaient appréciées de tous, présente à sa femme et à son fils ses plus sincères condoléances.]

- M<sup>me</sup> René ECHARD, son épouse, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 12 août 1992.

Chemin de Cincas, 66500 Prades.

- M. et M<sup>me</sup> Charles Plan, M. et M<sup>me</sup> Paul Briant, M<sup>me</sup> Gaudy, leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

Nathalie, née Plan, le 13 août 1992.

Les obsèques auront lieu le mercredi 19 août, à 14 h 30, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, près de Brest.

Nathalie, nous ne l'oublierons jamais.

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 19 août 1992, en la basilique Notre-Dame de Folgoët, Lézouven (Finistère).

Centre national des indépendants et paysans, 170, rue de l'Université, 75007 Paris.

(Le Monde du 15 août.)

- Les membres du comité directeur du CNI ont le plaisir d'annoncer le décès de

Yvon BRIANT, député au Parlement européen, conseiller régional d'Ile-de-France, président du CNI.

- M<sup>me</sup> Pierre de Léotard, née Jacqueline Monnier, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Barnier, M. et M<sup>me</sup> Bernard Chaurin, M. et M<sup>me</sup> Joseph de Léotard, M. et M<sup>me</sup> Christian de Léotard, M. et M<sup>me</sup> Jean de Léotard, M. et M<sup>me</sup> Laurent de Léotard, ses enfants, ont le plaisir d'annoncer le décès de

M. Pierre de LÉOTARD, ancien conseiller municipal de Paris, ancien conseiller général de la Seine, rappelé à Dieu, le 12 août 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, après une longue et douloureuse maladie.

Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église de Louveciennes (Yvelines).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Morbier (Jura), le 14 août.

Une messe sera célébrée ultérieurement en l'église de Louveciennes (Yvelines).

30, rue de Montbuisson, 78430 Louveciennes.

[Né le 6 juillet 1909 à Bardonn, Pierre de Léotard, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, occupa des fonctions de haut niveau. C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'il entra en politique en tant que directeur du bureau politique du Parti de la réconciliation française jusqu'en 1964. Député de la Seine, de 1958 à 1964, il fut élu sénateur, puis député de la Seine, de 1964 à 1968. A la suite de l'indépendance de l'Algérie, Pierre de Léotard devint secrétaire général du Mouvement d'entraide et de solidarité pour les Français d'outre-mer, fonction qu'il occupa jusqu'en 1984. Il adhéra aux élections législatives, à Paris, en 1982 et en 1987.]

- M<sup>me</sup> Sabine Zlati, son amie, M. Georges Rutschmann, son frère, M. et M<sup>me</sup> Michel Maerker, son beau-frère et sa sœur, M. WBB Rutschmann, son frère, M<sup>me</sup> Claire Kalfia, sa filleule, ses neveux, nièces, et toute la famille, ont l'immense douleur de faire part du décès de

docteur Yvette RUTSCHMANN, survenue le 17 août 1992, dans sa soixante-dix-huitième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse, à 17 h 15.

Selon les vœux de la défunte, les fleurs seront remplacées par des dons à l'Association du musée-mémorial d'Alzius.

46, rue Madame, 75006 Paris.

- M. Michel Carmona, M<sup>me</sup> Marie Szalay, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 14 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

- Pierre Weill, président de la SFRES, et l'ensemble du personnel, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 14 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

- Pierre Weill, président de la SFRES, et l'ensemble du personnel, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 14 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

- Pierre Weill, président de la SFRES, et l'ensemble du personnel, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 14 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

- Pierre Weill, président de la SFRES, et l'ensemble du personnel, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fils,

le 14 août 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

109, rue du Bac, 75007 Paris.

## Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F  
au 1<sup>er</sup> octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS  
AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

- ☐ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F par rapport à l'achat au numéro.
- ☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport à l'achat au numéro.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

#### Votre règlement :

- ☐ Chèque joint.
- ☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à « LE MONDE », Service abonnements, 1, place Hubert-Seuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO











# ÉCONOMIE

ETRANGER

La réforme économique de M. Domingo Cavallo

## Le gouvernement argentin s'efforce de maintenir le cap de la « désétatisation »

Le gouvernement argentin est parvenu à redresser l'économie du pays qui minait l'hyperinflation. Mais les privatisations font grincer des dents dans les provinces, et le peso est nettement surévalué.

M. Domingo Cavallo, ministre argentin de l'économie, a incontestablement été l'un des hommes de l'année. En l'espace de quelques mois, il est parvenu à enrayer l'hyperinflation, à obtenir un allègement de la dette extérieure, à lancer un ambitieux programme de privatisations. Après avoir atteint 5 % en 1991, la croissance économique devrait être encore plus rapide cette année.

Les prochains mois s'annoncent pourtant délicats pour M. Cavallo, qui doit affronter les conséquences de la surévaluation du peso — la monnaie nationale — et redéfinir le rôle de l'Etat dans l'économie. En l'espace de quelques mois, de nombreux services publics ont été cédés à des intérêts privés, le plus souvent étrangers : téléphone, compagnie aérienne, distribution d'eau et d'électricité. Le secteur énergétique en général sera privatisé avant la fin de 1993.

Les Argentins ont vécu trois crises majeures au cours des vingt dernières années, explique un banquier de Buenos-Aires : la « seule guerre » de la dictature militaire, le conflit des Malouines et l'hyperinflation. La hausse des prix de détail avait atteint près de 5 000 % en 1989, et, au plus fort de la crise monétaire — en janvier 1991 — les variations de prix pouvaient atteindre jusqu'à 5 % en une seule journée, provoquant une chute du niveau de vie et la désorganisation de toute l'activité.

Traumatisée, la population était prête à accepter des changements économiques majeurs. Ce rejet de l'hyperinflation reste un grand atout pour M. Cavallo. Il n'empêche que certaines privatisations commencent tout de même à susciter des réactions (lire l'article de Christine Legrand) tandis que les industriels se mettent à protester, en faisant valoir qu'il leur est de plus en plus difficile d'exporter. M. Israel Malter, président de l'Union des industriels, a récemment demandé au gouvernement de prendre les mesures pour limiter les importations brésiliennes.

Le ministre de l'économie doit donc convaincre la population de la nécessité de maintenir le cap des réformes. La « désétatisation » a été menée de pair avec un transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales, en échange de la récession, aux provinces de 55 % des impôts. Parmi les services publics difficilement privatisables, après les chemins de fer, ce sont les ports qui seront placés sous la responsabilité des provinces, tandis que les dépenses d'éducation, pour les secteurs primaire et secondaire, ainsi que les dépenses de santé seront elles aussi gérées au niveau local.

Autre source de problèmes pour l'équipe économique du président Carlos Menem : la surévaluation monétaire du peso depuis la réforme monétaire de mars 1991.

M. Cavallo fait valoir que les bons résultats commerciaux des années 1988-1990 étaient liés à la chute de la demande intérieure et s'accompagnaient d'une fuite massive de capitaux. En 1991, les exportations ont légèrement diminué (-3 % par rapport à 1990) tandis que les achats à l'étranger diminuaient. « Nous pouvons financer nos achats grâce à nos entrées de capitaux », souligne

M. Alicia Guadagni, secrétaire d'Etat aux relations économiques internationales.

« Il serait fou de dévaluer. Nous devons diminuer les coûts locaux, accroître notre productivité », explique M. Cavallo. M. Guadagni rappelle pour sa part que la moyenne des tarifs douaniers a été abaissée de 45 % en 1987 à 14 % aujourd'hui. M. Guadagni ne cache pas que, cette année, l'Argentine enregistre un déficit commercial d'au moins 500 millions de dollars (après des excédents de 4 milliards en 1991 et de 8 milliards en 1990).

En dépit des bons résultats économiques, de l'insécurité répétée des autorités sur le maintien du taux de change « émis » (1 peso = 1 dollar), les anticipations de dévaluation n'ont pas disparu. La preuve en est que le crédit reste plus cher pour les emprunts libellés en pesos que sur ceux qui sont exprimés en dollars. Et l'inflation, qui progresse actuellement à un rythme deux fois supérieur à celui prévu par le gouvernement pour l'ensemble de l'année (7 % après 84 % en 1991) accorde la surévaluation actuelle du peso.

L'achèvement de la réforme des finances publiques et l'amélioration de la compétitivité des entreprises sont en cours. Mais ces évolutions, dont le coût social est élevé, ne peuvent être menées à leur terme en quelques mois. M. Cavallo doit donc espérer que la trêve politique dont bénéficie le président Menem se poursuivra jusqu'aux prochaines élections, prévues pour 1995.

FRANÇOISE LAZARE

## La situation financière du Chili est jugée satisfaisante par Standard and Poor's

Le Chili n'est plus un débiteur à risque, selon la note BBB qui lui a été attribuée lundi 17 août par l'agence de notation financière Standard and Poor's. Grâce à l'amélioration de sa situation financière, le Chili est le premier pays d'Amérique latine jugé disposer d'une « capacité satisfaisante à assurer le service et le remboursement » de ses emprunts.

Cette notation, qui devrait donner une nouvelle impulsion aux investissements étrangers au Chili, reflète le relatif succès de la politique économique menée par le président, M. Patricio Aylwin, depuis la transition démocratique de mars 1990 : la dette extérieure du Chili, qui représentait 368 % des exportations en

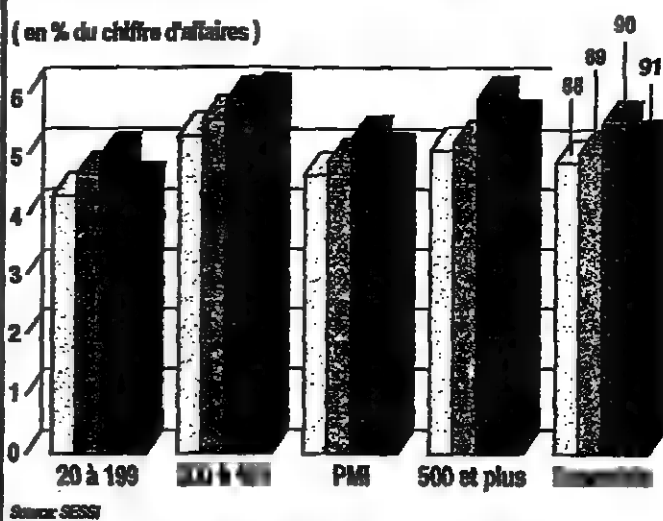
1985, est tombée à 76 % en 1991 et est considérée comme « stable » par Standard and Poor's. Elle s'élève à 19 milliards de dollars (95 milliards de francs). La croissance du PIB (produit intérieur brut) devrait être de 11 % cette année et l'inflation, qui atteignait 18,7 % fin 1991, ne devrait pas dépasser 13 % en 1992. Seuls points noirs relevés par Standard and Poor's, la trop forte dépendance de l'économie chilienne vis-à-vis des exportations de cuivre, ainsi que le manque d'infrastructures et les immenses différences de revenus entre catégories sociales.

P. Kr.

CONJONCTURE

## Les investissements industriels ont chuté de 6 % en 1991

Evolution par taille d'entreprises



L'investissement de l'industrie manufacturière française a baissé, en 1991, de 6 % en valeur et de 9 % en volume, selon la SESSI (Service des statistiques industrielles du ministère de l'Industrie). Ce recul concerne tous les grands secteurs industriels, à l'exception des firmes moyennes, comme l'indique le graphique ci-dessus. Néanmoins, cette baisse intervient après quatre années de croissance soutenue n'annulant pas les gains des années précédentes. Le taux d'investissement (5,1 % du chiffre d'affaires) reste soutenu.

## L'ASTRADUL

Association de Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS - ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 10,30 % - 1978

Les intérêts courus du 25 septembre 1992 au 24 septembre 1992 seront payables à partir du 25 septembre 1992 à 183,40 francs par titre de 1 000 F (montant brut : 206 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,07 francs, faisant ressortir un net de 167,51 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les versements concernant les obligations sorties au tirage du 17 juillet 1992 sont parus au Journal officiel du 25 juillet 1992.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 11 % - décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1992 au 24 septembre 1992 seront payables à partir du 25 septembre 1992 à 99 francs par titre de 1 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,07 francs, faisant ressortir un net de 89,44 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,05 novembre 1990

Les intérêts courus du 3 juin au 2 septembre 1992 seront payables à partir du 3 septembre 1992 à 254,28 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,14 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,37 francs, faisant ressortir un net de 206,75 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,0625 novembre 1990

Les intérêts courus du 3 juin au 2 septembre 1992 seront payables à partir du 3 septembre 1992 à 253,96 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 38,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,37 francs, faisant ressortir un net de 206,75 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,10 février mai 1988

Les intérêts courus du 16 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 516,94 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,54 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,10 francs, faisant ressortir un net de 420,30 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,25 juillet 1989

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992, seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 499,24 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,88 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,46 francs, faisant ressortir un net de 405,90 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,05 octobre 1990

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 127,34 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,10 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,70 francs, faisant ressortir un net de 103,54 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,25 octobre 1989

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 124,81 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,72 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,39 francs, faisant ressortir un net de 101,50 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,15 octobre 1988

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 504,30 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,64 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,64 francs, faisant ressortir un net de 410,02 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,15 mai septembre 1989

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 504,30 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,64 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,64 francs, faisant ressortir un net de 410,02 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations P3R - 0,25 mai 1989

Les intérêts courus du 17 juin au 15 septembre 1992 seront payables à partir du 16 septembre 1992 à 499,24 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,88 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,46 francs, faisant ressortir un net de 405,90 francs.

### SAPAR

Obligations 7 % - septembre 1986

Les intérêts courus du 22 septembre 1991 au 21 septembre 1992 seront payables à partir du 22 septembre 1992 à 315 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 31 francs (montant brut : 350 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 17,48 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,95 francs, faisant ressortir un net de 284,37 francs.

### SAPAR

Obligations TMOR - août 1984

Les intérêts courus du 10 septembre 1991 au 9 septembre 1992 seront payables à partir du 10 septembre 1992 à 383,97 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 42,66 francs (montant brut : 426,63 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 21,31 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,76 francs, faisant ressortir un net de 346,90 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## Le spectre d'un pays sans chemin de fer

Largement subventionnés par l'Etat depuis leur nationalisation en 1947, les chemins de fer argentins sont aujourd'hui menacés de disparition si un accord n'intervient pas entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces afin de partager le financement d'un déficit endémique évalué par les pouvoirs publics à 500 millions de dollars par an soit l'équivalent de 2,5 milliards de francs.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

En menaçant, fin juillet, de fermer la moitié des 34 000 kilomètres de voies ferrées qui permettent le transport de quelque sept millions de passagers par an, l'administration de M. Carlos Menem a fait se lever un vent de fronde dans les provinces. Une telle mesure priverait la population d'un moyen de transport essentiel pour parcourir de longues distances et relier la capitale aux villages les plus reculés de l'intérieur.

Une des principales lignes unissant Buenos-Aires à Córdoba, la seconde ville du pays, a effectivement été interrompue pendant près d'une semaine début août, obligeant le gouverneur, M. Eduardo Angeloz (radical), à s'asseoir à la table des négociations. Pour M. Domingo Cavallo, ministre de l'économie, ce bras de fer avec les gouverneurs n'est en fait qu'un volet du débat portant sur le rôle qu'il entend faire jouer aux provinces. Des provinces qui, selon lui, ne contribuent pas suffisamment à la politique de réajustement des finances publiques et doivent désormais prendre en charge leurs dépenses en matière d'éducation, de santé et de transports.

### La concurrence des autobus

Après les efforts de restructuration de l'appareil d'Etat et une meilleure collecte fiscale, M. Cavallo estime que c'est aux gouverneurs de faire désormais les efforts pour maintenir un service public dont ils sont les principaux bénéficiaires. Dans un premier temps, ils proposent que les provinces participent pour 50 % au financement des subventions accordées à la compagnie ferroviaire et que, dans une seconde étape, celles-ci prennent totale-

ment en charge leurs chemins de fer. Ils ont notamment des difficultés à financer les lignes ardues, puisqu'il faut trouver des repreneurs pour un service qui n'est pas rentable. A cela s'ajoute le mauvais état des matériels.

Principal instrument de la croissance économique en Argentine au début du siècle, les principales lignes ferroviaires construites par les Anglais et les Français sont défectueuses au fil du temps par manque d'entretien et d'investissement. Ce qui explique la concurrence et le succès des autobus à longue distance, souvent plus rapides et plus sûrs, même si les billets sont parfois 70 % plus chers que ceux du train. Jusqu'à présent, un seul corridor ferroviaire est en cours de privatisation et a reçu les offres de plusieurs groupes, parmi lesquels figure la société française SOFRAIR. Il s'agit du train de l'Atlantique qui relie Buenos-Aires à la station balnéaire de Mar-del-Plata et qui, toute l'année, transporte des voyageurs.

En ce qui concerne le transport de marchandises, le problème semble résolu. Les principales lignes sont en cours de privatisation et entrent de gros industriels argentins intéressés par le bon acheminement de leurs marchandises vers le capital. Le corridor Rosario-Santa-Blanca (5 000 kilomètres) a ainsi été attribué à la Compagnie Techint et fonctionne déjà.

« Imaginer un pays sans train, c'est comme l'imaginer sans habitants », affirment les syndicalistes de l'Union ferroviaire, qui ont proposé au gouvernement de prendre en charge l'exploitation de certaines lignes de passagers de longue distance avec une concession de vingt ans. La proposition des syndicats prévoit une réduction des voies actuellement en service mais aussi du personnel de la compagnie des chemins de fer, sans oublier une augmentation des prix des billets.

La possibilité d'échapper au coût politique qu'entraînerait la fermeture totale des lignes de chemin de fer explique sans doute que ce plan ait été accueilli favorablement par le gouvernement, qui devrait trancher rapidement. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de sauver et de développer le réseau ferroviaire plus important d'Amérique latine.

CHRISTINE LEGRAND



## ÉCONOMIE

## COMMUNICATION

Présenté par la direction  
des créanciersLe patron de presse  
canadien  
Conrad Black  
favori pour la reprise  
du «Daily News»

L'un des vestiges de l'empire Maxwell, le quotidien new-yorkais *Daily News*, a été déposé lundi 17 août un plan de réorganisation nommant M. Conrad Black, le magnat canadien de la presse, à la tête du journal (le *Daily News* a été fondé en 1897).

M. Conrad Black s'engageait à verser 74 millions de dollars (368 millions de francs) au *Daily News* - 22 millions à ses créanciers - et à investir 200 millions de dollars (994 millions de francs) dans une nouvelle imprimerie. L'accord conclu avec la direction du journal M. Black laisse des doutes d'ombre: selon M. James Wilson, du *Daily News*, «il ne comprend pas le problème de trésorerie. Il ne bloque pas la meilleure offre ultérieure», mais sous la protection de la loi américaine sur les faillites en vigueur en 1991, le quotidien ne sera pas touché par l'arrivée de M. Black. C'est également en septembre que M. Conrad Black, l'un des fils de William Maxwell, sera entendu par la justice britannique, à propos de sa mise en faillite personnelle.

Il est à connaître la position des syndicats du journal, qui ne voient pas l'un bon œil l'arrivée à la tête du *Daily News* de M. Black. La volonté de ce dernier d'ajouter un joyau à son empire (le *Daily News* a longtemps été le quotidien new-yorkais à diffusion la plus élevée, avec 800 000 exemplaires) pourrait être un obstacle à son projet. Le groupe Hollinger de M. Black - qui comprend quelques centaines de journaux sur quatre continents - présente les signes d'une légère flambée: Hollinger a enregistré en 1991 une baisse de 1 % de son bénéfice net.

## EN BREF

Le Texas annonce la découverte de pétrole en Tunisie. La société pétrolière américaine Texaco a annoncé, lundi 18 août, la découverte de pétrole brut et de gaz dans le gisement exploratoire d'El-Jem, en Tunisie, à 100 kilomètres au sud de la capitale. Le puits, qui a permis de produire 3 600 barils par jour et 111 000 mètres cubes de gaz à une profondeur de 4 003 mètres, présente une valeur non précisée par Texaco. D'autres sondages sont en cours pour estimer le potentiel du gisement. Texaco a obtenu un permis exploratoire d'El-Jem, une autre autorisation américaine. Conquest Exploration Tunisie. (AFP)

l'ouverture d'un magasin Danone à Moscou. Danone (groupe BSN) a ouvert le samedi 15 août un magasin à Moscou. Situé rue Tverskaja, le magasin occupe une surface de 200 mètres carrés et emploie vingt salariés, dont un seul français, le cadre. Cette ouverture est l'aboutissement du joint-venture signé avec BSN et la commercialisation de marchandises au provenance d'Europe de l'Ouest qui seront, par la suite, produites localement.

## FINANCES

Chute de 4,15 à la Bourse de Tokyo

Les maisons de titres japonaises  
en difficulté

La descente aux enfers de la Bourse de Tokyo a été accélérée mardi 18 août. Après avoir perdu 4,5 % la semaine dernière, le Kabuto-cho a encore abandonné 4,15 % sur la seule séance du 18 août. L'indice Nikkei a ainsi perdu 12,5 % depuis le début de l'année, le plus mauvais résultat de l'année.

L'agence américaine de notation Standard and Poor's a annoncé, lundi 17 août, la chute de la notation de quatre principales maisons de titres de Tokyo, Nikko Securities et Yamachi. La dette à long terme de Nikko descend de A+ à AA- et celle de Yamachi de A+ à A. En tout, l'agence a abaissé la notation de 1,2 milliard de dollars (1,2 milliard de francs) de titres.

L'agence américaine s'est enclenchée sous la dégradation des notes de la fonction de la conjoncture du marché nippon et des perspectives défavorables sur les dettes à long terme des quatre principales maisons de titres (Nikko, Yamachi, mais également Nomura et Daiwa).

Le quotidien économique

Nihon *Shimbun*, ces quatre maisons de courtage devaient enregistrer d'importantes pertes au premier trimestre de l'exercice en cours (avril-septembre 1992). Nomura, la première de courtage du monde et la seule au Japon à avoir réalisé des bénéfices lors de l'année fiscale 1991-1992, devrait afficher sa première perte depuis trente-huit ans. Elle pourrait atteindre 10 milliards de yens (environ 400 millions de francs). Déjà au mois de juin, le nouveau président de Nomura, M. Yukio Aida, ne se faisait pas d'illusions sur le résultat négatif de l'exercice.

Enfin, conscient des risques que peser la chute ininterrompue de la Bourse, le gouvernement japonais va annoncer à la fin du mois un plan de relance budgétaire et un programme de rachats de titres bancaires des garanties immobilières (le 18 août, le 13 août). Devant l'ampleur de la baisse du mardi 17 août, le ministre des finances, M. Taro Aso, a convoqué d'urgence pour la fin de la journée à Tokyo une conférence de presse afin d'évoquer la situation du marché boursier.

E. L.

## AFFAIRES

IBM parlant de retirer son appui

Wall Street s'interroge  
sur le sort de Wang

Wang, le fabricant américain de mini-ordinateurs, est à nouveau sous le feu des critiques de Wall Street. Les cours des dernières semaines, les millions de dollars new-yorkais ont été dévalués. IBM pourrait retirer son soutien au constructeur du Massachusetts.

Les deux firmes sont liées par un accord conclu en juin 1991. A l'époque, IBM avait versé un secours d'un Wang à la recherche de bord de gouffre. «Big Blue», qui avait libéré Wang de 12 millions de dollars de créances, avait pris une option sur 75 millions de dollars supplémentaires. Selon certaines indications, IBM a décidé de ne pas exercer cette option.

Le conseil d'administration de Wang devait se réunir lundi 17 août, mais rien n'a encore filtré.

Pour empêcher la filialisation des dessertes domestiques

Un syndicat de Lufthansa propose  
une réduction des salaires

Un principal syndicat de la compagnie allemande Lufthansa, la DAG, a proposé de réduire les salaires de 13 % pour l'année 1992. La proposition est plus que le même pourcentage de réduction des salaires. Ces propositions permettraient à Lufthansa d'atteindre son objectif de 500 millions de francs de bénéfices nets (soit 1,7 milliard de francs) avant le syndicat.

La DAG lie son offre à l'abandon par la compagnie aérienne de son projet de filialisation de ses activités aériennes au sein de la société Lufthansa Express. Pour

l'heure, la compagnie allemande ne pas avoir pris de décision entre la création d'une division au sein du groupe ou la création d'une filiale qui pourrait lui permettre de négocier des contrats de salaires moins avantageux. Les négociations avec la DAG et l'autre syndicat, OeTV, reprendront les 26 et 27 août.

En juillet, la Lufthansa a annoncé un déficit de 386 millions de deutschemarks (1,3 milliard de francs) pour le premier trimestre 1992, qui s'ajoute au déficit de 444 millions de deutschemarks enregistré en 1991.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

PARIS, 18 août

Nouveautés

Après deux séances consécutives de hausse dont la forte reprise du vendredi 14 août, la Bourse de Paris a replongé mardi 18 août dans un marché nerveux toujours en proie aux rumeurs les plus étonnantes. Dans la foulée de la nouvelle chute de 4,2 % de Tokyo, l'indice CAC 40 a chuté de 1,19 %, il perdait ensuite jusqu'à 1,5 % avant de se reprendre très légèrement en milieu de journée pour afficher une baisse de 1,30 % à 1734,55 points.

Au-delà de la mauvaise impression laissée par le marché japonais, les investisseurs restent préoccupés par l'environnement politique en France et les résultats du référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht. Du coup, les opérateurs réagissent à la moindre rumeur qui se propage.

La nervosité des boursiers s'accroît également à l'approche de la réunion de la Bundesbank jeudi. Des déclarations contradictoires faites par des membres de la banque allemande ont créé une hausse du taux d'intérêt après celle du taux de l'escompte intervenu la nuit dernière.

Du côté des valeurs, les plus fortes baisses s'enregistrent chez les valeurs étrangères: Ciments français, recule de 7,5 %, Immobilière Phénix de 8 %, Océan de 4,6 %. Parfois de 3,3 % et Cap Gemini de 3,5 %. Parmi les valeurs françaises, à noter celles de 2,5 % de Bouygues et de 1,1 % du Crédit foncier de France.

NEW-YORK, 17 août

Hésitation et irrégularité

Après une séance pendant une grande partie de la séance, la Bourse de New-York a terminé la journée de lundi 17 août sur une note faible en raison de ventes supérieures aux achats.

L'indice Dow Jones des valeurs américaines a obtenu 3 324,88, en baisse de 4,05 points (-0,12 %). L'activité a été très vive au cours des 165 millions d'actions échangées.

La nette remontée des taux d'intérêt à long terme a pesé sur le marché, qui a toutefois profité du début de la convention républicaine de Houston. Les investisseurs ont en effet généralement favorisé une administration républicaine, soulignent des experts.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est monté à 7,35 % lundi en fin d'après-midi contre 7,31 % vendredi.

VALEURS	Cours de 16 août	Cours de 17 août
Alcoa	32 1/2	32 1/2
AT&T	43 1/2	43 1/2
Chem. American	24 5/8	24 5/8
De Post de Houston	11 1/2	11 1/2
Eastman	41 1/2	41 1/2
Exxon	41 1/2	41 1/2
Ford	41 1/2	41 1/2
General Electric	27 1/2	27 1/2
General Motors	27 1/2	27 1/2
IBM	107 1/2	107 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	32 1/2	32 1/2
Merck	32 1/2	32 1/2
Pharm. Schering	32 1/2	32 1/2
Union Carbide	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2
Wendell	32 1/2	32 1/2

LONDRES, 17 août

Hausse technique

La Bourse de Londres a confirmé lundi 17 août le mouvement de reprise enregistré à la fin de la semaine précédente.

En dépit d'une nouvelle étude pessimiste sur l'évolution des ventes de voitures, la Bourse de Londres a enregistré une hausse technique des changes et la fermeté des Bourses de New-York et Tokyo. Il a également été enregistré une avance du marché à terme sur le marché à vue.

L'indice Footsie a clôturé en hausse à 10 113 points, soit à 2 376,11. Les échanges ont été les plus actifs depuis six semaines à 312,6 millions d'actions contre 447,7 millions vendus la semaine dernière.

Les perspectives des industries de construction et les compagnies d'eau ont progressé, mais les assurances et les assurances ont perdu du terrain.

TOKYO, 18 août

Sévère chute

La Bourse de Tokyo, qui s'était enclenchée en fin de semaine dernière, a effectué un nouveau plongeon mardi 18 août, de 4,2 %, selon l'indice Nikkei tombé sous la barre des 14 500 points.

La séance a été marquée par la séance à 14 309,41 points, soit un repli de 620,14 points par rapport à lundi. Le volume d'échanges, toujours faible, était estimé à 170 millions d'actions.

A la mi-séance, cet indice ne perdait que 1,1 %. La rétrogradation par les agences de notation des maisons de titres japonaises (lire ci-dessus) mais aussi les craintes de mauvais résultats pour les groupes de haute technologie ont troublé un marché qui, depuis le début de l'année, a perdu 40 %. Les valeurs technologiques ont particulièrement souffert.

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 18 août
Asahi	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070
Daewoo	1070	1070

Second marché

PARIS

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	4355	4350	Immob. Habitat	1005	1005
Amstel Assoc.	181	181	Immob. Habitat	1005	1005
B.C.	22 70	22 70	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005
Bouygues	470	465	Immob. Habitat	1005	1005

LA BOURSE SUR MINUTE

36-15 TAPEZ  
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 août 1992  
Nombre de contrats estimés : 142 104

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	186,08	186,42	186,42
Précédent	185,96	186,38	186,42

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 766	1 766	1 813
Précédent	1 766	1 766	1 766

CHANGES

Dollar: 4,95 F

A Paris, le billet vert s'échangeait mardi 18 août à 4,95 francs contre 4,975 francs au cours indicatif de la Banque de France de la veille. Les opérateurs continuent à redouter les interventions des banques centrales.

FRANCOFORT	17 août	18 août
Dollar (en DM)	1,460	1,459
TOKYO	17 août	18 août
Dollar (en yen)	124,19	124,25

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (18 août)	9 1916 - 10 116
New-York (17 août)	2 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)	14 août	17 août
Valeurs françaises	32,30	32,30
Valeurs étrangères	32,30	32,30
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC 40	472,48	472,48
(SBF, base 1000 : 31-12-91)		
Indice CAC 40	1 753,51	1 753,51
NEW-YORK (indice Dow Jones)	14 août	17 août
Industriel	3 324,88	3 324,88
LONDRES (indice Financial Times)	14 août	17 août
100 valeurs	2 376,11	2 376,11
30 valeurs	1 753,51	1 753,51
Mines d'or	84,20	84,20
Fonds d'Etat	84,20	84,20
FRANCOFORT	14 août	17 août
Dollar	1,460	1,459
TOKYO	17 août	18 août
Nikkei Dow Jones	14 309,41	14 309,41
Indice général	1 132,51	1 132,51

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS COMPTANT	Demande	Offre	COURS TERME TROIS MOIS	Demande	Offre
\$ 2-1	4,954	4,954	5,841	5,841	5,841
Yen (100)	162,26	162,26	162,26	162,26	162,26
DM	6,821	6,821	6,821	6,821	6,821
DM (100)	3,772	3,772	3,772	3,772	3,772
DM (1000)	4,471	4,471	4,471	4,471	4,471
DM (100)	5,257	5,257	5,257	5,257	5,257

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
Demande	Demande	Demande
Offre	Offre	Offre
\$ 2-1	3 1/4	3 1/4
Yen (100)	3 1/4	3 1/4
DM	3 1/4	3 1/4
DM (100)	3 1/4	3 1/4
DM (1000)	3 1/4	3 1/4
DM (100)	3 1/4	3 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués au fil de la journée par la Salle des marchés de la BNP.

L'HERMÈS Éditeur

LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F.  
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, Mc QUEEN, 83 F.  
Outils d'anglais commercial et économique, PIERROUD, GRENIER, 99 F.  
L'anglais économique et commercial, THIBAUDET, DIBON, 139 F.  
L'anglais des affaires, B. THIBAUDET - A. JOUQUIN, 285 F.  
Outil d'anglais commercial et économique, B. THIBAUDET, 104 F.  
Espagnol commercial et économique, P.Y. GARNOT, 195 F.  
Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F.

Diffusion: MEDILIS SA Tél.: 46 34 07 70  
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur: 43 25 26 18

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information  
SICAV

Le Crédit Agricole vous informe des modifications de la loi n° 103 du 13 août 1991 relative aux sociétés d'investissement à capital variable (SICAV).

Les Assemblées Générales Extraordinaires de MONÉ.J. ELICASH du 17 août 1991 viennent de décider de diviser par deux le montant de la valeur de l'action.

Cette division prendra effet à compter du mercredi 18 septembre 1992 à 12 heures.

A compter du 1er octobre 1992, les frais de gestion annuels H.T. des SICAV UNIVAR et MONÉ.J. seront de :

• 1,10 % pour UNIVAR  
• 1 % pour MONÉ.J.

Ces pourcentages sont calculés sur l'actif net des SICAV évalué quotidiennement, déduction faite des parts de FCP des actions de SICAV.

SEGESPAR

VERS  
UNE SOCIÉTÉ  
SANS ETAT

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état

Une société sans état  
sans état</



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 18 AOUT

**Cours relevés à 14 h 00**[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

**SICAV** (sélection)

17/8

VALEURS	% du tom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Franchise	Franchise	VALEURS	Émission	Franchise	Franchise	VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
Obligations						Etrangères						Obligations						Etrangères					
Exp. 12.9.78	100 25	0 28	CE (25)	171 20	175	Pais Océans	270	....	A.E.G.	558	....	Action	185 03	180 06		France Oblig.	488 71	464 07		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
10.8.78 23.9.78	100 25	0 28	CLAC	810	....	Paribas Invest	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	688 90	682 50		Francs	450 20	427 07		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
Exp. 12.25.81	100 25	0 28	C.I.F.R.A.M. (B)	2310	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
Exp. 12.25.81	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
10.25.81	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....	Alcan Int. Sec.	428 50	....	Anglo	2714 07	2714 07		Francs	95 29	92 51		VALEURS	Émission	Franchise	Franchise
OAT 10.5.82	100 25	0 28	Compagnie	800	....	Pays Hollandais	300	....</															

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu











Après la découverte en France et en Allemagne de trafics de déchets

## Les ministres français et allemand de l'environnement se rencontreront le 21 août à Paris

Les ministres français et allemand de l'environnement, M<sup>me</sup> Ségolène Royal et M. Klaus Töpfer, qui devaient se rencontrer à la fin du mois à Strasbourg, ont avancé leur rendez-vous au 21 août à Paris. L'émotion soulevée par la découverte simultanée, des deux côtés du Rhin, d'un vaste trafic de déchets dangereux justifie cette hâte.

Les deux ministres, déclare le communiqué français, « examineront la mise en place de l'industrie de la propriété d'ici à l'an 2000 », autrement dit les efforts déployés dans les deux pays pour tenter de résoudre les difficultés considérables que soulève l'élimination des déchets produits par une société d'hyper-consommation.

Les ministres se concerteront aussi sur « la suppression des mouvements de déchets ». Il s'agit d'examiner et de faire accepter par l'Allemagne un décret préparé depuis longtemps par les services français de l'environnement. Ce texte prévoit, avec un peu d'avance sur de prochaines décisions européennes, que les ordures ménagères, circulant jusqu'ici librement à travers les frontières, seront soumises chez nous à une autorisation préalable, elle-même conditionnée par le respect de précautions particulières.

### Interdiction et chômage

M. Brice Lalonde, ancien ministre de l'environnement et président de Génération Ecologie, estime qu'« il n'y a pas à demander la permission aux Allemands ou aux Suisses, mais à promulguer le décret avant le référendum de Maastricht, pour montrer aux Français que l'Europe nouvelle sera celle de la propriété ».

Sur le terrain, le renforcement de la surveillance aux frontières porte ses fruits. Au cours de la seule journée du lundi 17 août, les hommes du centre de désamusement de Saint-Avold (Moselle) ont stoppé trois camions immatriculés en France mais arrivant de Kempen, en Bavière, avec un chargement d'ordures ménagères destinées à la décharge de Romagne (Meuse). Des conteneurs de deux d'entre eux ont été extraits des poches de sang, du matériel de perfusion et des sondes urinaires.

De l'autre côté du Rhin, les journalistes du quotidien *Saarbrücker Zeitung* et les militants de l'asso-

ciation internationale Greenpeace ont découvert que les déchets plastiques allemands au milieu desquels ont été trouvés des résidus médicaux auraient été recueillis à Leipzig (ancienne Allemagne de l'Est) pour le compte d'une société spécialement créée pour récupérer et trier convenablement tous les emballages. Cette opération se serait donc elle-même fourvoyée dans des pratiques douteuses en liaison avec des récupérateurs français.

A ce propos, les Verts mettent en garde contre ce qu'ils appellent « une politique de l'autruche ». Dans un communiqué publié lundi 17 août, le mouvement de M. Waechter attire l'attention sur la situation des déchets hospitaliers produits en France. « La plupart, affirme-t-il, sont jetés sur des décharges mal contrôlées ou brûlés dans des incinérateurs non conformes, donc polluants ». Les Verts assurent que les centres français ne traitent que 50 000 tonnes de déchets médicaux alors que les

hôpitaux, cliniques et cabinets de praticiens privés en produisent au moins 300 000 tonnes par an.

De leur côté, plusieurs associations écologistes de la Loire dénoncent l'enfouissement de déchets allemands contenant des ustensiles médicaux à Roche-la-Mollière, près de Saint-Etienne (Loire). Cette décharge a reçu l'an dernier 20 000 tonnes de déchets en provenance d'outre-Rhin.

En revanche, le responsable commercial de la société de transports Freymuth, à Metz, indique que, si on interdisait totalement l'importation des ordures ménagères (ce qui n'est pas envisagé), son entreprise, qui emploie 40 personnes et qui sous-traite avec une quarantaine de chauffeurs individuels, fermerait ses portes. Cette entreprise réalise en effet 80 % de son chiffre d'affaires (70 millions de francs par an) en traitant des déchets du sud de l'Allemagne, à raison de dix camions par jour.

### Provoqués par la sécheresse

#### Les incendies ont ravagé plus de 1 million d'hectares en Russie

La sécheresse persistante qui règne depuis le printemps en Russie est la principale responsable des incendies qui continuent à s'étendre dans le pays et ont déjà ravagé plus de 1 million d'hectares de forêt dans un périmètre de 200 à 300 kilomètres autour de Moscou.

Le niveau de la nappe phréatique, dans cette région déclarée sinistrée, est en baisse constante, et les 800 sapeurs-pompiers mobilisés n'ont plus d'eau en quantité suffisante.

La lutte contre le feu est encore entravée par des difficultés matérielles : un seul avion IL-76 était disponible ces derniers jours, tandis que la pénurie d'essence immobilise bon nombre de nombreux véhicules de secours.

La sécheresse et les incendies affectent également l'Ukraine, où plusieurs foyers se sont déclarés à proximité de la centrale de Tchernobyl, ainsi que la Biélorussie et les trois pays baltes.

### AFGHANISTAN

#### L'ambassade de France à Kaboul est touchée par une roquette

Une roquette a explosé, dans la nuit de lundi 17 à mardi 18 août, dans la cour de l'ambassade de France à Kaboul, provoquant de sérieux dégâts et un début d'incendie mais pas de victime. Quatre véhicules ont été détruits et un incendie, rapidement contrôlé, s'est déclaré dans le garage adjacent à la chancellerie.

La roquette a été tirée depuis des positions tenues par le Hezb-i-Islami, qui mène une meurtrière offensive contre la capitale depuis huit jours.

Le chargé d'affaires, M. Borna-dac, a indiqué que les six diplomates français, qui jusqu'à présent ne projetaient pas de partir dans l'immédiat, envisagent maintenant sérieusement de quitter la capitale afghane. (AFP)

## LE GRAND "VRAC" DE LA MODE...

Des milliers de tissus nouveaux à admirer, palper, composer, ou choisir en toute liberté. Ils sont si nombreux. Des prix bas, ils vous restituent votre insouciance, vous retrouvez enfin le plaisir d'acheter. Une Mode cosmopolite, gaie, vivante, créative, parfois exotique. Des tissus "en vrac" depuis 30F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 78-41-17-47 ; à Lyon : 06-05-16-15.

**Le Monde**  
PUBLICITE LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

### Le procès des islamistes

## Neuf peines de mort sont requises, à Tunis contre des membres des « commandos du sacrifice »

TUNIS

de notre correspondant

Le procureur général du tribunal militaire de Tunis a requis, lundi 17 août, la peine de mort contre neuf des cent huit islamistes membres des « commandos du sacrifice » jugés parallèlement aux dirigeants et militants du mouvement Ennahdha, mais sous la même accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat (le Monde du 12 août).

Quatre des peines de mort requises concernent des accusés en état d'arrestation dont le chef des « commandos », M. Habib Lassoued, un ingénieur de trente-cinq ans. Les cinq autres concernent des accusés en fuite. Le procureur général, le colonel Mohamed Ben Abdallah, a laissé le soin au tribunal de fixer les peines des autres membres de ce groupe en fonction de leur culpabilité, conformément à la loi. « Mais, a-t-il ajouté, toute indulgence à leur égard créerait un

précédent dangereux ».

Au départ, les « commandos du sacrifice » avaient été créés hors de la tutelle du mouvement Ennahdha mais ce dernier, selon l'accusation, avait réussi à les « recruter » pour en faire sa « brimache militaire ». Dans son réquisitoire, le colonel Mohamed Ben Abdallah a lié étroitement les activités de ce « groupe terroriste, qui n'a rien à voir avec la religion et la politique », à celles des « comploteurs » d'Ennahdha qui comparaisaient devant l'autre chambre de la même juridiction.

« Les extrémistes sont tous les mêmes et il n'y a aucune différence entre une faction et une autre, car elles sont les ramifications d'une seule entité qui alimente l'hydre du terrorisme et entretient la sédition », a-t-il déclaré. Ainsi se renforce la confusion entre ces deux affaires, qui ont été inopinablement dignes et dont les avocats demandent, depuis un mois, la

joction. Tandis que les plaidoiries dans le procès des membres des « commandos du sacrifice » débuteront mercredi, celles entamées il y a une semaine dans l'affaire du « complot » touchent à leur fin. Plusieurs avocats ont plaidé l'incompétence du tribunal militaire dans cette affaire « au caractère seulement politique » et l'absence de preuves quant à un début d'exécution de la conspiration, dont sont accusés leurs clients.

Mais la plupart ont surtout mis en évidence les multiples vices de procédure relevés au cours des interrogatoires, de la garde à vue et de l'instruction. La défense a aussi contesté les rapports des examens médicaux effectués à leur demande sur quelque 70 accusés, faisant état de l'existence de traces de mauvais traitements, alors que presque tous s'étaient plaints à la barre d'avoir été torturés.

MICHEL DEURÉ

### Malgré les mises en garde du président Walesa

#### Les grèves se multiplient en Pologne

Avant d'action nationale prévue pour mardi 18 août, les travailleurs de la mine de charbon de Casocow, dans le sud-ouest, ont gréviste, lundi 17 août, pour protester contre la politique salariale du gouvernement de M<sup>me</sup> Hanna Suchocka, alors que, depuis quatre semaines, le secteur du charbon est paralysé par des arrêts de travail ainsi qu'une usure d'autosou-

Faisant front avec le nouveau premier ministre, le président Lech Walesa a mis en garde, jeudi 13 août, les travailleurs polonais contre des « revendications irréalistes » et a dénoncé ceux qui rapprochent la situation actuelle des grèves d'août 1980.

Le ministre des privatisations, M. Janusz Lewandowski, a annoncé, lundi 17 août, qu'il proposerait la mise en liquidation du complexe de mines et de raffineries de cuivre et de plomb de Lubin (sud-ouest).

Les privatisés de l'usine automobile FSM de Tychy ont durci leur mouvement, jeudi 13 août, en occupant le siège de leur direction pour protester contre son refus de négocier les salaires. Des arrêts de travail ont également eu lieu dans le secteur aéronautique. Six centrales syndicales, des organisations « radicales » et post-communistes regroupées au sein du Comité national de grève et de négociation (MKKN), ont annoncé « une action nationale de protestation » à partir du mardi 18 août. (AFP, UPI, AP, Reuters)

### Mort de l'éditeur Fernand Hazan

L'éditeur Fernand Hazan, qui avait fondé les éditions qui portaient son nom, vient de mourir dans sa quatre-vingt-huitième année. Fernand Hazan avait consacré l'essentiel de sa vie d'éditeur à la création et à la diffusion de ce « musée imaginaire » dont devait parler André Malraux. Dès 1934, avec les Editions de Cluny, il avait eu l'idée de s'appuyer sur les techniques d'avant-garde en matière de reproduction graphique pour faire connaître, par le livre, à un large public, les chefs-d'œuvre du patrimoine artistique international. La guerre interrompit l'essor des Editions de Cluny, mais, dès 1946, Fernand Hazan recréa une maison d'édition portant son nom.

Désireux de faire pénétrer les œuvres picturales dans les milieux les plus modestes, il parvint, avant même la création des livres au format de poche, à éditer à bon marché des livres qui proposaient des reproductions de qualité. Et pour aider au financement de cette activité, il créa un secteur de cartes postales et d'affiches d'art qui, avec les progrès de l'offset, connaitra un développement spectaculaire. En 1983, à soixante-quatre ans, Fernand Hazan s'était retiré, laissant à son fils Eric, jusqu'alors chirurgien à l'hôpital Laennec de Paris, le soin de poursuivre son œuvre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

### Après trois jours de combats

#### Thbilissi lance un ultimatum au Parlement abkhaze

Après trois jours de combats qui ont fait, selon le ministère abkhaze de la santé, une cinquantaine de morts, le ministre de la défense de Géorgie, M. Tengiz Kitovani, a réclamé, lundi 17 août, la démission du président du Parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzinba. « S'il refuse, nous déploierons des forces à Soukhoumi et démantèlerons son Parlement illégal. La date limite est aujourd'hui. Nous allons commencer les opérations demain », a-t-il déclaré à l'agence Reuters.

L'Abkhazie, une République autonome de Géorgie sur la mer Noire, compte moins de 20 % d'habitants abkhazes, les Géorgiens étant majoritaires, aux côtés d'Arméniens et de Grecs. Les députés abkhazes, qui ont droit cependant à une courte majorité au Parlement, ont proclamé le mois dernier, en séance solennelle, l'indépendance de leur République. Vendredi, la Garde nationale géorgienne est intervenue en Abkhazie, traquant les « Géorgiens armés » parvenus du président en fuite Zviad Gamsakhourdia, qui ont désormais leur fief en Abkhazie. Le numéro un géorgien, M. Eouard Chevardnadze, a exhorté, lundi, ses compatriotes à se tenir prêts à combattre « les forces du mal » en cas où les troubles en Abkhazie devraient s'étendre. Des tirs étaient encore entendus, dans la nuit de lundi à mardi, à Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie. (Reuters)

### Nouveau record du tour du mont Blanc

Brigitte Chambon, trente-trois ans, a établi un nouveau record du tour du mont Blanc (TMB) en une étape : elle a parcouru près de 170 kilomètres en 22 heures 59 minutes et 22 secondes. La jeune femme, originaire des Houches (Haute-Savoie), était partie samedi 15 août à 17 heures de la mairie de Chamouni. Chaque année, 20 000 à 25 000 randonneurs s'engagent dans le tour du mont Blanc, course classique qui traverse la vallée de Chamouni et les Val Ferret italien et suisse. Le parcours se situe essentiellement à l'étage subalpin, entre 1 500 et 2 000 mètres d'altitude. Les principales difficultés sont le col de la Croix du Bonhomme (2479 m), le col de la Seigne (2513 m) et le col Ferret (2537 m). La dénivelée totale à la montée est de 7870 mètres. A une allure normale, un marcheur chargé d'un sac d'une dizaine de kilos met environ 5 à 7 jours pour boucler le tour.

### OUVERT EN AOÛT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-81  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

### SOMMAIRE

#### LES FINS D'EMPIRES

28. - Le rideau tombe sur Stolyne... 2

#### ÉTRANGER

Etats-Unis : la convention républicaine à Houston... 3  
La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales... 4  
Le premier anniversaire de l'échec du coup d'Etat du 19 août à Moscou... 4 et 5  
La famine en Somalie... 5

#### POLITIQUE

Deux ans après le départ de Jacques Médecin, les édiles nicois ont du vague à l'âme... 6  
Point de vue : « Georges Marchais découvre l'Amérique », par Claude Liebre... 6  
La campagne pour le référendum du 20 septembre... 6  
Plusieurs dirigeants des Verts répliquent à M. Lalonde au sujet de l'autoroute A 16... 6

#### SOCIÉTÉ

Prison : les syndicats de surveillants lancent un mouvement de protestation après la mort d'un des leurs à Rouen... 7  
La France endeuillée par les panneaux publicitaires... 7

#### SCIENCES • MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Henri Kreis à l'occasion du quatorzième congrès international de la Société de transplantation

#### Écologie en caisson • Bibliographie

l'archéologie explique l'histoire... 9 et 10

#### CULTURE

L'enfance des frères Coen : *Blood Simple*, le film qui les a révélés, ressort à Paris... 11  
La peinture en chansons : une série d'œuvres récentes de Robert Combas autour de Braconniers... 11  
La Corse sans rock... 11

#### ÉCONOMIE

La forte hausse du nombre des préretraités traduit la dégradation de l'emploi... 12  
L'éditeur Alain Ayache juge insuffisantes les propositions de l'important parisien Riccobono... 12  
Les investissements industriels ont chuté de 6 % en 1991... 13  
Le gouvernement argentin s'efforce de maintenir le cap de la « désinflation »... 13

#### Services

Abonnements... 16  
Annonces classées... 8  
Cartes... 10  
Marchés financiers... 14 et 15  
Météorologie... 17  
Mots croisés... 17  
Radio-télévision... 17  
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 août 1992 a été tiré à 471 444 exemplaires.

### Demain dans « le Monde »

#### Arts et Spectacles : tournages d'été

Le tournage de deux films très attendus, *La Nuit sacrée* de Nicolas Klotz, d'après Tahar Ben Jelloun, avec une interview de l'écrivain, et *Patric Justice* du jeune cinéaste noir américain John Singleton révisé par Boyz n the Hood, avec Janet Jackson.